



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 avril 2001  
Français  
Original: anglais/arabe/espagnol/  
français

## Cinquante-cinquième session

Point 166 de l'ordre du jour

**Élection de juges du Tribunal international chargé  
de juger les personnes accusées de violations graves  
du droit international humanitaire commises  
sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

## **Curriculum vitae des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation**

**Note du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Curriculum vitae . . . . .	5
Akay, Aydin Sefa . . . . .	5
Argibay, Carmen María . . . . .	6
Asuagbor, Lucy . . . . .	9
Badgery-Parker, Jeremy . . . . .	10
Banda, Chifumu Kingdom . . . . .	16
Bellelli, Giancarlo Roberto . . . . .	18
Boutet, Pierre G. . . . .	22
Brydensholt, Hans Henrik . . . . .	23
Camara, Guibril . . . . .	25
Canivell, Joaquín Martín . . . . .	28
Capulong, Romeo T. . . . .	30
Ceville, Oscar . . . . .	32

Chali, Isaac Chibulu Tantameni . . . . .	36
Chaskalson, Arthur . . . . .	37
Clark, Maureen Harding . . . . .	39
Diarra, Fatoumata . . . . .	40
Durak, Cenk Alp . . . . .	45
Ebongue, Moïse . . . . .	47
Epuli, Mathias . . . . .	48
Eser, Albin . . . . .	49
Fassi Fihri, Mohamed El Habib . . . . .	52
Gallop, John Foster . . . . .	53
Ghamroun, Joseph Nassif . . . . .	55
Grotz, Michael . . . . .	56
Haidara, Abdallah Mahamane . . . . .	58
Hanoteau, Claude . . . . .	59
Jallow, Hassan Bubacarr . . . . .	61
Janu, Ivana . . . . .	65
Kiliç, Aykut . . . . .	67
Lattanzi, Flavia . . . . .	68
Lindholm, Per-Johan Viktor . . . . .	72
Lobejón, Agustín Pedro . . . . .	74
Maiga, Diadié Issa . . . . .	75
Mambilima, Irene Chirwa . . . . .	77
Marty, Dick F. . . . .	79
Mathews, Jane Hamilton . . . . .	81
Mengue Zomo, Suzanne . . . . .	84
Mirza, Ghulam Mujaddid . . . . .	85
Moallem, Ahmad Aref . . . . .	86
Mvunga, Mphanza Patrick . . . . .	87
Nieto-Navia, Rafael . . . . .	90
Ntahompagaze, Leopold . . . . .	96
Ntahomvukiye, André . . . . .	98
Pereira Burgos, Cesar . . . . .	100
Politi, Mauro . . . . .	102

Rasoazanany, Vonimbolana . . . . .	106
Riachy, Ralph. . . . .	108
Risch, Ingo. . . . .	109
Roth, Robert. . . . .	111
Rwamaza, Zacharie . . . . .	115
Semega-Janneh, Sourahata Babouccar. . . . .	119
Shepherdson, Tom Farquhar. . . . .	120
Singh, Amarjeet. . . . .	122
Songör, Ayla. . . . .	126
Swart, Albertus Henricus Joannes . . . . .	127
Szénaši, György. . . . .	129
Takieddine, Ahmad . . . . .	131
Taya, Chikako . . . . .	132
Thelin, Krister . . . . .	135
Trechsel, Stefan . . . . .	137
Van den Wyngaert, Christine . . . . .	140
Vassylenko, Volodymyr. . . . .	145
Vohrah, Lal Chand. . . . .	149
Williams, Sharon A. . . . .	151

## I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les curriculum vitae des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation pour pourvoir les postes de juge *ad litem* du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1er janvier 1991. On trouvera, dans un mémorandum du Secrétaire général (A/55/\_\_), la liste des candidats et un exposé des procédures de vote que doit suivre l'Assemblée.

## Curriculum vitae

### Aydin Sefa Akay (Turquie)

Date de naissance : 3 août 1950

#### Formation universitaire

Faculté de droit de l'Université d'Ankara (droit humanitaire).

Séminaires à la faculté de droit de l'Université de New York.

Maîtrise (Université Hacettepe, Ankara).

Préparation du doctorat (Université Hacettepe, Ankara).

Certificat en droit de la concurrence (faculté de droit, Gime American University).

#### Langues étrangères

Anglais, russe

#### Expérience professionnelle

1972-1973                      Avocat stagiaire

1973-1987                      Avocat

Depuis 1987                      Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères (notamment Conseiller juridique au Secrétariat permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe et à la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York).

#### Activités professionnelles

Vérificateur des comptes pour Turkish Aerospace Industries.

Membre du Groupe d'arbitres de la Banque mondiale.

Conseiller juridique, expert en droit relatif aux droits de l'homme, pour les affaires dont est saisie la Cour européenne des droits de l'homme.

Participation à plusieurs réunions organisées à l'ONU (Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, instance d'appel du Tribunal administratif, Sixième Commission, Comité préparatoire pour la création d'une Cour pénale internationale, Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Comité consultatif juridique afro-asiatique, quelques réunions de l'OCDE, de l'OTAN et de l'AIEA, en particulier dans le cadre des négociations préliminaires liées à la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie).

## **Carmen María Argibay (Argentine)**

Carmen María Argibay est née à Buenos Aires où elle a fait ses études et où s'est déroulée sa carrière.

Titre universitaire : diplôme d'avocat décerné par la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires en 1964.

### **Carrière judiciaire**

A commencé sa carrière en 1959 au tribunal correctionnel N de Buenos Aires; a été promue en 1961 et a fait l'objet d'un transfert latéral au tribunal des mineurs M où elle a travaillé jusqu'en février 1965.

A démissionné le 1er mars 1965 pour exercer la profession d'avocat.

A réintégré le monde judiciaire comme Secrétaire intérimaire au tribunal d'instruction No 2 en 1969 et est ensuite passée au tribunal d'instruction pour mineurs No 9, d'abord comme Secrétaire intérimaire puis comme Secrétaire en titre.

Est devenue en 1971 Secrétaire du tribunal des mineurs R, fonction qu'elle a exercée jusqu'en 1974. A été brièvement, pendant cette même année, Secrétaire du tribunal correctionnel des mineurs G.

A été nommée en 1974 à la Chambre nationale d'appel en matières pénale et correctionnelle, d'abord comme Secrétaire chargée de la supervision, puis comme Secrétaire générale de la Chambre. En 1976, année du coup d'État militaire, elle a été destituée. Pendant les neuf premiers mois du nouveau régime, elle a été détenue (au nom du pouvoir exécutif national) sans inculpation ni jugement.

De 1977 à 1984, elle a exercé la profession d'avocat dans le privé.

Une fois la démocratie restaurée en Argentine, elle a été nommée juge de première instance en 1984, et a été promue à la Chambre nationale d'appel en matières pénale et correctionnelle en 1988.

Au moment de la réforme de la procédure pénale intervenue en 1992, elle a demandé à être mutée dans un tribunal de procédure orale. Sa mutation a pris effet le 30 avril 1993, et elle exerce depuis au tribunal pénal de procédure orale No 2.

### **Carrière universitaire**

#### **Université de Buenos Aires**

#### **Faculté de droit et de sciences sociales**

A commencé sa carrière universitaire comme assistante du professeur de philosophie du droit, Ambrosio L. Gioja.

A été admise sur concours en 1968 au Département de droit pénal général dirigé par le professeur Enrique Ramos Mejía.

A été nommée en 1973 maîtresse assistante dans le même département, puis, maîtresse de conférence, et enfin professeur en 1988. A démissionné en 1999.

A aussi enseigné dans des instituts, tels que l'Institut de droit pénal et de criminologie, au Centre d'études de la minorité, et en classe préparatoire, en qualité de maîtresse de conférence d'histoire de la civilisation et des institutions.

Est depuis 1998 membre du Conseil de l'Institut supérieur d'études pour la justice où elle enseigne l'administration de la justice à des étudiants de troisième cycle.

### **Faculté de philosophie et de lettres**

A dirigé pendant la durée d'un cours les travaux pratiques de criminologie.

### **Université de Belgrano et Université d'El Salvador**

Maîtresse de conférence de droit pénal spécial à l'Université de Belgrano de 1969 à 1975 et en El Salvador de 1968 à 1971.

### **Activités diverses**

De 1967 à 1990, Directrice des cours organisés gratuitement par l'Association féminine des bibliothèques pour les employées, ouvrières et retraitées dans l'impossibilité d'assister à des cours normaux de perfectionnement ou d'instruction.

De 1998 à nos jours, Coordonnatrice du programme d'éducation juridique « Hacia una Jurisprudencia de Igualdad : La mujer, el juez y las leyes de Derechos Humanos » pour l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et l'Équateur. Ce programme a été conçu par la Fondation internationale de femmes juges et reçoit une subvention de la Banque interaméricaine de développement.

### **Associations**

Membre de l'Association internationale de droit pénal.

Membre de l'Association internationale de défense sociale.

Membre fondateur de l'Association internationale des femmes juges et de la Fondation internationale des femmes juges (1991). Trésorière de 1994 à 1996; Présidente élue de 1996 à 1998, et Présidente en titre de 1998 à 2000. A, en cette qualité, participé à l'organisation de la cinquième Conférence biennale internationale qui s'est réunie à Buenos Aires du 17 au 21 mai 2000 sur le thème des femmes marginales.

Présidente de l'association « Justice démocratique » de novembre 1999 à la fin d'octobre 2001.

Secrétaire de la Fondation d'études pour la justice.

Membre de la direction de l'Association féminine des bibliothèques.

Fondatrice et première Présidente de l'Association argentine des femmes juges.

### **Autres activités**

A fait des conférences et a participé à des tables rondes en particulier sur les thèmes de la discrimination, de la violence contre les femmes et les enfants et de la corruption. Par exemple, en janvier 2000, a fait une conférence lors de la Rencontre internationale des femmes cadres et femmes d'affaires qui a eu lieu à Sydney (Australie). En octobre 2000, a été invitée par la Fondation « Todos » à une table ronde consacrée à la discrimination fondée sur le sexe. A également participé à une table ronde au Forum des femmes contre la corruption sur le thème « La corruption dans l'appareil judiciaire et les moyens de la prévenir ».

Auteur de diverses publications sur ces mêmes thèmes.

A été nommée par l'Institut social et politique de la femme et par UNIFEM « Ambassadrice » et « marraine » de la campagne pour l'éradication de la violence.

Juge du tribunal Tokyo 2000 qui a examiné la responsabilité des forces armées japonaises dans l'esclavage sexuel imposé dans les pays envahis pendant la Deuxième Guerre mondiale (12 décembre 2000).

**Langues**

Espagnol (langue maternelle).

Anglais, diplôme supérieur de l'Association argentine de culture anglaise.

Sept années d'étude du français à l'Alliance française de Buenos Aires, diplôme d'études supérieures.

Trois années d'allemand à l'Institut Goethe de Buenos Aires.

Un cours d'italien.

Comprend le portugais.



**Lucy Asuagbor (Cameroun)**

Date et lieu de naissance : 16 septembre 1951, Ntemako (Mamfé), Cameroun

**Diplômes académiques**

Maîtrise en droit.

Intégrée dans la magistrature le 3 novembre 1979.

**Poste actuel**

Président du Tribunal de grande instance du Wouri.

**Fonctions antérieures**

- 1979-1980 Substitut du Procureur de la République de Bafoussam.
- 1980-1983 Substitut du Procureur de la République de Bamenda.
- 1983-1984 Substitut du Procureur de la République de Bertoua.
- 1984-1986 Substitut du Procureur général de Bertoua.
- 1986 Substitut du Procureur général de Douala.
- 1986-1988 Conseiller par intérim à la cour d'appel de Douala.
- 1988-1998 Vice-Président de la cour d'appel de Douala.
- 1998 Vice-Président du Tribunal de grande instance de Douala.

## Jeremy Badgery-Parker (Australie)

Date et lieu de naissance : 29 août 1937, Sydney (Australie)

### Éducation

1949-1954 Trinity Grammar School, Summer Hill, New South Wales (Australie) (boursier).

1955-1960 Université de Sydney (Australie).

Diplômes :

Bachelor of Arts, 1958.

Bachelor of Laws (avec mention très bien et médaille de l'Université), 1961.

### Expérience professionnelle

1958-mars 1961 Employé comme commis au cabinet d'avocats Hunt and Hunt, à Sydney.

10 mars 1961 Admis au barreau de New South Wales.

Mars 1961-juillet 1963 Avocat au cabinet Hunt and Hunt.

26 juillet 1963 Devient avocat (*barrister*) en New South Wales (et ultérieurement dans l'Australian Capital Territory et le Northern Territory).

1967-1970 et 1973 Membre du conseil de l'ordre des avocats de New South Wales (Secrétaire honoraire 1968-1969).

1969-1970 Conseil assistant le Commissaire d'une commission d'enquête sur la réadaptation et d'autres aspects du régime d'indemnisation des accidents du travail de New South Wales.

14 octobre 1982 Nommé Conseil de Sa Majesté (Q.C.).

31 août 1984 Nommé juge au Tribunal de district de New South Wales; en cette qualité siège jusqu'en juillet 1989, avec le titre « His Honour Judge Badgery-Parker, Q.C. ».

Le Tribunal de district est une juridiction de première instance et d'appel de niveau intermédiaire. Il connaît en appel des décisions des juges du tribunal local, et a une large compétence en matière civile et pénale. En 1984-1989, sa compétence civile était initialement limitée à 100 000 dollars, mais elle a ensuite été portée à 250 000 dollars (mais avec le consentement des parties le Tribunal pouvait exercer une compétence illimitée, et il le faisait souvent).

La compétence pénale s'étend à toutes les infractions autres que le meurtre, la piraterie et la trahison, bien qu'en pratique (durant la période 1984-1989) les affaires de viol, d'agression sexuelle sur mineur et d'importation de drogues étaient portées devant la Cour suprême.

Le juge Badgery-Parker, Q.C., a exercé ses fonctions dans tous les domaines relevant de la compétence de la Cour; il a en particulier présidé un grand nombre de procès pénaux, aussi bien en première instance qu'en appel.

25 juillet 1989

Nommé juge à la Cour suprême de New South Wales, affecté aux divisions pénale et de *common law* de celle-ci; occupe ces fonctions jusqu'en mars 1998, avec le titre « The Honourable Justice Badgery-Parker. »

La Cour suprême est la plus haute juridiction de New South Wales et sa compétence en matière civile et pénale et en appel est illimitée. C'est la plus importante des cours suprêmes d'État en Australie et c'est celle qui a le rôle le plus chargé.

Le nombre des juges et la masse de travail ont entraîné une spécialisation des juges plus poussée que dans les autres cours suprêmes d'État. Ainsi, les juges des divisions pénale et de la *common law* tendent à accumuler davantage d'expérience dans leurs spécialités que les juges des cours suprêmes d'autres États.

Les juges des divisions pénale et de la *common law* ont régulièrement l'occasion de siéger à la Cour des appels criminels; et ils sont de temps à autre détachés auprès de la Cour d'appel (lesquelles sont respectivement les juridictions d'appel de plus haut niveau en matière pénale et civile à l'intérieur de chaque État).

Le juge Badgery-Parker a souvent présidé de grands procès pénaux, y compris toute une série de procès pour meurtre complexes et célèbres (par exemple en 1990, *Leslie Murphy*; *John Albert Porter*; *Roy Thurgar*. En 1991, *Alex Mihailovic et autres*; 1993, *Jay Thomas Hart*; 1995, *Mark Gorman et Belinda Armstrong*; *Keith David Herring*. 1997, *Richard Leonard*) et une grosse affaire d'importation de drogues (*Cheung Yin Lun*, 1993). En première instance, il a rendu de nombreux jugements importants en matière pénale (par exemple, *Cafe*, 6 septembre 1991; *Johnston*, 20 décembre 1991; *Cox*, 13 décembre 1996, une décision dans laquelle il a explicité le droit de la commutation des peines

indéfinies (à perpétuité) en peines définies; *Cheung Yin Lun*, 26 novembre 1992, affaire dans laquelle a été examinée, au sujet d'une demande de suspension permanente de poursuites pénales, la notion de procédure abusive, l'obligation du procureur de divulguer et la pertinence du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

*Jay Thomas Hart*, 25 août 1993, explicitant le droit relatif aux preuves factuelles similaires et la jonction ou disjonction des charges; affaire *Karima Gooma*, 27 avril 1994, dans laquelle a été précisé le droit relatif à la maladie mentale (altération des facultés) comme excuse absolutoire.

Le juge Badgery-Parker siégeait régulièrement à la Cour des appels criminels, et a été le principal ou le seul auteur de nombre de décisions importantes (notamment *Chai*, (1992) 27 NSWLR 153, précisant le droit relatif à l'association de malfaiteurs; *Tumanako* (1992) 64 A Série R.149, précisant le droit de la responsabilité atténuée, un moyen de défense qui peut permettre de ramener le meurtre à un homicide; *Lars (Larssen) and others*, 30 juin 1994, relatif aux normes de comportement requises, du juge comme des avocats durant le procès.

Le juge Badgery-Parker a aussi participé aux activités de droit civil de la Cour, et a jugé (en qualité de juge unique) nombre d'affaires importantes et complexes dans de très nombreux domaines du droit de la responsabilité. À plusieurs occasions, il a été nommé juge d'appel par intérim et amené à ce titre à siéger pour de courtes périodes comme membre de la Cour d'appel.

Pendant environ deux ans, il a parallèlement siégé au Parliamentary Remuneration Tribunal de New South Wales.

21 mars 1991

Nommé membre du Tribunal disciplinaire d'appel de la Force de défense (mandat de cinq ans).

C'est le Gouvernement australien qui procède à cette nomination en vertu de la loi fédérale. La qualité de juge à la Cour suprême d'un État était une condition de cette nomination, et c'est ce qui a permis au juge Badgery-Parker d'être nommé tout en continuant de siéger à la Cour suprême.

Le Tribunal est une juridiction d'appel en matière pénale. Une formation de trois juges connaît des recours formés par les membres de la Force de défense contre les condamnations prononcées par les cours martiales, ou afin d'obtenir une peine plus légère.

- 29 janvier 1996 Reconduit dans ses fonctions de membre du Tribunal disciplinaire d'appel de la Force de défense, et nommé Vice-Président de cette juridiction (mandat de six mois)
- 29 juillet 1996 Reconduit dans ses fonctions de membre et de vice-président du Tribunal disciplinaire d'appel de la Force de défense (mandat de cinq ans)
- 20 mars 1998 Quitte la Cour suprême pour partir à la retraite. Ses fonctions au Tribunal disciplinaire d'appel de la Force de défense cessent du même coup.

#### **Activités judiciaires et quasi judiciaires après la retraite**

- 1er juillet 1998 Nommé Commissaire adjoint à la Commission indépendante anticorruption de New South Wales, dans le but exprès de reprendre et de terminer une enquête non achevée sur des allégations de corruption à l'encontre d'un membre du Parlement de New South Wales.
- Une série d'audiences privées et publiques ont été organisées et un rapport de 138 pages établi, qui a été remis en décembre 1998 (ISBN 0 7310 7256 1) et qui peut être consulté sur le site Web de la Commission <[www.icac.nsw.gov.au](http://www.icac.nsw.gov.au)>.
- Les fonctions ont pris fin avec la publication du rapport.
- 1er juillet 1999-30 juin 2000 A occupé les fonctions de juge par intérim de la Cour suprême de New South Wales pour y travailler de temps à autre, éventuellement pour présider des procès pénaux.
- 1er juillet 2000 Reconduit dans ses fonctions de juge par intérim, les exerce toujours.
- Dans le cadre de ces fonctions de juge par intérim, le juge Badgery-Parker a présidé cinq procès pour meurtre entre septembre 1999 et mars 2001.

#### **Gestion des affaires**

- 1992-1997 Le juge Badgery-Parker a été nommé juge répartiteur de la Division de la *common law*, initialement pour gérer le rôle des affaires de la Cour avec l'assistance du personnel administratif de celle-ci.

En 1992, il a assisté à deux cours de gestion des affaires de deux semaines donnés par des fonctionnaires du National Center for Courts Administration (États-Unis) sous les auspices de l’Australian Institute of Judicial Administration (Institut australien d’administration judiciaire).

Par la suite, on a demandé au juge Badgery-Parker (en consultation avec celui qui était alors le Président de la Division de la *common law*, le juge David Hunt – qui est maintenant juge au Tribunal international pour l’ex-Yougoslavie – et avec le juge James Wood – qui est aujourd’hui le Président de la Division de la *common law*) de mettre au point et en service un système de gestion différenciée des affaires, en se fondant sur le système de gestion active mis au point les années précédentes sous la direction du juge Wood. Le nouveau système de gestion différenciée des affaires (civiles) est entré en service en 1994, et le juge Badgery-Parker (nommé officieusement juge de la gestion des affaires et ayant cédé le poste de juge répartiteur à une série d’autres juges) a entrepris d’en superviser la mise en oeuvre, laquelle a eu pour résultat d’éliminer des retards indus dans l’administration de la justice en New South Wales.

Il a aussi élaboré et mis en oeuvre diverses autres mesures à court terme pour réduire les délais et améliorer l’efficacité des tribunaux.

De 1994 à 1997, le juge Badgery-Parker a aussi entrepris, avec l’aide d’un petit groupe de fonctionnaires de la Cour et en consultation avec d’autres hauts magistrats de la Division, de mettre au point un nouveau système de gestion des affaires pénales de la Cour. Ce nouveau système était encore à l’examen lorsque le juge Badgery-Parker a pris sa retraite. Un programme de gestion des affaires pénales s’inspirant du travail préliminaire qu’il a effectué a depuis été introduit. Durant ces années, le juge Badgery-Parker a fait plusieurs exposés sur la gestion des affaires pénales lors de diverses conférences à Sydney et ailleurs en Australie.

#### **Publications et documents de conférence**

Certains des jugements du juge Badgery-Parker en matière pénale ont été publiés dans les *Australian Criminal Reports* et les *New South Wales Law Reports*, deux publications de LBC Information Services, Sydney.

Ses autres jugements se trouvent à la Bibliothèque des tribunaux, Queens Square, Sydney.

Le 14 août 1994 donne lecture, à la conférence annuelle de l'Institut australien d'administration de la justice, à Fremantle (Western Australia) d'un document intitulé : « The Criminal Process in Transition: Balancing Principal and Pragmatism' » qui a été publié en deux parties dans le *Journal of Judicial Administration* (1995) 4 JJA, p. 171 à 188 (février 1995) et 193 à 219 (mai 1995).

En juin 1996, à la conférence annuelle de l'association Action for Victims of Medical Accidents (AVMA) tenue le 28 juin à Londres et le 30 juin à Brighton (Royaume-Uni), donne lecture d'un article intitulé « The Bolam Principle in Australian Courts » (sur le droit de la négligence médicale) qui n'a pas été autrement publié mais se trouve à la Bibliothèque des tribunaux, Queens Square, Sydney.

**Langue :** Anglais.

**Chifumu Kingdom Banda (Zambia)**

Âge : 50 ans.

**Qualifications et expérience professionnelle**

1974	Licencié en droit (avec mention), Université de Zambie.
1976	Reçu comme avocat près la Cour suprême de Zambie.
1976-1978	Assistant-conseil à l'aide judiciaire.
1979-1986	Avocat et associé du cabinet d'avocats Lisulo and Company.
1986-1991	Associé majoritaire du cabinet d'avocats Chifumu Banda and Associates.
1992-1995	Procureur général de la République de Zambie : chargé de toutes les actions civiles engagées par le Gouvernement zambien ou contre celui-ci. Adjoint du Ministre de la justice.
1998	Élevé à la dignité de Conseiller de l'État (SC), le plus grand honneur qui puisse être fait à un avocat.

**Activités**

Commission de la magistrature. Membre de la Commission de la magistrature de 1992 à 1995. La Commission est chargée de nommer les hauts magistrats et autres juges.

Vice-Président du Comité disciplinaire de la Law Association of Zambia (1992-1995). La Law Association est chargée de recommander des mesures disciplinaires contre les praticiens du droit ayant commis une faute professionnelle.

Membre de l'Agence zambienne de privatisation, 1992-1995. Cet organisme est chargé de la privatisation de toutes les entreprises publiques et parapubliques.

Président du Conseil d'administration de Zambia Railways Limited, 1998-2001. Il s'agit d'une grande entreprise parapublique chargée des chemins de fer en Zambie.

Président du Conseil d'administration de la Zambia Wildlife Authority 1999-avril 2000. Cet organisme est chargé de la gestion et de la conservation de la faune et de la flore sauvages en Zambie.

Président de la Steadfast Action Foundation. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale.

Chargé de cours au Law Practice Institute (institut de la pratique du droit), un établissement placé sous la tutelle du Conseil de l'éducation juridique (1982-1984).

**Principales missions**

Membre de la délégation zambienne chargée de négocier avec la Banque mondiale une facilité de crédit pour le programme de réforme du service public (juillet 1992).



Membre de la délégation zambienne chargée de négocier avec la Banque mondiale le Programme d'investissement dans le secteur agricole (ASIP) (décembre 1994).

Représentant de la Zambie à la Conférence sur le traitement des victimes de guerre, tenue à Genève, en octobre 1993.

A représenté la Zambie lors d'une conférence internationale sur les droits de l'homme tenue à Strasbourg (France), en décembre 1993.

A participé à Conférence du Commonwealth, tenue à Nicosie, en mai 1993.

A conclu des accords avec la Swedish International Development Agency en tant que membre de la délégation zambienne lors de pourparlers bilatéraux.

Membre de la délégation zambienne aux pourparlers du Club de Paris en 1994.

Membre de la délégation zambienne chargée de négocier l'obtention de crédits de développement pour la Zambia Railways Limited avec la Banque mondiale (9-14 octobre 2000).

## **Giancarlo Roberto Bellelli (Italie)**

Date et lieu de naissance : 19 septembre 1957 à Rome.

### **Études**

#### *Université*

1977-1982                      Université de Naples (Italie).  
Maîtrise de droit (obtenue le 9 mars 1982).

#### *Enseignement secondaire*

1972-1976                      Institut San Giuseppe de Merode, à Rome (Italie)  
Baccalauréat scientifique.

### **Enseignement universitaire supérieur, formation et expérience professionnelle**

Depuis 1987	Avocat à Rome.
1983-1984	École supérieure d'administration publique (Scuola Superiore della Pubblica Amministrazione) à Rome. Principaux sujets étudiés : droit, économie et gestion.
1985	Cours d'été de l'Académie de droit international de La Haye (en droit public international).
1989-1990 et 2000	A suivi plusieurs cours organisés par le Conseil supérieur de la magistrature (Consiglio Superiore della Magistratura) (droit international, lutte contre la criminalité organisée et gestion publique).
1985	Ministère de l'intérieur : capitaine de police (commissaire adjoint).
1997	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie : nommé Conseiller juridique auprès du Procureur (poste jamais occupé, pour des raisons familiales).

### **Fonctions actuelles**

Depuis 1999, membre de la Commission interdépartementale pour l'application du droit humanitaire international.

Délégué du Gouvernement italien aux conférences internationales sur des questions ayant trait au droit pénal (1998 : Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale; 1999, 2000 et 2001 : sessions du Comité préparatoire pour la création d'une cour pénale internationale).

En sa qualité de délégué du Gouvernement italien, a été nommé président de plusieurs réunions internationales (notamment la réunion du groupe de travail consacrée à la protection des victimes organisée dans le cadre de la quatrième session du Comité préparatoire pour la création d'une cour pénale internationale, tenue à New York le 15 mars 2000; l'atelier sur la place des commissions nationales du

droit humanitaire international dans la Cour pénale internationale; et la deuxième réunion européenne des commissions nationales et autres instances nationales sur le droit international humanitaire, qui s'est tenue à Budapest les 2 et 3 février 2001).

En raison de sa vaste expérience professionnelle dans le système juridique en matière de lutte contre la criminalité et d'application des lois dans le contexte de la lutte contre la criminalité organisée, et en particulier dans le cadre d'enquêtes sur des organisations criminelles à caractère mafieux impliquées, entre autres, dans des trafics d'armes à feu, M. Bellelli a été nommé représentant pour participer de 1999 à 2001 aux négociations de Vienne sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, en particulier pour ce qui touche au « Protocole sur les armes à feu ».

En mai 2000, M. Bellelli a été nommé expert pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États au sein du Groupe d'experts chargés par le Conseil économique et social de réaliser une étude sur la fabrication et le trafic illicites d'explosifs par des délinquants et sur leur usage à des fins délictueuses. Une fois finalisée, cette étude sera présentée à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui examinera les possibilités de mise en place d'un instrument international relatif à la fabrication et au trafic illicites d'explosifs.

M. Bellelli est également délégué du Ministère des affaires étrangères auprès de plusieurs réunions organisées dans le cadre de la Politique extérieure et de sécurité commune (PESC) et des travaux du Groupe « Exportations d'armes conventionnelles » (COARM), du Centre national allemand de recherche pour l'information technologique, ainsi qu'à des réunions du G-8 et de l'ONU sur la question des armes à feu.

### **Expérience professionnelle**

- |                     |  |
|---------------------|--|
| Depuis mai 1998     | Juge militaire au tribunal chargé du contrôle de l'exécution des sentences, Rome, Ministère de la défense.   |
| Fonctions :         | <p>Faire exécuter les sentences lorsque les jugements définitifs sont rendus, superviser le système de détention et veiller au respect des lois relatives aux établissements pénitentiaires.</p> <p>En cette qualité, M. Bellelli a été amené à traiter la question de la condamnation à la prison à vie des personnes reconnues coupables d'avoir commis des crimes de guerre à Rome en 1943.</p> |
| Depuis octobre 1998 | Juriste au Département des affaires juridiques (Servizio del contenzioso diplomatico) du Ministère des affaires étrangères italien, spécialisé dans les domaines du droit pénal international, du droit international humanitaire, de la défense et des affaires militaires.   |
| Fonctions :         | Donner des conseils quant à la législation internationale, en particulier pour ce qui a trait au droit pénal et au droit international humanitaire; rédiger les textes pertinents et participer aux négociations internationales; M. Bellelli s'occupe en principe de l'étude des questions de droit administratif et de res-  |

pect et d'application des dispositions juridiques prévues par les instruments relatifs à la justice pénale internationale.

Les activités et les initiatives du ministère qui ont trait à la Cour pénale internationale sont habituellement confiées à M. Bellelli : étude, élaboration de propositions et rédaction des documents pertinents, participation aux réunions organisées dans le cadre de l'ONU et de l'Union européenne et entrée en vigueur du Statut de Rome.

À cet égard, M. Bellelli a notamment rédigé récemment la proposition de l'Italie concernant une position commune de l'Union européenne sur la Cour pénale internationale, qui a mis en branle le processus d'adoption par le Conseil de l'Union européenne.

Au sein du Ministère des affaires étrangères et depuis 1999, M. Bellelli a également émis des avis et coopéré régulièrement avec la Direction générale, essentiellement pour des questions touchant au contrôle des armes et en particulier dans le cadre de la lutte contre la criminalité.

Novembre 1992-  
avril 1998 :

Juge militaire au Tribunal militaire de Vérone, Ministère de la défense (Italie).

Fonctions :

Juger les infractions au droit pénal militaire en surveillant la conduite des enquêtes relatives aux crimes commis dans le nord-est de l'Italie, prendre des décisions quant aux demandes émanant du Procureur (gardes à vue, arrestations et fouilles), prononcer des jugements lors des audiences préliminaires et conduire des procès.

Au cours de cette même période, M. Bellelli a été saisi de l'examen de plusieurs enquêtes concernant des crimes de guerre commis en 1943 dans le nord de l'Italie.

Février 1989-  
novembre 1992 :

Procureur adjoint au Tribunal de Palmi, Calabre (Italie).

Fonctions :

Conduire des enquêtes criminelles dans une région où la criminalité est très forte (à savoir la Calabre), donner des directives aux fonctionnaires de police pour la conduite de leurs enquêtes, engager des poursuites pénales contre les personnes impliquées dans des activités de criminalité organisée (et appartenant essentiellement à des organisations de la mafia) et les déférer en justice (tribunaux, cour d'assises et cours de cassation). M. Bellelli a mené de nombreuses enquêtes sur les organisations de type mafieux impliquées dans le trafic international d'armes à feu, et a ainsi traité directement des questions touchant à la lutte contre la criminalité.

- Janvier 1988-  
février 1989 : Juge militaire stagiaire au Tribunal militaire de Rome,  
Ministère de la défense.
- Fonctions : Aider le Procureur militaire adjoint à engager des poursuites  
pénales contre les délinquants militaires et aider le Président  
du Conseil à conduire les audiences et à rédiger les arrêts.
- Janvier 1985-  
mars 1988 : Conseiller juridique au Ministère des finances, à Rome.
- Fonctions : Contrôler la compatibilité des lois régionales avec la Consti-  
tution nationale, fournir des avis au Cabinet du Premier Mi-  
nistre.

**Connaissances linguistiques**

- Italien : Langue maternelle.
- Anglais : Lu, écrit et parlé couramment.
- Français : Lu, écrit et parlé couramment.
- Portugais : Connaissances élémentaires.

**Pierre G. Boutet (Canada)**

Après avoir complété ses études primaires et secondaires à Rimouski (Québec), le brigadier-général Boutet obtint un baccalauréat ès arts et une licence en droit de l'Université Laval à Québec.

Admis au barreau du Québec comme avocat en 1971, il exerça le droit en pratique privée à Québec avant de joindre les Forces canadiennes en 1973. Au cours de sa carrière militaire, le brigadier-général Boutet a été affecté à divers endroits et occupa différents postes dans les services juridiques des Forces canadiennes dont ceux d'adjoint au juge-avocat en Allemagne et à Valcartier, directeur/consultation juridique au Bureau du juge-avocat général à Ottawa, et assistant au juge-avocat général à Winnipeg au Quartier général du commandement aérien.

En 1982, le brigadier-général Boutet a été nommé juge militaire et occupa le poste d'adjoint au juge militaire en chef. En tant que juge militaire, il a participé et présidé à de nombreux procès notamment au Canada, en Europe, au Moyen-Orient et en d'autres endroits également. En 1987, il fut nommé juge militaire en chef.

Il a été promu au rang du brigadier-général le 22 avril 1993 et nommé juge-avocat général des Forces canadiennes commençant le 3 mai 1993.

En janvier 1995, le brigadier-général Boutet a été nommé au plus haut grade de l'ordre du Mérite militaire, Commandeur, par le Gouverneur général du Canada.

Depuis le 2 mars 1998, le brigadier-général Boutet est en détachement auprès du Ministère des anciens combattants Canada. En temps qu'officier des Forces canadiennes, il agit à titre d'officier de liaison afin de faciliter les relations entre les deux ministères et de s'assurer que les intérêts des membres des Forces canadiennes sont adéquatement représentés.

## **Hans Henrik Brydensholt (Danemark)**

Date de naissance : 12 août 1932

Profession : Juge à la Haute Cour de l'Est (Copenhague) depuis 1980

Études : Maîtrise en droit de l'Université de Copenhague, 1956

Langues : Danois : langue maternelle  
Anglais : couramment

### **Principales qualifications professionnelles**

Depuis 1980, a été chargé d'affaires criminelles diverses relevant de la compétence de la Haute Cour.

Possède une vaste expérience du droit international et a participé aux travaux de plusieurs comités internationaux.

Avant sa nomination à la Cour, a été Directeur général du Service des prisons et des libérations conditionnelles du Danemark. A aussi assumé les fonctions de conseiller juridique et d'avocat du ministère public; professeur de droit pénal international à la faculté de droit de l'Université de Copenhague et professeur de sociologie et de gestion au Centre d'enseignement pour les administrations locales.

Possède une expérience internationale qui comprend des services consultatifs concernant la réorganisation du système judiciaire albanais, la réorganisation de la magistrature en Ouganda, une assistance dans le secteur juridique au Mozambique, et la rédaction de dispositions législatives au niveau de l'administration locale en République-Unie de Tanzanie.

Auteur de livres et d'articles portant sur des questions juridiques, éthiques et sociales.

### **Activités professionnelles**

Depuis 1980	Juge à la Haute Cour
1971-1980	Directeur général du Service des prisons et des libérations conditionnelles du Danemark
1957-1971	Ministère de la justice : Directeur du Bureau du droit pénal de la Section de la rédaction juridique
1956-1957	Service militaire. Adjoint au chef des poursuites militaires

### **Expérience internationale à titre de conseiller juridique principal pendant des périodes de courte durée**

2000 à ce jour	Conseiller pour un projet visant à renforcer le système judiciaire albanais
----------------	---

1999 à ce jour	Conseiller pour la rédaction de lois relatives aux administrations locales en République-Unie de Tanzanie (Danida)
1957	Conseiller pour une mission d'études sur les possibilités de coopération entre le Danemark et le Kenya dans le domaine de l'amélioration du système judiciaire du Kenya (Danida)
1995 à ce jour	Conseiller pour un projet destiné à fournir une assistance dans le domaine juridique au Mozambique (Danida)
1994 à ce jour	Conseiller pour un projet visant à définir des modes différents de résolution des conflits en Albanie (Danida)
1993 à ce jour	Conseiller pour le renforcement de la magistrature en Ouganda (Danida)
1992 à ce jour	Conseiller pour la décentralisation du gouvernement en Ouganda (Danida)

#### **Comités et conseils d'administration**

2000 à ce jour	Membre du Conseil d'administration de l'Institut danois des études sur l'holocauste et le génocide
1983	Président du Groupe international d'études sur la gestion des prisons, Strasbourg (France)
1970 à ce jour	Président et membre de nombreux comités du Gouvernement danois dans le domaine juridique.  Membre du Conseil d'administration de : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Panel Reform International, Londres</li> <li>– Société danoise de droit pénal</li> <li>– Branche danoise du Comité d'Helsinki</li> <li>– Chapitre danois de Transparency International</li> </ul>



## **Guibril Camara (Sénégal)**

Date et lieu de naissance : 22 décembre 1940, Goudiry (Sénégal)

### **Études**

Faculté de droit de Dakar (1961-1965), licence en droit

Centre national d'Études judiciaires (devenu École nationale de la Magistrature) à Bordeaux (1965-1966) et Paris (1966-1967), certificat de fin de scolarité

### **Activités professionnelles**

Nommé magistrat des cours et tribunaux, le 1er juillet 1967

Juge d'instruction chargé du Premier Cabinet (juillet 1967-novembre 1967)

Substitut du Procureur de la République de Dakar (novembre 1967-avril 1968)

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Saint-Louis (avril 1968-août 1972)

Premier Substitut du Procureur de la République de Dakar (août 1972-septembre 1973)

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Kaolack (octobre 1973-novembre 1976)

Conseiller juridique du Ministère des travaux publics, des transports et de l'urbanisme (décembre 1976-novembre 1977)

Directeur de l'éducation surveillée et de la protection sociale (1977-1984)

Avocat général près la Cour d'appel (1984-1992)

Premier avocat général près la Cour de cassation (1992-1993)

Procureur général près la Cour de cassation depuis le 29 juillet 1993

### **Activités internationales**

Participation à de nombreuses conférences internationales sur les divers aspects du droit et des problèmes sociaux

Membre du Comité de direction et du Conseil général de l'Union internationale des organismes familiaux (Paris)

Conseiller juridique de l'Organisation panafricaine de la famille (Dakar)

Représentant du Sénégal au Conseil d'administration de l'UNICEF (Mexico, 1979)

Correspondant national des Nations Unies pour la prévention du crime, la justice pénale et le traitement des délinquants

Correspondant national de l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale (Rome)

Consultant de l'École internationale de Bordeaux

Représentant de l'Association sénégalaise d'études et de recherches juridiques auprès de l'Association mondiale de prospective sociale

Consultant du Centre international de l'enfance (Paris) comme expert de la Commission internationale des juristes, basée à Genève, mission d'assistance au Gouvernement de Haïti, du 8 au 17 décembre 1997, dans le cadre de la réforme des institutions judiciaires de ce pays

### **Conférences et activités intellectuelles**

- |              |   |
|--------------|---|
| 1973         | Conférence mondiale d'Abidjan sur la paix mondiale par le droit (26-31 août 1973)   |
| Janvier 1979 | Conférence mondiale des familles : Communication sur les politiques de l'enfance en Afrique de l'Ouest (UNESCO, Paris)  |
| 1979         | Huitième Conférence des maires des grandes villes du monde. Communication sur : Enfance inadaptée, violence, marginalisation sociale; rôle du Service pour l'enfance par rapport à la pathologie urbaine (16-19 avril à Milan; 19-22 avril à Turin)   |
| 1998         | Atelier : « Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les droits de l'homme dans le contexte africain » (Dakar, 1er-4 décembre). Communications sur : le droit d'asile et l'article 12 alinéa 3 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Dakar, 30 novembre 1998); l'article 3 de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique : est-il compatible avec les instruments relatifs aux droits de l'homme? |

### **Dans le cadre du Service des Nations Unies de la prévention du crime**

*Préparation de la participation et représentation du Sénégal aux :*

Sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Caracas, 25 août-5 septembre 1980)

Septième Congrès (Milan, 26 août-6 septembre 1985)

Huitième Congrès (La Havane, 27 août-7 septembre 1990)

Réunion ministérielle chargée d'élaborer un programme des Nations Unies efficace en matière de prévention du crime et la justice pénale (Versailles (France), 21-23 novembre 1991)

Troisième session de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, 28 avril-6 mai 1994)

Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée (Naples, 21-23 novembre 1994)

Chef de la délégation sénégalaise au Séminaire ministériel régional pour l'Afrique sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée et de la corruption (Dakar, 21-23 juillet 1997)

---

Atelier international sur : « The Independence and Accountability of Prosecutor of a Permanent international Criminal Court », Freiburg im Breisgau (Allemagne), 28-29 mai 1998).

**Postes actuels**

Expert du Comité sénégalais des droits de l'homme

Président de la Commission nationale des réfugiés

Président du Comité de coordination du Séminaire permanent sur le renouveau de la justice, organe ayant pour objet de passer en revue l'ensemble de la législation et de proposer les adaptations rendues nécessaires par l'évolution

Membre du Comité contre la torture (depuis novembre 1995, avec prise d'effet à compter du 1er janvier 1996)

Vice-Président du Comité depuis mai 1998

Réélu membre du Comité contre la torture, le 24 novembre 1999 pour un mandat de quatre ans et Vice-Président depuis mai 2000

Membre de la Cour permanente d'arbitrage à compter du 24 juin 1996, La Haye

**Distinctions honorifiques**

Chevalier de l'Ordre national du Lion

Grand Officier de l'Ordre national du mérite

## **Joaquín Martín Canivell (Espagne)**

### **Études**

Licence de droit de l'Université de Valence (1952)

Diplôme national de fin d'études de droit (1952)

Admission sur concours à l'École de magistrature. Diplôme de fin d'études (1955)

Auditeur libre à l'Académie de droit international de La Haye (1956)

Maîtrise de droit de l'Université Harvard (1962), thèse sur les tribunaux pénaux internationaux

Docteur en droit *cum laude* de l'Université de Madrid (1968)

Licence d'histoire contemporaine de l'Université de Grenade (1981)

### **Parcours professionnel**

Juge de première instance et d'instruction (1956-1968)

Magistrat de la cour d'appel, spécialisé dans les affaires pénales (1968-1985)

Membre, puis Vice-Président, du Tribunal de défense de la concurrence (1985-1992)

Magistrat de la deuxième chambre (pénale) du Tribunal suprême de justice depuis 1993, assurant les fonctions de magistrat émérite depuis août 2000

### **Enseignement et recherche**

Professeur à l'Institut de criminologie de l'Université de Madrid (1964-1968)

Auteur d'un manuel sur la délinquance juvénile publié par l'Institut de criminologie de l'Université de Madrid (1964)

Professeur chargé de plusieurs cours sur l'inadaptation et la délinquance juvénile à l'Université internationale Menéndez et Pelayo

Collaborateur de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à Rome (1971-1972)

A collaboré à l'élaboration de différentes publications spécialisées sur la justice pénale avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à Rome, l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à Helsinki, le Centre d'études criminologiques de l'Université d'État de New York à Albany et l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie

Dernier ouvrage publié : *Spain, Criminal Justice Systems in Europe and North America* (Helsinki, 1998)

### **Activités internationales**

Membre de la délégation espagnole lors des Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants organisés à Kyoto (1970), Genève (1975), Caracas (1980), Milan (1985) et La Havane (1990)

Membre du Comité sur le terrorisme (1982) et Vice-Président du Comité sur la délinquance juvénile (1983-1987) au Conseil de l'Europe

Représentant de l'Espagne lors de différentes réunions des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants (1983-1994)

Membre de la délégation espagnole à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 1998)

**Connaissances linguistiques**

Langue maternelle : espagnol

Maîtrise de l'anglais, du français et de l'italien, parlés et écrits

Rudiments de portugais et d'allemand

## **Romeo T. Capulong (Philippines)**

Date et lieu de naissance : 15 février 1935, Quezon, Nueva Ecija

Profession : Avocat, spécialiste des droits de l'homme

Membre : Barreau des Philippines, barreau de l'État de New York  
(États-Unis)

### **Spécialisations**

Droits de l'homme, droits de la collectivité, assistance juridique en matière de développement et actions collectives

Vaste expérience du droit international humanitaire et pratique actuelle dans ce domaine; familial et praticien de nombreuses instances internationales étrangères

### **Activités actuelles pertinentes**

Président et administrateur, Public Interest Law Center (PILC).

Président, Comité des droits de l'homme et des droits de la défense, barreau des Philippines

Conseil de plaignantes dans l'affaire d'esclavage sexuel (*victimes Philippines c. Japon*) devant le Tribunal international

Conseil de plaignants, affaires de droits de l'homme contre la succession Marcos, tribunaux fédéraux des États-Unis

Membre, National Lawyers Guild, chapitre de New York

Membre – Association internationale de juristes contre les armes nucléaires, La Haye

Membre, Free Legal Assistance Group

Président, Centre philippin pour la paix

Membre fondateur, Association internationale de juristes populaires (Pays-Bas)

### **Activités passées pertinentes**

Avocat, cabinet Juan R. Liwag (Manille)

Associé, cabinet Daza, Medel, Capulong and Associates (Manille)

Fondateur et administrateur, cabinet Capulong, Cruz and Associates

Associé, cabinet Capulong and Feliciano (New York)

Membre de la Convention constitutionnelle des Philippines, représentant le premier district de Nueva Ecija, 1971-1973

Secrétaire provincial, Province de Nueva Ecija

Fondateur et Président, Philippine Center for Immigrant Rights, Inc., New York

Représentant ONG pendant plusieurs années à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève

Président, Integrated Bar of the Philippines (IBP – barreau des Philippines), chapitre de Nueva Ecija

Membre, Conseil d'administration de l'IBP et Vice-Président d'office pour Central Luzon

Président, Mouvement oecuménique pour la justice et la paix

Président, Comité des droits de l'homme, barreau des Philippines

### **Diplômes**

Bachelor of Laws (LL.B.), faculté de droit, Université des Philippines (1957)

Bachelor of Jurisprudence, faculté de droit, Université des Philippines

Arts Law, Université des Philippines

### **Distinctions récentes**

*Ancien étudiant le plus méritant de la faculté de droit de l'Université des Philippines*, pour son travail sur « les droits de la collectivité et la défense des droits de l'homme », décerné par l'Association des anciens étudiants de la faculté de droit de l'Université des Philippines (1998)

*Prix du centenaire de l'habitant de la province de Novo-Ecijano ayant accompli le travail le plus remarquable dans le domaine du droit et des droits de l'homme*, décerné par le Gouvernement provincial de Nueva Ecija (1998)

## Oscar Ceville (Panama)

Date de naissance : 8 juin 1943

### Expérience

Depuis 1997	Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies
1999	Magistrat à la Cour suprême
1996-1999	Coordonnateur de la Commission présidentielle de décentralisation de l'administration publique
1998-1999	Coordonnateur de la Commission présidentielle chargée d'analyser et d'élaborer des propositions visant à améliorer le système judiciaire, et en particulier l'administration de la justice  Coordonnateur de la Commission présidentielle sur le problème du passage à l'an 2000
1997-1999	Coordonnateur du Conseil national du développement durable
1997-1998	Coordonnateur de la Commission d'étude chargée de trouver des solutions au problème du transport terrestre  Coordonnateur de la Commission présidentielle chargée d'élaborer des propositions en vue de résoudre le problème des conditions de détention en République du Panama
1996-1997	Coordonnateur de la Commission présidentielle chargée d'élaborer la loi sur la police nationale
1995-1999	Vice-Ministre des affaires présidentielles de la République du Panama
Juin-août 1998	Ministre des affaires présidentielles par intérim
Décembre 1998-juin 1999	Président de la délégation du Panama à la Réunion extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies sur le problème du passage à l'an 2000
1997	Président de la délégation de la République du Panama à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'environnement et le développement (New York)
1995	Directeur général des organisations et conférences internationales au Ministère des relations extérieures
1991	Consultant de l'Organisation des Nations Unies (Corps commun d'inspection)
1989	Membre de la délégation de la République du Panama à la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'apartheid (New York)



	Membre de la délégation de la République du Panama à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York)
	Membre de la délégation de la République du Panama à la Réunion ministérielle extraordinaire du Mouvement des pays non alignés (La Haye)
	Représentant de la République du Panama au Groupe des Trois de la Commission des droits de l'homme sur l'apartheid
	Membre de la délégation de la République du Panama à la quarante-cinquième réunion de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (Genève)
	Ambassadeur, Représentant permanent de la République du Panama à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies
	Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies
1988-1989	Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de la République du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)
1988	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en mission spéciale à la dix-huitième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (San Salvador)
	Conseiller de la délégation de la République du Panama à la réunion de la Commission politique et à l'Assemblée extraordinaire du Parlement latino-américain (Saint-Domingue)
1986	Membre de la délégation de la République du Panama au Colloque interparlementaire sur le trafic des stupéfiants et la pharmacodépendance (Quito)
1984-1988	Directeur juridique de l'Assemblée législative de la République du Panama
1982-1984	Directeur juridique et Secrétaire général de la société sucrière La Victoria
1981	Vice-Ministre par intérim de l'administration publique et de la justice
1978-1982	Directeur général de la Direction nationale des transports terrestres au Ministère de l'administration publique et de la justice
1978	Conseiller de la délégation de la République du Panama à la soixante-quatrième Conférence de l'Organisation internationale du Travail (OIT) (Genève)
1976-1981	Coordonnateur de la Commission chargée de réviser le projet de code pénal de la République du Panama (adopté comme Loi 18 de 1982)
1974-1978	Conseiller juridique de la Commission nationale de législation

1968-1969      Conseiller juridique pour le programme de développement communal urbain (Ministère du travail)

### **Enseignement**

Professeur de droit commercial à l'Université du Panama et à l'Université latino-américaine de la science et de la technologie

Professeur de droit économique et d'intégration économique à l'Université du Panama et à l'Université latino-américaine de la science et de la technologie

Professeur de police scientifique à l'Université latino-américaine de la science et de la technologie

### **Activités professionnelles**

Depuis 1966      Avocat

1974-1975      Trésorier de l'ordre national des avocats

1975-1976      Vice-Président de l'ordre national des avocats

1975      Président de la deuxième Conférence interaméricaine sur les aspects juridiques de l'indépendance économique

1975-1977      Président de l'Association américaine des juristes (organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies)

1981      Voyage d'étude technique sur le système de transit et de transport terrestre (Tokyo)

### **Publications**

« El Derecho Económico y su Evolución en el Derecho Constitucional Panameño » *Revista Panameña de Derecho* No 1 (1993)

« El Depósito de Títulos Valores en los Bancos » *Revista Lex* del Colegio Nacional de Abogados (avril-août) (1993)

« Las Libertades Económicas y el Modelo Económico Social » *Annuaire* No 22 de la faculté de droit et sciences politiques de l'Université du Panama (1994)

« La Jurisdicción de Cuentas y la Dirección de la Responsabilidad Patrimonial », *Revista Jurisdicción Patrimonial*, No 1, 1997 (1997)

### **Conférences**

Conférence « Informática 2000 » organisée par la Banque interaméricaine de développement (septembre 1999)

Conférence sur le passage à l'an 2000 lors d'un séminaire organisé à l'intention des journalistes par l'Université de Miami (États-Unis) (juin 1999)

Conférence à l'intention des professeurs de la Columbia University de New York sur l'histoire des relations entre le Panama et les États-Unis d'Amérique et les perspectives d'avenir (1994)

Conférence sur les contrats d'achat et de vente dans le commerce international (Centre de commerce international, Université du Panama) (1993)

Conférence sur l'historique de la réforme pénale, ordre national des avocats et Académie panaméenne de droit (1983)

Conférence sur la réforme du Code pénal de la République du Panama, faculté de droit et sciences politiques de l'Université du Panama (1975)

### **Éducation**

Université du Panama

- |      |  |
|------|--|
| 1966 | Licence en droit et sciences politiques  |
| 1988 | Diplôme d'études supérieures en commerce international                                   |
| 1998 | Maîtrise en administration des entreprises avec spécialisation en commerce international |

Université latino-américaine de la science et de la technologie (ULACIT)

- |      |                              |
|------|------------------------------|
| 1994 | Maîtrise en droit commercial |
|------|------------------------------|

### **Séminaires et stages**

Institut international de droit humanitaire

- |      |  |
|------|--|
| 1988 | Application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (San Remo, Italie) |
| 1987 | Journées Panama-Canada de droit commercial international                                     |

### **Connaissances linguistiques**

Espagnol et anglais

## **Isaac Chibulu Tantameni Chali (Zambie)**

Date et lieu de naissance : 21 mai 1951, Chinsali (Zambie)

### **Emploi actuel**

Associé du cabinet Chali, Chama & Company, successeur de Mwanawasa & Company, avocats et notaires à Ndola

### **Qualifications**

Licencié en droit (Zambie), 11 décembre 1976

Admis comme avocat à la Haute Cour de Zambie le 9 décembre 1978

### **Fonctions exercées**

1977-1978	Avocat stagiaire, Cave, Malik & Company, Ndola
1978-1980	Avocat stagiaire, Mwanawasa & Company
1980	Devient associé
1978	Membre du Chapitre de Ndola de Junior Chamber International (Jaycees)
1980	Président du Chapitre de Ndola des Jaycees
1986	Président national des Jaycees de Zambie
1987	Fait sénateur (à vie) de Junior Chamber International (No 42395)
	Membre du Conseil et de diverses commissions de la Law Association of Zambia
1990-1991	Vice-Président, Law Association of Zambia
1992-1993	Président, Law Association of Zambia
1993-2001	Président, Université Copperbelt
1993-1997	Commissaire à la Haute Cour (juge à temps partiel)
1994-2000	Vice-Président, Conseil d'administration central de Ndola
1995 à ce jour	Administrateur des écoles Sathya Sai en Zambie
1998	Nommé membre du Tribunal d'appel en matière d'accidents du travail (pour un mandat de quatre ans à compter du 1er février 1998)

### **Voyages**

A effectué des séjours dans les pays suivants : Royaume-Uni, Canada, France, Italie, Finlande, Pays-Bas, Inde, Australie, Tunisie, Côte d'Ivoire, Kenya, Zimbabwe, Botswana, Swaziland, République d'Afrique du Sud, Libéria.

## Arthur Chaskalson (Afrique du Sud)

Date et lieu de naissance : 24 novembre 1931, Johannesburg

### Fonctions actuelles

Président de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud

Il est diplômé de l'Université du Witwatersrand : licence d'économie (1952), licence en droit (1954) avec mention. Il a été admis au barreau de Johannesburg en mai 1956 et a obtenu le titre de QC en juillet 1971. Pendant sa carrière d'avocat, il a représenté les membres des mouvements de libération dans plusieurs grands procès politiques, dont le procès de *Rivonia* (1963/1964), à l'issue duquel Nelson Mandela et d'autres dirigeants de l'African National Congress ont été condamnés à la prison à vie. Il a aussi plaidé dans de grandes affaires commerciales.

En 1978, il a contribué à la création du Legal Resources Centre, organisme à but non lucratif, visant à mettre le droit au service de la justice et des droits de l'homme en Afrique du Sud, et en a assuré la direction de novembre 1978 à septembre 1993. Pendant cette période, il a été conseil principal dans plusieurs procès intentés par le Legal Resources Centre pour contester l'application des lois d'apartheid.

Il a été membre du Conseil du barreau de Johannesburg de 1967 à 1971 puis de 1973 à 1984; Président du barreau de Johannesburg en 1976 et de nouveau en 1982; membre, puis Convener, du National Bar Examination Board (1979-1991), et Vice-Président du Conseil général du barreau d'Afrique du Sud (1982-1987).

Il est membre du Conseil de la faculté de droit de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg depuis 1979, était professeur honoraire de droit à l'Université de 1981 à 1995, membre du Conseil de l'Université responsable du Centre for Applied Legal Studies de 1979 à 1994, membre du Conseil national des avocats pour les droits de l'homme (1980-1991) et Président du Comité de sélection pour la bourse Rhodes pour l'Afrique du Sud (1988-1993).

Il est membre du Judicial Service Committee depuis 1994 et l'un des présidents honoraires du Conseil général du barreau d'Afrique du Sud depuis la même année.

Il a été élu membre honoraire de l'Association du barreau de la ville de New York en 1985 et de l'Association du barreau de Boston en 1991, a enseigné en qualité de professeur invité à l'Université Columbia à New York en 1987 et 1988, a été Vice-Président de la Division internationale de l'aide juridictionnelle de l'Association internationale du barreau (1983-1993), est commissaire de la Commission internationale des juristes (élu en 1995) et membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud (élu en 2001). Depuis juin 1999, il est membre de la Cour permanente d'arbitrage où l'Afrique du Sud compte quatre membres.

Il a été fait docteur en droit *honoris causa* par l'Université du Natal en 1986, l'Université du Witwatersrand en 1990 et l'Université Rhodes en 1997. Il a reçu une distinction *Premier Group Award* pour ses services hors pair en tant que membre de la faculté de droit de l'Université du Witwatersrand en 1983 et, l'année suivante, le prix de la Fondation Claude Harris Leon et le prix Wits Alumni Honour pour services exceptionnels rendus à la communauté. Il a en outre partagé avec S. Magoba le

prix des droits de l'homme décerné en 1990 par la Fondation pour la liberté et les droits de l'homme à Berne (Suisse).

Il a assisté à l'Assemblée constituante namibienne pour la rédaction de la Constitution namibienne (décembre 1989-mars 1990) et a été consultant auprès de l'African National Congress pour les questions constitutionnelles (avril 1990-avril 1994). Il a fait partie du Comité technique des questions constitutionnelles, a été nommé par le Forum de négociation multipartite en mai 1993 pour conseiller le Forum (qui a négocié la transition vers la démocratie en Afrique du Sud) sur les questions constitutionnelles et pour rédiger, pour le compte de celui-ci, la constitution provisoire qui a été terminée et adoptée en décembre 1993.

Il a participé à des conférences et fait des exposés sur les questions constitutionnelles, les droits de l'homme et les services juridiques en Afrique du Sud, en Allemagne, en Australie, en Autriche, en Bosnie-Herzégovine, au Canada, en France, aux États-Unis d'Amérique, en Israël, en Italie, à Maurice, en Namibie, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en Zambie et au Zimbabwe.

En juin 1994, il a été nommé par Nelson Mandela à la présidence de la nouvelle Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud, la Cour suprême du pays en matière constitutionnelle, dont il est le premier Président.

## **Maureen Harding Clark (Irlande)**

Date et lieu de naissance : 3 janvier 1946, Écosse

### **Études primaires et secondaires**

Bukat Manas Convent, Kuala Lumpur  
Muckross Park School, Dublin

### **Études supérieures**

1964-1965 : Diplôme de langue et civilisation françaises (Université de Lyon)  
1965-1968 : Licence de droit civil (University College, Dublin)  
1973-1975 : Études de droit irlandais et de droit européen (Trinity College, Dublin)

### **Expérience professionnelle**

Admise au barreau (Irlande, 1975)  
Admise au Inner Bar (Irlande, 1991)

Longue expérience de la pratique juridique – défense et accusation – avec spécialisation en droit pénal (expérience approfondie des procès pour viol, meurtre, blanchiment de l'argent et fraude); a exercé les fonctions de procureur public régional; a été chargée par l'Attorney General de défendre les intérêts du public auprès du Tribunal créé pour examiner le Service de transfusion sanguine de l'État.

### **Associations professionnelles et groupes consultatifs**

Membre de l'Association internationale des magistrats du parquet (International Association of Prosecutors).

Membre et Secrétaire élue du General Council of the Bar of Ireland.

Conseillère auprès du Gouvernement en matière de droits des victimes et d'atteintes aux mœurs.

### **Conférences**

A donné des conférences sur l'éthique, le droit pénal et d'autres questions juridiques pour le compte du General Council of the Bar of Ireland.

### **Expérience internationale**

A représenté le barreau irlandais auprès de la American Bar Association; procède à des échanges périodiques avec des avocats malaisiens; assiste régulièrement à des conférences de droit international, en particulier sur le droit pénal international, les atteintes aux mœurs et les droits des victimes.

### **Connaissances linguistiques**

Anglais (langue maternelle), français (parlé couramment), malaisien (connaissances de base).

## **Fatoumata Diarra (Mali)**

Date de naissance : 15 février 1949 à Koulikoro (Mali)

### **Titre**

Magistrat de grade exceptionnel

### **Fonction actuelle**

Directrice nationale de l'administration de la justice

### **Fonctions déjà exercées**

Présidente de la chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Bamako, juin 1996 à septembre 1999

Conseiller à la Cour d'appel, juin 1994 à juin 1996

Chargée de mission au Commissariat à la promotion de la femme, octobre 1993 à octobre 1994

Directrice générale du Bureau malien du droit d'auteur, octobre 1991 à octobre 1993

Conseiller juridique pour le Comité de transition pour le salut du peuple, avril 1991 à octobre 1991

Secrétaire législatif de l'Assemblée nationale du Mali, mars 1986 à mars 1991

Juge d'instruction successivement :

- Au premier cabinet d'instruction de Bamako, juillet 1984 à mars 1986
- Au cabinet d'instruction au tribunal de première instance de Koulikoro, octobre 1982 à juillet 1984
- Au troisième cabinet d'instruction du tribunal de première instance de Bamako, juillet 1977 à 1980

Substitut du Procureur près du tribunal de Bamako, octobre 1980 à septembre 1981

Vice-Présidente du tribunal de travail de Bamako, septembre 1981 à juillet 1982

### **Formation**

École nationale de la magistrature, octobre 1975 à juillet 1977, avec l'obtention du diplôme de l'ENM en juillet 1977

École nationale d'administration, section sciences juridiques, octobre 1971 à juin 1974, avec l'obtention du diplôme de l'ENA en juin 1974

Université de Dakar, octobre 1970 à juin 1971, avec le premier certificat de licence en droit en juin 1971

Baccalauréat philo-langues juin 1969 au Lycée de filles Bamako



## **Autres responsabilités**

### *Déjà exercées*

Professeur de droit constitutionnel, droit civil, droit pénal à l'École centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration, 1986 à 1991

Expert à la Conférence nationale du Mali, juillet à août 1991

Présidente du Comité national préparatoire du Sommet Beijing sur les femmes, janvier à août 1995

Membre du Comité préparatoire de la table ronde nationale, janvier 1999

Présidente fondatrice de la clinique juridique pour l'assistance aux femmes et enfants démunis confrontés à la justice (octobre 1993) et des bureaux de secours juridique

Présidente du groupe d'appui à la réforme juridique

Observateur à l'occasion de plusieurs élections : Bénin 1996, Mali 1997

Coordonnatrice principale des observateurs nationaux lors des élections du Mali en 1997

### *Actuelles*

Membre du Comité national de pilotage de la relecture du Code de la famille depuis juillet 1997

Présidente du Réseau appui au processus électoral malien, depuis mai 1997

Membre de la Cellule de réflexion pour l'orientation et le suivi de l'action d'intégration dans l'exercice des mandats de présidence par le Mali de la CEDEAO, UEMOA, CILSS, depuis le 29 décembre 1993

## **Stages de formation et de perfectionnement**

Le traitement de l'information au service du Parlement en juin et juillet 1987, Talence, Bordeaux (France)

Formation interparlementaire à Bonn (RFA) par le Bundestag, septembre et octobre 1988

Droits langues et cultures de l'espace francophone, Dakar, 1989

Droit de la propriété intellectuelle : Ouganda, novembre 1991; Genève, octobre 1992, Dakar; mai 1992

Dévolution et exercice du pouvoir en démocratie, Dakar, mars 1992

Lutte contre la piraterie des oeuvres de l'esprit, Dakar, avril 1992

Les conventions internationales en matière de protection des oeuvres de l'esprit : Accra, février 1993; île Maurice, octobre 1993

Le fonctionnement du système des Nations Unies et le droit international public, New York, août 1993

Formation en observation électorale, Cotonou, février 1996 et Bamako, janvier 1997

L'application des normes internationales et régionales de protection des droits de l'homme FIDA/AMDH, juin 1998, Bamako

Visite d'études et d'information sur le système judiciaire américain et la défense des droits de la personne par la société civile, avril 1995

Les droits politiques et civiques de la femme, Lusaka (Zambie), avril 1996

Formation sur les textes internationaux relatifs aux droits de la personne humaine par la Fondation canadienne des droits de l'homme à Yaoundé, novembre 1997

La modernisation de la justice (Agence de la francophonie), Le Caire, octobre 1999

La réforme judiciaire : les textes de l'OHADA et la coopération juridique et judiciaire dans l'espace, OHADA et UEMOA du 18 mars au 8 avril 2000 par l'IDLI à Dakar

Formation sur le SYSCOA, mai 2000

### **Vie associative**

Secrétaire générale, Association des juristes maliennes

Présidente de l'Association des juristes maliennes, janvier 1988 à janvier 1995

Vice-Présidente de la Fédération internationale des femmes de carrière juridique, octobre 1994 à octobre 1997

Vice-Présidente de la Fédération des juristes africaines depuis mars 1995

Présidente du Réseau droit du Conseil international des femmes francophones, depuis 1996

Présidente de l'Observatoire des droits de la femme et de l'enfant

### **Études menées**

La femme malienne au regard des droits de la personne humaine (pour le Commissariat à la promotion de la femme)

L'apathie de l'électeur, la responsabilité du citoyen dans une démocratie (pour l'Ambassade des États-Unis)

Les droits de la femme et la transition démocratique malienne (pour la coalition mondiale pour l'Afrique), 1994

Le renforcement du processus de consolidation des droits de la femme au Mali (pour le Centre d'études pour la coopération internationale, 1994

Les droits de la femme dans l'ordre juridique national et international, septembre 1994

La situation juridique de la femme au Mali et ses perspectives d'évolution (dans le cadre du groupe d'appui à la réforme juridique)

L'opportunité d'une assistance juridique aux enfants des centres d'écoute (pour le bureau UNICEF de Bamako), 1999

### **Articles publiés**

Droit et exclusion

Droits des femmes, enjeux et défis

L'aide juridique

Excision et le droit positif malien

Les obstacles à l'exercice des droits des femmes au Mali

Les violences faites aux femmes

### **Forums et conférences**

Le Congrès de la Fédération internationale des femmes de carrière juridique, Dakar, juillet 1979, sur les devoirs de l'État dans la protection des droits de l'enfant

Le Congrès constitutif de la Fédération des juristes africaines, Dakar, juillet 1979

Le Congrès de la FIDA sur les droits des femmes rurales, Lagos, avril 1983

Le Congrès de la FJA sur les manquements au droit de la famille, Abidjan, 1988

Le Congrès mondial interdisciplinaire des femmes, New York, juin 1990

Le Congrès de la FIDA sur les droits constitutionnels de la femme, Abuja, octobre 1991

Les études américaines sur la démocratie, avril 1992

Réunion du Conseil de la FIFCJ sur le droit international privé et la protection des personnes, New York, août 1993

Le rôle de la société civile dans la consolidation de la démocratie, NDI, Cotonou, septembre 1993

Désignée Rapporteur général au Sommet de l'enfant africain, mars 1996, Abidjan

Séminaire régional sur les droits de l'enfant, organisé par la Commission des juristes, Abidjan, mars 1996

Présidente de la Commission éducation des filles au Sommet sous-régional de l'enfant africain, Ouagadougou, avril 1997

Séminaire législatif sur les mutilations génitales féminines, Addis-Abeba, août 1997

Déléguée de la francophonie au Colloque international de Libreville sur les « Droits de l'homme et la femme », juin 1999

Conférence de la Fondation Partage : droit et exclusion, juillet 1998

Forum international du Yémen sur la double transition démocratique dans les démocraties émergentes, juillet 1999

Les différentes sessions de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme au Siège des Nations Unies à New York

Conférence régionale africaine sur l'évaluation de Beijing+5, Addis-Abeba, novembre 1999 et Sommet Beijing+5, New York, juin 2000

**Autres informations**

La capacité de communiquer en anglais

L'élaboration et l'obtention de financement de plusieurs projets dans le domaine des droits des femmes et des enfants, juin 2000

## Cenk Alp Durak (Turquie)

Date de naissance : 25 août 1953

Études : Faculté de droit – Université d’Ankara  
Maîtrise de droit commercial – faculté de droit de l’Université d’Ankara

Langues étrangères : Anglais, français

### Carrière

1977 Stage de juge

1978 Juge à Erzurum

1980 Juge à la Direction générale des affaires pénales, Ministère de la justice (notamment négociation d’instruments internationaux, participation à des réunions internationales et, depuis 1987, spécialisation dans le droit des droits de l’homme et le droit de l’Union européenne)

1993 Directeur général adjoint de la Direction des affaires pénales, Ministère de la justice

1994 Juge à la Direction générale du droit international et des relations extérieures, Ministère de la justice

Depuis 1999 Directeur général de la Direction du droit international et des relations extérieures, Ministère de la justice

### Activités professionnelles

Enseignant (droit pénal international) au Centre de formation des juges du Ministère de la justice

Participation au 56<sup>e</sup> cours international de formation sur le thème d’une approche intégrée en vue d’une administration effective et efficace de la justice pénale

Participation au Programme for Executive Development in International Relations et au Multi-Regional Programme on the Independent Judiciary and the Rule of Law (organisés par l’Information Agency des États-Unis pour des étudiants titulaires d’un premier grade universitaire), 1990-1991

Participation en qualité d’expert aux réunions du Conseil de l’Europe (en particulier aux travaux du Comité d’experts pour le développement des droits de l’homme)

### Publications

#### Articles

Extradition (*Manuel d’Interpol*), Ministère de l’intérieur

The Relationship to European Union Law. *Bulletin juridique*, Ministère de la justice, 14 juin 1988

Diplomatic Immunities and Privileges. *Bulletin juridique*, Ministère de la justice

Prosecution of the Turkish citizens accused of committing crimes abroad. *Revue juridique*, Ministère de la justice, 15 février 1992

Transfer of Prisoners. *Bulletin juridique*, Ministère de la justice, mai 1993

The Use of Publishing Reservations in the Official Gazette. *Journal de la faculté de droit de l'Université Kocaeli*, 1998-1999, No 2

Commentary on the European Convention on Extradition. *Journal de l'Association du barreau d'Ankara*, No 2000/4

## Moïse Ebongue (Cameroun)

Magistrat de 4e grade

Né vers 1949 à Mbonjo (Dibombari) (Cameroun)

### Diplômes académiques

Maîtrise en droit

Intégré dans la magistrature le 2 septembre 1975

### Poste actuel

Conseiller à la Cour suprême

### Fonctions antérieures

12 août 1975	Mis à la disposition de la cour d'appel de Yaoundé
20 août 1975	Substitut du Procureur de la République de Yaoundé
2 septembre 1975	Substitut du Procureur de la République de Yaoundé
18 août 1976	Président du tribunal de grande instance de Bafang
11 juillet 1979	Substitut du Procureur général par intérim du Nord à Garoua
24 juillet 1981	Procureur de la République près les tribunaux de Garoua
10 juillet 1979	Substitut du Procureur général près la cour d'appel du Nord à Garoua
13 septembre 1982	Attaché au Parquet général près la cour d'appel du littoral à Douala
1er octobre 1983	Conseiller à la cour d'appel du littoral à Douala
24 août 1984	Vice-Président à la cour d'appel du littoral à Douala
4 juin 1985	Président de la Commission du contentieux de la Caisse nationale pour la prévoyance sociale
28 août 1985	Procureur général près la cour d'appel de l'Ouest à Bafoussam
4 septembre 1987	Procureur général près la cour d'appel du Nord à Garoua
26 septembre 1988	Procureur général près la cour d'appel du Centre à Yaoundé
27 juillet 1989	Procureur général près la cour d'appel du Sud à Ebolowa
1er octobre 1998	Conseiller à la Cour suprême

## **Mathias Epuli (Cameroun)**

Magistrat hors hiérarchie

Né vers 1952 à Konye (Bassossi) (Cameroun)

### **Diplômes académiques**

Maîtrise en droit

Intégré dans la magistrature le 27 septembre 1977

### **Poste actuel**

Conseiller à la Cour suprême

### **Fonctions antérieures**

4 novembre 1977	Substitut du Procureur de la République de Bamenda
20 novembre 1978	Juge au tribunal de première instance de Bamenda
26 juillet 1980	Président du tribunal de première instance de Bamenda
1er octobre 1983	Président du tribunal de première instance de Tiko
28 août 1985	Président du tribunal de première instance de Limbé
26 septembre 1986	Vice-Président de la cour d'appel de Buéa
14 novembre 1991	Avocat général près la cour d'appel de Buéa
22 juin 1995	Président du tribunal de grande instance du Fako
1er octobre 1998	Avocat général près la cour d'appel de Buéa
3 novembre 2000	Conseiller à la Cour suprême



## Albin Eser (Allemagne)

Né à Leidersbach (Allemagne), le 26 janvier 1935

### Carrière professionnelle

Depuis 1982	Directeur de l'Institut Max Planck de droit pénal étranger et de droit pénal international à Fribourg
1982	Professeur de droit pénal et de droit comparé, Université Albert Ludwigs de Fribourg am Breisgau
1986	Professeur invité, École de droit de l'Université Columbia de New York
1981	Professeur invité, Université de Californie à Los Angeles (UCLA)
1975-1988	Juge à la cour d'appel (Oberlandesgericht) de l'État de Bade-Wurtemberg à Stuttgart; membre de la troisième chambre criminelle
1971-1974	Juge à la cour d'appel de Westphalie à Hamm; membre de la cinquième chambre criminelle
1974	Professeur de droit, Université de Tübingen
1972-1974	Vice-Président, Université de Bielefeld
1971-1972	Doyen de la faculté de droit, Université de Bielefeld
1970	Professeur de droit pénal, Université de Bielefeld
1969	Maître-assistant, Université de Tübingen
1968	Thèse postérieure au doctorat sur le droit pénal, la procédure pénale et le droit pénal comparé, faculté de droit de l'Université de Tübingen
1964-1969	Deuxième examen juridique d'État; chercheur principal, Université de Tübingen
1963	Maîtrise de jurisprudence comparée, Université de New York, sur la base d'un document de droit comparé intitulé « The Principle of "Harm" in the Concept of Crime – a comparative analysis of the criminally protected legal interests »
1962	Cours d'été sur le droit anglais, Université de Cambridge
1962-1964	Assistant au département d'histoire du droit, Université de Würzburg
1962	Obtention du titre de docteur <i>utriusque juris</i> , Université de Würzburg
1961-1964	Service juridique préparatoire à Würzburg ( <i>suite</i> )
1960-1961	Études de droit comparé, Institut de droit comparé, New York University
1959-1960	Assistant, Université de Würzburg
1958	Admission au service juridique préparatoire à Würzburg

- 1954-1958 Études de droit, Universités de Würzburg et de Tübingen et Université libre de Berlin; premier examen juridique d'État à Würzburg
- 1946-1954 Études secondaires au lycée de Miltenberg

#### Activités connexes

- Depuis 2000 Expert pour le compte du Groupe des États contre la corruption (GRECO)
- Conseiller auprès de l'Union européenne pour les questions concernant les poursuites pénales internationales
- 1998 Participation aux négociations sur la structuration de la Cour pénale internationale de Rome en tant que membre de la délégation allemande à la Conférence diplomatique des Nations Unies
- 1994-1997 Président de la section des humanités et des sciences sociales (Geisteswissenschaftliche Sektion) de la Société Max Planck
- 1995-1996 Cofondateur du Comité d'experts qui a établi le contre-projet de statut pour une cour pénale internationale (projet de Syracuse et de Fribourg)
- 1989-1992 Vice-Président de la Fondation de la recherche allemande (Deutschen Forschungsgemeinschaft)
- 1989 Cofondateur de la Forschungsstelle Ethik und Recht in der Medizin (FERM) (Institut de recherche sur l'éthique et le droit en médecine), semestre d'été
- 1977-1983 Membre du Conseil de la Fondation de la recherche allemande (Deutschen Forschungsgemeinschaft)

#### Appartenance à des associations professionnelles

- Depuis 2000 Membre influent d'organisations scientifiques internationales, à savoir notamment :
- L'Association internationale de droit pénal (membre du Conseil d'administration)
  - La Société internationale pour la réforme du droit pénal (membre du Comité de direction)
- 1994-1998 Membre de la Députation permanente du Conseil de l'Ordre des avocats allemands (Deutscher Juristentag)
- 1982-1997 Membre du Conseil administratif de l'Université de Tübingen

#### Distinctions

- 2001 Docteur *honoris causa* à l'Université Waseda de Tokyo
- 2000 Médaille de l'Université de Varsovie
- 1997 Docteur *honoris causa* à l'Universidad Peruana Los Andes de Huancayo (Pérou)

1997	Médaille honoraire de la Société internationale pour la réforme du droit pénal
1993	Membre honoraire de l'Académie hongroise des sciences
1992	Membre honoraire de la Société japonaise de droit pénal
1991	Docteur <i>honoris causa</i> à l'Université Jagiellonian de Cracovie (Pologne)
1989	Médaille honoraire de l'Université de Dantzig, Gdansk (Pologne)

**Mohamed El Habib Fassi Fihri (Maroc)**

M. Mohamed El Habib Fassi Fihri, magistrat de grade exceptionnel, est né à Essaouira le 12 janvier 1932.

Juge en janvier 1957 au tribunal régional de Casablanca puis Vice-Président de ce même tribunal en août 1960, il est nommé Procureur du Roi en novembre 1962.

En septembre 1964, il est Directeur du Cabinet du Ministre de la justice, puis Secrétaire général de ce ministère.

Avocat général à la Cour suprême à la fin de l'année 1971, il assume cette fonction jusqu'au 25 septembre 1976, date à laquelle il se voit confier à nouveau le poste de secrétaire général du Ministère de la justice jusqu'au 31 mars 1982.

En décembre de la même année, il est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi du Maroc auprès de la République hellénique de Grèce. À la fin de sa mission diplomatique, il réintègre la Cour suprême en avril 1986 en qualité de Président de chambre.

Le 19 juin 1990, M. Fassi Fihri est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi auprès de la République d'Autriche et Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dont il a occupé le poste de gouverneur. Il était chargé également de suivre les travaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

En juillet 1995, il préside le groupe des éminentes personnalités chargées par le septième Sommet des chefs d'État de l'évaluation, de la restructuration et de la détermination des nouveaux objectifs de l'Organisation de la Conférence islamique.

Membre fondateur de l'Amicale des magistrats du Maroc, il était chargé de la direction de la revue de cette association professionnelle de 1961 à 1985.

Il est l'auteur de plusieurs publications, dont un ouvrage intitulé *Itinéraire de la justice marocaine*.

Nommé au grade exceptionnel de l'ordre du Mérite civil, il est promu chevalier puis officier de l'ordre du Trône.

Il est grand cordon de l'ordre hellénique du Phoenix (Grèce) et du grand cordon de l'ordre du Mérite de la République d'Autriche.

## **John Foster Gallop (Australie)**

Date et lieu de naissance : 31 juillet 1930, Sydney

**Titre actuel** : The Honorable Mr. J. F. Gallop, AM, QC, RFD

Représentant du ministère public, avocat, Queen's Counsel (avocat de la Couronne) et magistrat, mon principal domaine d'activité a été le droit pénal.

Depuis que j'ai été nommé juge à la Cour suprême du Northern Territory et à la Cour fédérale d'Australie en 1978, j'ai été essentiellement chargé de conduire des instances pénales importantes (en premier ressort et en appel). Tous les crimes les plus graves, par exemple le meurtre, le viol et les fraudes graves, relèvent de la compétence de ces juridictions et des cours suprêmes de l'Australian Capital Territory et de l'île Christmas.

En tant que membre puis Président du Tribunal disciplinaire d'appel des forces armées, j'ai eu à connaître d'innombrables affaires de droit militaire. Le tribunal en question connaît en appel des décisions des cours martiales de la Force de défense australienne. En ma qualité de président, j'ai participé à de nombreuses conférences internationales sur le droit militaire organisées à Washington (États-Unis) par la Cour d'appel des forces armées des États-Unis, à Ottawa et à Québec par la Cour suprême du Canada et à Budapest par le Procureur principal de droit militaire de Hongrie. Je participe toujours à ces conférences.

En ma qualité d'officier de marine, j'ai souvent exercé les fonctions de juge, procureur et avocat de la défense devant les tribunaux militaires et en tant que conseil dans le cadre d'enquêtes sur des collisions navales graves. J'ai été avocat de la défense devant le premier tribunal étranger constitué aux États-Unis d'Amérique – il s'agissait du procès d'un marin australien accusé d'avoir violé une collégienne à Washington. J'ai également exercé des fonctions devant des tribunaux militaires aux Philippines, à Hong Kong, à Singapour et dans de nombreuses provinces d'Australie, principalement en tant que juge mais aussi en tant que conseil.

Lorsque j'ai pris ma retraite après 22 années dans la magistrature, j'étais le doyen des juges de la Cour fédérale d'Australie et j'exerçais parfois les fonctions du Chief Justice en l'absence de ce dernier.

Étant donné ma longue expérience de la conduite des procès pénaux, et bien qu'ayant dû prendre ma retraite (en raison de la limite d'âge), j'ai été nommé juge par intérim de la Cour suprême du Northern Territory et je conduis toujours des instances pénales en premier ressort et en appel dans le cadre de cette juridiction. Je m'occupe donc de procès pénaux en première instance et en appel en tant que juge depuis plus de 23 ans.

### **Fonctions**

Juge de la Cour suprême de l'Australian Capital Territory, de 1982 à 2000.

Juge à la Cour suprême du Northern Territory, de 1978 à 1982; juge non résident, de 1982 à 2000; juge par intérim de 2000 à 2001.

Juge à la Cour suprême de l'île Christmas, de 1980 à 2000.

Juge à la Cour fédérale d'Australie, de 1998 à 2000.

Président du Tribunal disciplinaire d'appel de la Force de défense, de 1995 à 2000.

Président, Australian Institute of Sport Ethics Committee, de 1987 à 1999.

Président, Commission des libérations conditionnelles de l'Australian Capital Territory (ACT) de 1985 à 1993; Président par intérim à partir de 2000.

Président, Association de cricket de l'ACT depuis 1983.

Président, Association du barreau de l'ACT, de 1976 à 1978.

Président, Conseil australien des services sociaux, section de l'ACT, de 1975 à 1976.

Capitaine de la Royal Australian Naval Reserve (en retraite).

Queen's Counsel (avocat de la Couronne), 1976.

Membre de l'Ordre de l'Australie, 1998.

## **Joseph Nassif Ghamroun (Liban)**

Date de naissance : 11 septembre 1939

### **Langues**

Excellente connaissance de l'arabe et du français

Assez bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol

### **Expérience professionnelle**

Depuis 1997	Président de la cour pénale du Mont-Liban
1991-1997	Président de la cour pénale de la Bekaa
1980-1990	Conseiller auprès de la cour d'appel de Beyrouth (chambre criminelle)
1977-1980	Conseiller auprès de la cour d'appel de Zahlé
1972-1976	Seul juge de Baalbek
1969-1971	Membre de la First Order Court de la Bekaa
1965-1967	Éditeur au Ministère des affaires étrangères

### **Titres et études suivies**

Juge, École juridique, 1969

Diplômes de droit libanais et français de la Saint Joseph School of Law (University of Saint Joseph), 1965

### **Conférences**

Unions des avocats de Beyrouth et de Tripoli

Comité des droits de l'homme, American University, Beyrouth

Centre d'études et de recherches libanais, Beyrouth

Judiciary Academy School, Beyrouth

### **Travaux publiés**

Série de jugements et d'articles dans des revues juridiques et consacrées à l'environnement

## Michael Grotz (Allemagne)

Date et lieu de naissance : 3 mai 1947, Kaufbeuren (Bavière)

### Carrière

- Depuis 1989      Chef de la Section Coopération européenne et multilatérale en matière pénale du Ministère fédéral de la justice (Allemagne) :
- Négociation des instruments internationaux relatifs à la coopération en matière pénale au Conseil de l'Europe, entre États signataires de l'Accord de Schengen, aux Communautés européennes, à l'Union européenne et à l'Organisation des Nations Unies;
  - Intégration des dispositions de ces instruments dans le droit interne allemand;
  - Traitement d'affaires individuelles (extradition, entraide juridique, exécution des jugements en matière pénale) dans le cadre des « États de Schengen »;
  - Avis consultatifs sur toutes questions d'ordre fédéral touchant à la coopération internationale en matière pénale.
- 1981-1989      Au service du Ministère fédéral de la justice dans diverses sections (droit international pénal, crimes contre l'État, commerce extérieur et paiements, droit de l'assurance et de la banque, droit commercial administratif, droit de la santé).
- 1976-1981      Procureur à Bonn, responsable des poursuites, notamment dans les affaires de maltraitance d'enfants, de crimes liés à la drogue et de crimes commis par des fonctionnaires.
- 1975-1976      Conseil (*Rechtsanwalt*) au tribunal local de Siegburg et au tribunal régional de Bonn.
- 1975            Deuxième examen d'État (Droit).
- 1972-1973      Service militaire national.
- 1971            Juriste consultant auprès de l'administration du Bundestag allemand.
- 1971            Premier examen d'État (Droit).
- 1966-1971      Études de droit à l'Université de la Ruhr à Bochum et à l'Université de la Rhénanie Friedrich-Wilhelms à Bonn.

### Activités paraprofessionnelles

- Depuis 1999      Président du Comité des directeurs des problèmes criminels du Conseil de l'Europe.
- 1996-1999      Vice-Président du Comité d'experts de l'application des conventions dans le domaine pénal (PC-OC).



- Depuis 1989      Conférencier/expert participant à des séminaires de droit international pénal dans les pays suivants : Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, Hongrie, Israël et Italie (Institut international d'études supérieures des sciences criminelles)
- Expert invité auprès de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (Tokyo).
- Chef ou membre de la délégation allemande auprès de divers organes du Conseil de l'Europe, de l'Accord de Schengen, des Communautés européennes, de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Équipe spéciale d'intervention financière, du Groupe de Lyon du G-8 (spécialisé dans la criminalité organisée).
- Missions d'établissement des faits pour le Conseil de l'Europe en Géorgie et pour la Commission européenne en Hongrie.
- Chargé de cours à l'École de la magistrature allemande et à l'Académie de police allemande.
- Membre du groupe de travail national sur la simplification de l'entraide internationale en matière pénale, particulièrement du point de vue de la suppression éventuelle des contrôles d'identité à l'intérieur des frontières des Communautés européennes.

#### **Affiliations**

Membre de l'Association pour le droit pénal européen.

#### **Publications**

Die Internationale Zusammenarbeit bei der Abschöpfung von Gewinnen aus Straftaten, *Juristische Rundschau*, 1991, 182 p.

Das Schengener Durchführungsübereinkommen und der Grundsatz *ne bis in idem*. *Strafverteidiger Forum*, 1995, 102 p.

Übereinkommen über die Auslieferung von Straftätern innerhalb der Europäischen Union in : *Zusammenarbeit der Polizei- und Justizverwaltungen in Europa, Kriminalistik-Wissenschaft und Praxis*, Bd.33 (Hüthig GmbH, Heidelberg).

Die strafrechtliche Zusammenarbeit in Europa - Möglichkeiten der Wiedereingliederung Straffälliger. *Fachzeitschrift für Bewährungs-, Gerichts- und Straffälligenhilfe*, 43 : 309.

Commentaire général, *Internationaler Rechtshilfeverkehr in Strafsachen*, Grütznert/Pötz, (R.v. Decker's Verlag, Hüthig GmbH, Heidelberg) (en collaboration).

## **Abdallah Mahamane Haidara**

Magistrat de grade exceptionnel

### **Diplômes**

Brevet d'études du premier cycle.

Baccalauréat série philo-langues.

Diplôme de l'École nationale d'administration du Mali (ENA), cycle A justice.

### **Stages**

Institut international d'administration publique (IIAP), Paris.

École nationale de la magistrature (ENM), Paris.

### **Carrière professionnelle**

Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Kayes.

Juge de paix à compétence étendue de Tominian, Yanfolila, Koulikoro.

Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Bamako.

Juge au siège au Tribunal de première instance de Bamako.

Procureur de la République près les Tribunaux de première instance de Gao, Segou, Mopti.

Conseiller à la cour d'appel de Bamako.

Avocat général près la Cour suprême du Mali.

Procureur général près la Cour suprême du Mali.

### **Décoration**

Chevalier de l'Ordre national du Mali.

## Claude Hanoteau (France)

Né le 4 janvier 1939, à Paris 7<sup>e</sup>

Études de droit à la faculté de droit de Paris (licence en droit 1961)

Concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature en septembre 1961

Entrée à l'École nationale de la magistrature le 16 septembre 1963

Examen de classement en juin 1966.

### Itinéraire professionnel

Actuellement et depuis juillet 1998, Directeur de l'École nationale de la magistrature, laquelle est en charge de la formation initiale des futurs juges et procureurs, ainsi que de la formation continue des magistrats en exercice. Cet établissement dispose en outre d'une sous-direction des relations internationales.

1994-1998	Premier Président de la cour d'appel de Rennes, dont le ressort de compétence s'étend sur cinq départements, comprenant 12 tribunaux de grande instance. Juridiction du deuxième degré statuant en appel des décisions rendues par les tribunaux de son ressort, la cour d'appel, par l'intermédiaire de son premier président et de son procureur général, a pour autre mission de veiller au fonctionnement harmonieux et à la bonne administration des juridictions.
1992-1994	Premier Président de la cour d'appel de Papeete (Polynésie française) et siégeant régulièrement comme Président de la cour d'assises de ce territoire d'outre-mer.
1990-1992	Président du tribunal de grande instance de Créteil (Val de Marne), juridiction dans le ressort de la cour d'appel de Paris, comportant pour les fonctions du siège une centaine de juges. À la tâche d'administration s'ajoutait celle de prendre régulièrement des audiences civiles et pénales.
1988-1990	Premier Président de la cour d'appel de Nouméa (Territoire de Nouvelle-Calédonie) dont le ressort comprend en outre le territoire de Wallis et Futuna, siégeant régulièrement comme Président de la cour d'assise.
1983-1987	Conseiller à la cour d'appel de Paris, exclusivement en charge de l'une des présidences de la cour d'assises.
1981-1983	Vice-Président du tribunal de grande instance de Paris, en responsabilité d'une chambre pénale traitant du contentieux de droit commun et du droit de la contrefaçon.
1973-1981	Juge d'instruction, puis premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, en charge d'un cabinet traitant plus spécialement d'affaires criminelles et de terrorisme.
1966-1973	Juge d'instruction successivement des tribunaux de grande instance d'Arras, Lille et de Lyon.

### **Autres expériences**

Rapporteur du Comité sur la violence, présidé par le Ministre Alain Peyrefitte (1973).

Enseignant des fonctions de l'instruction et de la procédure pénale à l'École nationale de la magistrature pour former les magistrats étrangers francophones (1976-1980).

Participation à deux missions de contrôle d'opérations de référendum portant sur l'indépendance de l'archipel des Comores et du Territoire des Afars et des Issas (Djibouti).

Participation, tant à Paris qu'à New York, à des travaux menés par l'Institut Vera de la Marshall Fund sur l'utilisation des enquêtes sociales par les juridictions pénales (1981).

Président puis membre du Conseil d'administration d'une association de contrôle judiciaire, Association APCARS, oeuvrant pour le tribunal de Paris (1980 à 1984).

### **Langues**

Une certaine maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

## **Hassan Bubacarr Jallow (Gambie)**

Date et lieu de naissance : 14 août 1951, Bansang (Gambie).

**Langues** : Anglais, notions de français.

### **Études**

1963-1969	St Augustine's High School, Banjul.
1969-1971	Gambia High School, Banjul.
1973-1976	Université de Dar es-Salaam.
1976-1977	Nigerian Law School, Lagos.
1978-1979	Université de Londres (University College).

### **Diplômes et expérience professionnelle**

1976	Licence de droit (avec mention très bien), Université de Dar es-Salaam.
1977	Avocat à Lagos.
1979	Maîtrise de droit public international, Université de Londres.
1977	Inscrit au barreau nigérian. Inscrit au barreau gambien. Avocat et juriste auprès de la Cour suprême de la République de Gambie et auprès de la Cour suprême de la République fédérale du Nigéria.

### **Activités professionnelles**

1977-1979	Procureur de la République au Cabinet du Procureur général, Ministère de la justice, Gambie (procédure pénale et avis juridique).
1979-1982	Procureur général, Cabinet du Procureur général, Ministère de la justice, Gambie (procédure pénale et supervision d'autres magistrats engagés dans cette procédure, procédure civile, avis juridique, questions relatives au droit international).
1977-1982	Directeur général par intérim de l'état civil, Cabinet du Procureur général, Ministère de la justice, Gambie (enregistrement des entreprises et compagnies, brevets, marques déposées, administration de biens, mariages, procédure pénale et procédure civile).
1982-1984	Avocat général et référendaire, Cabinet du Procureur général, Ministère de la justice, Gambie (Procureur général adjoint et responsable administratif du Ministère de la justice).
1984-1994	Procureur général et Ministre de la justice, Gambie.
1990	Président du Groupe de travail des experts gouvernementaux du Commonwealth sur les droits de l'homme.

1989-1994	Président du Conseil d'administration de l'African Centre for Human Rights and Democracy Studies, Banjul.
1994-1998	Après le changement de gouvernement en 1994, juriste et consultant dans un cabinet privé.
Depuis 1998	Magistrat à la Cour suprême de Gambie, tribunal d'ultime recours.
1998	Membre du Groupe d'experts chargé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à une évaluation juridique et de recommander des mesures en vue d'assurer le bon fonctionnement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda.
1999	Nommé par le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) comme conseiller pour les projets et membre du Conseil chargé du projet relatif au règlement des différends internationaux en matière d'investissements, de commerce et de propriété intellectuelle.

#### **Participation à des conférences**

1977	Représentant de la Gambie à la Conférence générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), tenue à Montréal (Canada).
1979	Séminaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur les Conventions de Genève et les Protocoles additionnels, tenu à Nairobi.  Membre du Groupe d'experts choisi par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) pour rédiger un projet de charte africaine des droits de l'homme et des peuples.
1980	Membre de la délégation gambienne à la Conférence commémorative du Comité consultatif juridique Afrique-Asie, tenue à Bandung (Indonésie).  Membre de la délégation gambienne à la première conférence ministérielle de l'OUA sur les droits de l'homme et des peuples, consacrée à l'examen du projet de charte.  Membre de la délégation gambienne à la Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA tenue à Freetown.
1981	Membre de la délégation gambienne à la deuxième conférence ministérielle de l'OUA sur les droits de l'homme et des peuples, consacrée à l'examen et à l'adoption du projet de charte.  Membre de la délégation gambienne à la Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA tenue à Nairobi.
1982-1992	Chef de la délégation gambienne à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, Genève.

- 1982 Membre de la délégation gambienne à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Montego Bay (Jamaïque).
- 1983, 1986, 1989 et 1992 Membre et chef de la délégation gambienne à la Conférence des ministres de la justice du Commonwealth tenue à Colombo et aux réunions des ministres de la justice qui se sont tenues par la suite.
- 1983 A présenté au Comité des droits de l'homme de l'ONU le rapport initial de la Gambie sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- 1985 Président du premier Comité du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, consacré au fonctionnement et à l'avenir de la justice pénale dans un monde en évolution et à la formulation et l'application des normes des Nations Unies en matière de justice.
- Chef de la délégation gambienne à la Conférence des partis politiques africains sur la démocratie, tenue à Dakar.
- 1986 Chef de la délégation gambienne à la Conférence du Comité consultatif juridique Afrique-Asie, tenue à Arusha.
- Séminaire sur la justice et la société organisé à l'Aspen Institute, Colorado (États-Unis d'Amérique).
- 1987 Vice-Président de la Conférence de l'UNESCO sur la formation et la recherche sur les droits de l'homme (Malte).
- Chef de la délégation gambienne à la Conférence des ministres de la justice du Commonwealth, tenue au Zimbabwe.
- Vice-président du Colloque d'experts tenu à Dakar sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1987.
- Rapporteur général à la Réunion internationale d'experts sur les Nations Unies et l'application de la loi, Baden (Autriche).
- 1988 Membre du groupe d'experts à composition limitée invité par le Secrétaire général de l'ONU à la réunion préparatoire au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui avait pour thème les nouvelles dimensions de la criminalité et la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité, Vienne.
- 1984-1994 Président du Comité national de gestion de la Fondation gambienne pour le droit (Gambia Law Foundation).
- Vice-Président du Conseil juridique général (General Legal Council) de Gambie.
- Président du Comité consultatif sur l'exercice du droit de grâce (Gambie).
- Membre de la Chancellerie de l'Ordre national de la République de Gambie.

- 1991 Membre de la Mission d'observation des élections du Commonwealth au Bangladesh.
- 1992 Conférence des procureurs généraux des petites juridictions du Commonwealth, tenue à Nicosie, à laquelle il a présenté des documents.
- 1993 Conférence juridique du Commonwealth, tenue à Nicosie, à laquelle il a présenté des documents.
- Membre de la délégation gambienne à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne.
- Chef de la délégation gambienne à la Conférence des ministres de la justice du Commonwealth (Maurice).
- Président du Groupe d'experts chargé d'examiner les moyens d'encourager le recours aux traités types aux fins de la lutte contre la criminalité et de la promotion de la justice pénale (Office des Nations Unies à Vienne).
- Président du Groupe d'experts chargé d'émettre des avis quant à la création d'une commission nationale des droits de l'homme en Gambie.
- 1994 Rapporteur général à la Réunion commune des ministres de la justice et de l'intérieur, Kampala.

**Distinctions honorifiques**

Commandeur de l'Ordre national de la République de Gambie.

**Associations professionnelles**

Membre du Conseil consultatif international de l'Association africaine de droit international et comparé.

Membre fondateur du Conseil panafricain, London Court of International Commercial Arbitration.

Membre du Conseil d'administration de la Seaton Foundation (Bermudes).

**Publications**

*The law of Evidence in the Gambia* (Excaf Publishers, Dakar, 1998).

*Law, Justice and Governance: Selected Papers* (Excaf Publishers, Dakar, 1998).



## **Ivana Janu (République tchèque)**

Date de naissance : 14 mars 1946

### **Éducation**

Charles University – Faculté de droit

Doctorat de droit public international – 1974.

Sujet de la thèse : Statut juridique de Berlin-Ouest au regard de l'accord des quatre puissances alliées sur Berlin-Ouest du 3 septembre 1971.

1972 : Diplôme.

### **Expérience**

- |             |  |
|-------------|--|
| Depuis 1993 | <p>Juge et Vice-Présidente de la Cour constitutionnelle de la République tchèque</p> <p>Est appelée à juger de la constitutionnalité de la législation interne ordinaire et des actes des organes gouvernementaux ainsi que de leur conformité avec les traités internationaux obligatoires pour la République tchèque.</p> <p>Est chargée des relations internationales de la Cour, fonction qui l'amène à coopérer étroitement avec de nombreux juges des tribunaux des cours constitutionnelles des tribunaux généraux européens, y compris les tribunaux de la République fédérale de Yougoslavie et d'autres États successeurs de l'ex-Yougoslavie.</p> |
| Depuis 1998 | Nommée par le Gouvernement tchèque à la Commission de Venise (branche juridique du Conseil de l'Europe)  |
| 1989-1992   | <p>Membre du Parlement</p> <p>A fait partie de la Commission juridique constitutionnelle et de la Commission des mandats et immunités.</p> <p>A participé à l'élaboration de la Constitution de la République tchèque.</p>   |
| 1983-1989   | Avocat principal d'une entreprise de construction  |
| 1978-1989   | Juge suppléant au tribunal d'instance de Prague  |
| 1978-1983   | Institut de recherches hydroéconomiques – législation en matière hydroéconomique et législation concernant l'environnement   |

### **Bourses**

- |      |  |
|------|--|
| 1998 | Séminaire à Capital University à Columbus (Ohio, États-Unis) et cours à Salonique (Grèce).                                     |
| 1996 | Lectrice à la faculté de droit de Capital University. Sujet : Les réformes constitutionnelles en Europe centrale et orientale. |

1991                      Programme d'études d'une durée de deux mois à Washington, DC. Sujet : Le régime constitutionnel des États-Unis.

**Langues**

Tchèque (langue maternelle), anglais.

**Publications et conférences**

Nombreux articles et exposés :

*Binding Force of the Decisions of Constitutional Court for the Courts of General Jurisdiction*, Tirana, 2001.

*Direct Access of Citizens to the Constitutional System of the Czech Republic and Importance and Influence of the Decisions of the European Court of Human Rights*, Géorgie, 2000.

*The Relationship Between Constitutional Courts and General Courts*, Istanbul, 1998.

*Role of Ethics in the Life of Society*, Brno, 1997.

*Role of the Constitutional Court in the Constitutional System of Democratic Society*, Brno, 1996.

**Aykut Kiliç (Turquie)**

Date de naissance : 10 mars 1949

**Formation universitaire**

Faculté de droit de l'Université d'Istanbul.

Études de recherches en criminologie à la London School of Economics.

**Langues étrangères**

Anglais, allemand.

**Expérience professionnelle**

1973-1974                      Avocat stagiaire.

1974-1976                      Avocat à Istanbul.

1976-1978                      Procureur général.

Depuis 1978                      Fonctionnaire du Ministère de la justice (juge à la Direction générale des affaires civiles et à la Direction générale des casiers judiciaires et des statistiques criminelles; Directeur général adjoint chargé des questions touchant au droit international et aux relations internationales).

## **Flavia Lattanzi (Italie)**

Date et lieu de naissance : 4 octobre 1940, Addis-Abeba.

### **Langues**

Français et russe : parlés et écrits couramment.  
Anglais : correct à l'oral, courant à l'écrit.  
Tchèque et allemand : corrects à l'oral et à l'écrit.  
Espagnol : rudiments.

### **Études**

Diplôme de droit international de la faculté de sciences politiques (affaires internationales), Université « La Sapienza », Rome.

### **Activités scientifiques et universitaires**

Professeur assistant de droit international, universités de Chieri (1970-1973) et Rome (1973-1985).

Professeur associé de droit international à l'Université de Pise (1985-1990) et à la Libera Università degli Studi Sociali (LUISS-Guido Carli), Rome.

Professeur titulaire de droit international à l'Université de Sassari et à la LUISS, Rome (1990-1996) et à l'Université de Teramo et à la LUISS, Rome, jusqu'à ce jour.

Directrice scientifique et chargée de conférence à l'Arusha School on International Criminal Law and Human Rights (1998) et à la Gaborone School of International Criminal Jurisdictions, Université du Botswana (1999) qui reçoivent toutes deux un appui de l'Office humanitaire de la Communauté européenne.

Membre et conseillère juridique de la délégation italienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale (1998) et aux sessions de la commission préparatoire de la Cour pénale internationale (depuis 1999).

Membre de la commission créée par le Ministère italien de la justice en vue de la mise en conformité de la loi italienne avec les règles internationales en matière d'assistance judiciaire pénale (depuis 1999).

Directrice du Département des sciences publiques juridiques, Université de Teramo (depuis 1995).

Directrice de l'Institut de spécialisation en droit européen, Université de Teramo (depuis 1997).

Directrice du programme de maîtrise international sur la coopération contre la criminalité internationale et transnationale, Université de Teramo, financé par le Ministère italien pour la recherche scientifique et les universités.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo-Genève.

Membre du Conseil d'administration du Centre européen de droit public, Athènes.

Membre de l'Associazione italiana di diritto internazionale.

Membre de la Société française de droit international.

Rapporteur lors de nombreuses conférences nationales et internationales, de congrès et de séminaires portant notamment sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit international pénal.

Coordonnatrice de nombreux projets de recherche sur le droit international notamment sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit international pénal.

### Principales publications

« Valore assoluto o relativo dei principi di ordine pubblico » dans *Rivista di diritto internazionale*, 1974, p. 281 et suiv.

« Riconoscimento di sentenze straniere di divorzio e limite dell'ordine pubblico » dans *Giurisprudenza italiana*, 1975, I, 2a, p. 3 et suiv.

« Parlamento e accordi internazionali », dans *Il Parlamento: analisi e prospettive di riforma*. Quaderno No. 2 di *Democrazia e diritto*, 1978, p. 221 et suiv.

« Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale », dans *Enciclopedia del diritto*, XXXI, Milan, 1981, p. 228 et suiv.

« L'émergence de l'homme et des peuples dans le droit international contemporain », dans *Droits de l'homme et des peuples*, Saint-Marin, 1983, p. 141 et suiv.

*Garanzie dei diritti dell'uomo nel diritto internazionale generale*, Giuffré, Milan, 1983.

« Autodeterminazione dei popoli », dans *Digesto*, IV edizione, UTET, Turin, 1987.

« Convenzione di Washington sulle controversie relative a investimenti e invalidità delle sentenze arbitrali », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1987, p. 521 et suiv.

« Struttura dei rapporti internazionali e limiti dei procedimenti di garanzia istituiti con la Convenzione europea dei diritti dell'uomo », dans *Le garanzie giurisdizionali dei diritti dell'uomo*, a cura di Lorenza Cariassare, Cedam, Padoue, 1988, p. 57 et suiv.

« Sanzioni internazionali », dans *Enciclopedia del diritto*, vol. XLI, p. 536 et suiv., Milan, 1988.

*L'impugnativa per nullità nell'arbitrato commerciale internazionale*. Giuffré, Milan, 1989.

« Arbitrato commerciale internazionale e impugnativa per nullità », dans *Rivista dell'Arbitrato*, 1991, p. 127 et suiv.

« La scelta della legge applicabile nell'arbitrato commerciale internazionale », *ibid.*, p. 171 et suiv.

« Eccesso di potere e ultrapetizione nel giudizio arbitrale », *ibid.*, p. 596 et suiv.

« Il Tribunale Iran-Stati Uniti: nazionalizzazione di beni stranieri e standard dell'indennizzo », *ibid.* p. 886 et suiv.

« Inesistenza e nullità delle sentenze arbitrali in una pronuncia della Corte internazionale di giustizia », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1992, p. 41 et suiv.

« Alcune riflessioni sull'istituzione di un Tribunale penale ad hoc per la ex-Iugoslavia », dans *Diritti dell'uomo, Cronache e Battaglie*, 1993, fasc. 1, p. 32 et suiv.

« La gestione della cooperazione transfrontaliera da parte delle autonomie locali nel quadro dell'ordinamento italiano », dans *Atti del Convegno* sur « La cooperazione transfrontaliera nel Mediterraneo ». Sassari-Alghero 1991, Sassari, 1993, p. 231.

Intervento alla Tavola Rotonda, Roma 23 aprile 1993 su « Ex-Iugoslavia: i crimini contro l'umanità et il Tribunale internazionale delle Nazioni Unite secondo la ris. 808 del Consiglio di sicurezza », dans *Atti*, S. Bellino (Rovigo), 1993, p. 53 et suiv.

« I claims di persone fisiche con doppia nazionalità dinanzi al Tribunale Iran-Stati Uniti », dans *Rivista dell'Arbitrato*, 1993, p. 513 et suiv.

Intervento al Convegno « Soldati di pace per l'ONU: perché un contingente italiano », Rome, 15 avril 1993, dans *Atti Archivio Disarmo*, Rome, 1993.

« Riflessioni sulla competenza di una corte penale internazionale » dans *Rivista di diritto internazionale*, 1993.

« Note in tema di arbitrabilità della controversia nell'arbitrato commerciale internazionale » dans *Rivista dell'arbitrato*, 1993, p. 655.

« La comunità internazionale tra conflitti armati et necessità di pace. Proluzione inaugurale del 432° anno accademico (1993-1994) (*Inaugural Lecture*) dell'Università di Sassari.

« La secessione nel diritto internazionale : autodeterminazione dei popoli e delimitazione di un territorio nazionale nell'esperienza recente », Convegno, *Stato, etnicità e nazionalismo nella transizione fra due ordini mondiali*, Urbino, 6-7 mai 1994.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », Ed. Provv., Rome, 1994.

« Il Tribunale Iran-Stati Uniti e il disconoscimento dei diritti della moglie su alcuni beni coniugali », dans *Rivista dell'arbitrato*, 1994, p. 357 et suiv.

« Assistenza umanitaria e consenso del sovrano territoriale », dans *Studi in ricordi* di Antonio Filippo Panzera, vol. I, Bari, 1995, p. 415 et suiv.

« La répression des crimes du droit international : des juridictions internes aux juridictions internationales », dans *Le droit face aux crises humanitaires*, Commission européenne, Luxembourg, 1995, p. 121 et suiv.

« La competenza delle giurisdizioni di Stati "terzi" a ricercare e processare i responsabili dei crimini nell'ex-Iugoslavia e nel Rwanda », in *Rivista di diritto internazionale*, 1995, p. 707 et suiv.

« Dai Tribunali penali internazionali ad hoc a una Corte permanente », Rome, 15-16 décembre 1995, dans *Arri*, a cura di Flavia Lattanzi ed Elena Sciso, Editoriale Scientifica, Napoli, 1996, p. 173 et suiv.

« La primazia del Tribunale penale internazionale per l'ex-Iugoslavia », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1996, p. 597 et suiv.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », Giappichelli, Turin, 1997.

« The International Criminal Court. Comments on the Draft Statute » (sous la direction de Flavia Lattanzi), Naples, 1998.

« Rapporti fra giurisdizioni penali internazionali e giurisdizioni penali interne », dans *Crimini di guerra e competenza delle giurisdizioni nazionali* (a cura di Pier-Luigi Lamberti Zanardi e Gabriella Venturini), Giuffr , Milan, 1998.

« L'esecuzione delle sentenze dei tribunali penali internazionali », dans *Cooperazione fra Stati e giustizia penale internazionale*, Editoriale scientifica, Naples, 1999.

« La Conferenza di Roma sulla Corte penale internazionale. Problemi di giurisdizione », ibid.

« Compétence de la Cour pénale internationale et consentement des  tats », dans *Revue générale de droit international public*, 1999.

« The Rome Statute of the International Criminal Court. Collection of Studies, vol. I », (sous la direction de Flavia Lattanzi et William Schabas), L'Aquila, 1999.

« Consiglio di sicurezza », dans *Enciclopedia giuridica*, 2000.

« The Rome Statute and Domestic Legal Orders, vol. I », (sous la direction de Claus Kress et Flavia Lattanzi), Baden/Baden-L'Aquila, 2000.

« Il principio di ingerenza umanitaria nei conflitti moderni », *Ricerca CeMISS*, décembre 2000, p. 1 à 128.

« The International Criminal Court and National Jurisdictions », dans *The Rome Statute of the ICC. A Challenge to Impunity*, Ashgate, Aldershot, 2001, p. 179 et suiv.

« The Notion of Crimes against Humanity in the ICTY and ICTR Practice », dans *International and National Prosecution of Crimes Under International Law: Current Developments*, Berlin Verlag Arno Spitz, 2001.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », ed. aggiornata della 1  edizione, Giappichelli, Turin, 2001 (  paraître).

« The Rome Statute of the International Criminal Court. Collection of Studies, vol. II », (sous la direction de Flavia Lattanzi et William Schabas), L'Aquila, 2001 (  paraître).

« The Rome Statute and Domestic Legal Orders, vol. II » (sous la direction de Claus Kress et Flavia Lattanzi), Baden/Baden-L'Aquila, 2001.

## **Per-Johan Viktor Lindholm (Finlande)**

Date de naissance : 7 juillet 1938.

**Langues** : Suédois, finnois, anglais.

### **Études**

Maîtrise en droit, Université d'Helsinki, 1961.

Licence en droit, Université d'Helsinki, 1965.

Bourses de recherche à l'Université d'Uppsala (Suède) (1965-1966) et à la faculté de droit de l'Université de Chicago (États-Unis) (1966-1967).

### **Fonctions et activités officielles**

Responsable de publication du recueil de droit finlandais *Finlands lag* (1961-1963).

Faculté de droit de l'Université d'Helsinki : assistant (1963-1967) puis maître de conférences par intérim (1967-1970).

Ministère de la justice : conseiller législatif (responsable de la rédaction des textes de droit pénal et des règles de procédure) (1970-1972), directeur des affaires législatives (1972-1979).

Juge au tribunal municipal d'Helsinki (1973-1976) (en congé) et juge à la cour d'appel de Turku (Finlande) (1976-1979) (en congé).

Nombreuses activités sur le plan national et international dans le domaine du droit pénal et de la procédure, notamment :

- Membre du Bureau de l'Association des avocats pénalistes finlandais Kriminalistföreningen (1969-1984).
- Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique sur la répression de la capture illicite d'aéronefs (1970).
- Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique sur la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (1971).
- Président du Bureau de l'Association des libertés surveillées Kriminalvårdsföreningen (Finlande) (1973-1975), puis Vice-Président (1972).
- Membre de la délégation finlandaise au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (1975).
- Membre de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire (depuis 1975).
- Expert du Comité nordique de droit pénal (depuis 1988).
- Membre du Bureau du Comité directeur pour les problèmes criminels, Conseil de l'Europe (1990-1994).
- Membre du Bureau de l'Association des juristes pour les droits de l'homme et l'aide judiciaire (1993-1998).
- Président de l'Association des avocats finlandais Juridiska Föreningen i Finland (1996-1999), membre du Bureau de l'Association (1974-1995).



**Fonctions actuelles**

Juge, membre de la Cour suprême (depuis 1979).

**Postes de confiance**

Président et membre de nombreux comités de rédaction et d'associations concernés par des questions de droit.

**Publications**

Articles dans plusieurs revues de droit, la plupart sur des questions de droit pénal et de procédure pénale.

Responsable de publication du recueil de droit finlandais *Finlands lag*, 1961-1974.

## **Agustín Pedro Lobejón (Espagne)**

Né à La Robla (León) en 1949.

### **Études**

Licence en droit de l'Université de León (1982).

Admission à l'École de magistrature sur concours en 1984. Diplôme de fin d'études de l'École judiciaire en 1985.

Participation à différents cours sur le droit communautaire européen (Grenade, 1997; Murcia, 1999; Salamanque, 2001).

Diplôme d'études sur l'Union européenne de l'École diplomatique de Madrid (2001).

### **Parcours professionnel**

Juge du district de Villablino (1985-1986).

Juge de première instance et d'instruction de Sahagún (1986-1987) et de Medina de Rioseco (1987).

Juge du district d'Oviedo (1989).

Président de la chambre sociale du Tribunal de haute instance de Castille et León (1989-1990).

Magistrat de la chambre pénale de la Cour d'assises nationale (1990-1993).

Magistrat-juge de première instance et d'instruction de León (1993-1996).

Magistrat de la section civile et pénale de la cour d'appel provinciale de la Coruña (1996-2000).

Magistrat de la section civile et pénale de la cour d'appel de León (depuis 2000).

### **Coopération judiciaire internationale**

Membre du réseau de points de contact judiciaires entre les États membres de l'Union européenne créé dans le cadre du programme d'action approuvé par le Conseil européen en 1998.

Participant et rapporteur lors de différents séminaires judiciaires franco-espagnols (Madrid, 1995; Séville, 1997; Paris, 1998).

Participant et rapporteur lors de plusieurs séminaires judiciaires hispano-portugais (Madrid, 1999; Castelo Branco, 2000).

Participant à différents séminaires d'entraide judiciaire du réseau européen (Madrid, 1999; Frascati, 2000; Madrid, 2000).

### **Connaissances linguistiques**

Langue maternelle : espagnol.

Maîtrise de l'anglais et du français parlé et écrit.

Rudiments d'allemand, de portugais et d'italien.

## **Diadié Issa Maiga (Mali)**

Date de naissance : 1944 à Gao (République du Mali)

Profession : Magistrat

Fonction : Conseiller à la Cour suprême  
Membre de la Chambre civile et commerciale

### **Diplômes universitaires obtenus**

Certificat d'études primaires élémentaires, 1960

Diplôme d'études fondamentales

Brevet ENA, Section sciences juridiques, cycle B, 1968

Brevet ENA, Section sciences juridiques, cycle A, 1975

Diplôme ENM (France), École de la magistrature de France, Section de France étrangère, 1977

### **Fonctions occupées dans la fonction publique**

Greffier, 1968

Attaché de parquet, 1969

Juge d'instruction, Tribunal Mopti, 1977

Président du Tribunal du travail de Mopti cumulativement avec les fonctions de juge d'instruction

Juge de paix à compétence étendue Niafunké, de 1980 à 1981

Juge de paix à compétence étendue Bougouni, de 1981 à 1985

Président du Tribunal de première instance de Koulikoro, 1986

Premier substitut Procureur de la République, Bamako, 1987

Vice-Président, Tribunal de Bamako, 1989

Avocat général, Cour d'appel de Bamako, 1990

Conseiller, Cour d'appel de Bamako, 1992. Membre, Chambre civile commerciale; Président, chambre correctionnelle

Conseiller, Cour suprême, 1997

### **Langues parlées**

Songhai, bambara, peulh, français, anglais (passablement)

### **Communications faites**

*La preuve judiciaire*, 1974. « Le délit de non-paiement de dette civile et commerciale selon l'article 211 du nouveau Code pénal 1988 »

*Le fonctionnement du parquet*, 1990

*Le fonctionnement du greffe, 1992*

*Les délits de presse, 1993*

*L'exécution provisoire, 1994*

*Étude critique des décisions des hautes juridictions du Mali en matière de contentieux foncier, 1996*

*La procédure de citation directe en matière de délit de presse*

**Fonctions secondaires**

Professeur à l'École nationale d'administration, chargé de travaux dirigés en droit pénal général (1988 à 1991)

Professeur à l'Institut national de formation judiciaire, chargé des cours de : ministère public depuis 1988; droits successoraux (pour notaires), 1990; procédure pénale (pour greffiers) 1994 à 1995

## Irene Chirwa Mambilima (Zambie)

Date de naissance : 31 mars 1952

Profession : Juge de la Haute Cour de Zambie

### Éducation

- |      |  |
|------|--|
| 1976 | Licence en droit (LL. B.), avec mention, Université de Zambie                            |
| 1977 | Diplôme de troisième cycle de pratique du droit, Law Practice Institute, Lusaka (Zambie) |
| 1977 | Admise au barreau de Zambie  |
| 1996 | Maîtrise de droit (LL. M.), avec mention, Université de Londres                          |

### Carrière

- |           |  |
|-----------|--|
| 1976      | Nommée juriste stagiaire au Département de la formation de la fonction publique à Lusaka. Affectée à divers services juridiques de l'État, par exemple le Ministère des affaires juridiques, le Département de l'aide judiciaire, les services du cadastre et le Greffe principal de la Haute Cour.  |
| 1977      | Nommée Procureur, Attorney-General's Chambers, Lusaka. Exercice de l'action pénale devant la Haute Cour; appels devant la Cour suprême et la Haute Cour. Examen des registres de police et citations directes. Conseille le Gouvernement en matière civile. Engagement d'instances civiles pour le compte du Gouvernement zambien.   |
| 1978      | Promue Procureur principal adjoint. Mêmes fonctions qu'un procureur principal.   |
| 1980      | Affectée à la Section du droit et des accords internationaux au Ministère de la justice. A participé à la Commission intergouvernementale chargée de négocier le Traité instituant une zone commerciale préférentielle en Afrique orientale et australe, siégeant à Gaborone.<br><br>Représentante suppléante de la Zambie à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.  |
| 1981-1984 | Conseillère juridique des équipes gouvernementales négociant des prêts avec la Banque mondiale à Washington et la Banque africaine de développement à Abidjan. A conseillé le Gouvernement au sujet de divers accords bilatéraux avec d'autres pays, y compris des commissions mixtes permanentes en Zambie et à l'étranger. Étaient notamment concernés les pays suivants : Zimbabwe, Danemark, Suède, Finlande, Norvège, États-Unis d'Amérique, URSS, Belgique, Chine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Burundi. |
| 1981      | Bénéficie d'une bourse des Nations Unies pour les droits de l'homme à Londres; visite diverses juridictions et suit un stage de quatre semaines sur la Convention européenne des droits de   |

- l'homme à l'Institut René Cassin pour les droits de l'homme à Strasbourg.
- 1984 Nommé Directrice de l'aide judiciaire en Zambie. Administre le Département de l'aide judiciaire et supervise le fonctionnement du système d'aide juridique en Zambie : assure la gestion quotidienne du Département, octroie l'assistance judiciaire aux pauvres devant les tribunaux pénaux et engage des instances civiles pour leur compte.
- 1985 Nommée Commissaire de la Haute Cour (juge par intérim). Exerce les fonctions de juge en matière pénale et civile, en première instance et en appel, et supervise les juridictions inférieures.
- 1988 Participe à la deuxième Conférence judiciaire des pays africains membres du Commonwealth à Arusha (août 1988).
- 1989 Nommée juge à la Haute Cour. Mêmes fonctions que celles de commissaire à la Haute Cour.
- 1990 Assiste au séminaire sur les droits de l'homme de la Friedrich Neuman Foundation tenu à Strasbourg en mars 1990.
- Participe à la troisième Conférence judiciaire des États africains membres du Commonwealth tenue à Livingstone (Zambie) en avril 1990.
- 1991 Participe au programme sur les droits de l'homme organisé par la United States Information Agency et portant sur les tribunaux et les organisations de défense des droits de l'homme à Washington et à Minneapolis, Minnesota; le National Judicial College de Reno, Nevada; les tribunaux de Carson City, Nevada; le *Public Defender* et le Département de la police de Los Angeles et le Programme antidrogue à Miami, Floride (février-mars 1991).
- 1994-1995 Membre de la Commission électorale (Zambie).
- 1994 Observatrice électorale des Nations Unies au Mozambique (octobre 1994).
- 1995 A participé au séminaire sur les élections organisées par African Democracy Network à Mombasa (Kenya), sous les auspices de l'International Republic Institute (États-Unis d'Amérique) (mars 1995).
- Participe au programme d'échange judiciaire États-Unis/Afrique Robert Schukker au National Judicial College de Reno, Nevada, et auprès des juridictions supérieures du District de Columbia à Washington, pour étudier notamment le programme de règlement des différends par d'autres méthodes administré par ces juridictions.
- 1995-1996 Entreprend une maîtrise de droit (Master of Laws) à l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres. A notamment étudié le droit du développement et les droits de l'homme dans le monde en développement.
- Depuis 1996 Juge à la Haute Cour de Lusaka.

## **Dick F. Marty (Suisse)**

Date de naissance : 7 janvier 1945, Lugano – Sorengo (Tessin) (Suisse)

Occupation actuelle : Conseiller juridique  
Membre du Conseil des États (Sénat suisse)

Langues : Italien : langue maternelle  
Français : seconde langue maternelle  
Allemand : très bonnes connaissances  
Anglais : moyennes à bonnes connaissances  
Espagnol : compréhension moyenne

### **Études et formation**

1965 Maturité classique à Lugano (Suisse)  
1969 Licence en droit, mention « très bien » à l'Université de Neuchâtel (Suisse)  
1969-1972 Séjour d'étude auprès du Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht und Kriminologie de Freiburg im Breisgau (Allemagne), ainsi que cours en criminologie, médecine et psychiatrie légale auprès de l'Université de Freiburg im Breisgau  
1974 Doctorat en droit auprès de l'Université de Neuchâtel (prof. François Clerc, chaire de droit pénal)

### **Activité professionnelle**

1972-1975 Chercheur auprès du Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht und Kriminologie de Freiburg im Breisgau (Allemagne)  
1975-1978 Substitut du Procureur général (ministère public de la juridiction du Sopraceneri, Tessin, Suisse)  
1978-1989 Procureur général  
1989-1995 Conseiller d'État du canton du Tessin (membre du Gouvernement), directeur des départements des finances et des travaux publics :  
Depuis 1992 du département des finances et de l'économie  
1992-1993 Président du Conseil d'État du canton du Tessin  
Depuis 1995 Conseiller juridique et économique (activité indépendante)  
Conseiller aux États (membre du Sénat suisse) :  
2000-2001 Président de la Commission des affaires juridiques  
Membre de la Commission de politique extérieure  
Membre de la Commission des finances  
(en Suisse, le mandat parlementaire n'est pas une activité salariée à plein temps)

Depuis 1998     Député à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe  
                       Membre de la Commission des questions juridiques et de la  
                       Sous-Commission des droits de l'homme

**Autres activités, publications, distinctions**

1973             Thèse de doctorat : « Le rôle et les pouvoirs du juge suisse dans l'application des sanctions pénales », ouvrage qui a obtenu le 1er Prix de l'Association suisse pour la réforme pénitentiaire

Depuis 1970     Nombreuses publications dans le domaine du droit pénal et de la criminologie

1983-1989       Représentant permanent du Procureur général de la Confédération pour la Suisse italienne

1987             Special Award of Honour conféré par la International Narcotic Enforcement Officers Association

                      Award of Honour conféré par le United States Department of Justice avec la motivation : « *In recognition of your outstanding accomplishments exemplary service and dedication in the area of drug law* »

1988-1991       Président de la Société suisse de droit pénal, puis Membre d'honneur

Depuis 1995     Activité occasionnelle dans le cadre de tribunaux arbitraux ou de commissions administratives d'enquête

Depuis 1998     Membre de la Commission d'admission à la carrière diplomatique

                      Missions parlementaires au Rwanda, en Bolivie, à Cuba et au Guatemala

1999             Conseil de l'Europe, auteur du rapport à l'attention de l'Assemblée parlementaire concernant la Cour pénale internationale (adopté à l'unanimité)

2000             Conseil de l'Europe, auteur du rapport à l'attention de l'Assemblée parlementaire concernant l'exercice du droit à l'objection de conscience au service militaire dans les États membres du Conseil de l'Europe (doit être approuvé au mois de mai 2001)

2001             Conseil de l'Europe, chargé d'établir un rapport à soumettre à l'Assemblée parlementaire concernant la situation des droits humains dans la partie occupée de Chypre (en préparation)

                      Membre de nombreuses institutions publiques et privées sans fin de lucre



## **Jane Hamilton Mathews (Australie)**

Date de naissance : 19 décembre 1940

### **Fonctions actuelles**

Juge, Cour fédérale de l'Australie (Federal Court of Australia)

### **Études et formation professionnelle**

Licenciée en droit, Université de Sydney

Docteur en droit (mention), Université de Wollongong

Docteur en droit (mention), Université de Sidney

### **Expérience professionnelle**

1994-2001	Juge, Cour fédérale de l'Australie
1994-1999	Présidente, Tribunal administratif d'appel
1994-1999	Vice-Présidente, National Native Title Tribunal (Tribunal national des droits des autochtones)
1987-1994	Juge, Cour suprême de la Nouvelle-Galles-du-Sud (Supreme Court of New South Wales) (première femme à siéger à cette cour)
1980-1987	Juge, cour de district de la Nouvelle-Galles-du-Sud (New South Wales District Court) (première femme à siéger à cette cour)
1977-1980	Procureur de la Couronne (première femme à exercer ces fonctions)
1969-1980	Avocate (Barrister-at-Law)
1963-1969	Avocate (solicitor) auprès de la Cour suprême de la Nouvelle-Galles-du-Sud

### **Autres fonctions**

2000-	Trésorière, Association internationale des femmes juges, Washington, DC (États-Unis)
2000-	Membre du Conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Sydney
1996-	Présidente du Comité consultatif de l'Australia Ensemble, Université de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1994-1999	Membre de l'Administrative Review Council
1991-2000	Membre du Conseil, Université de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1992-1999	Vice-chancelier, Université de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1993-1995	Membre du Conseil d'administration, AIDS Trust of Australia
1989-1994	Présidente, Comité des professeurs non résidents, Faculté de droit, Université de Wollongong
1989-1994	Présidente, Arts Law Centre of Australia

1992-1994	Membre du Conseil d'administration pour l'Australie, Association internationale des femmes juges
1992-1994	Membre du Conseil d'administration du New South Wales College of Law
1985-1987	Magistrat principale, Equal Opportunity Tribunal (Tribunal chargé des affaires de discrimination) de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1984-1989	Membre à temps partiel de la Commission de réforme de la législation de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1977-1978	Conseillère auprès de la Commission royale d'enquête sur les prisons de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1974-1977	Conseillère auprès de la Commission royale sur les relations humaines
1974-1976	Conseillère élue, Barreau de la Nouvelle-Galles-du-Sud
1969-1976	Chargée de cours sur les règles de la preuve, programme d'enseignement spécial du droit, Université de Sydney
	Membre de diverses organisations professionnelles et apparentées

### **Expérience en droit pénal**

Je me suis spécialisée pendant de longues années en droit pénal à différents niveaux et à différents titres. De 1977 à 1980, j'ai été Procureur de la Couronne et je suis intervenue en cette qualité sur une large gamme d'affaires en première instance et en appel.

Par la suite, ma carrière s'est déroulée dans la magistrature assise.

De 1980 à 1987, j'ai été juge au Tribunal de première instance et j'ai passé la plupart de mon temps à présider des procès criminels avec jury couvrant une large gamme de délits.

Comme juge à la Cour suprême (1987 à 1994), j'ai continué à me spécialiser en droit pénal tant au niveau de la première instance que de l'appel. J'ai présidé régulièrement des procès avec jury pour des crimes et délits graves tels que meurtre, homicide involontaire coupable, complot et trafic de stupéfiants. J'ai aussi régulièrement siégé à la Cour d'appel criminelle de la Nouvelle-Galles-du-Sud, qui compte trois juges et qui est la plus haute instance d'appel de cet État.

Depuis ma nomination à la Cour fédérale en 1994, je n'ai pas entendu de cause en première instance, mais j'ai entendu régulièrement des appels d'affaires criminelles provenant de la Cour suprême du territoire de la capitale nationale.

Je me suis rendue deux fois en Chine (en compagnie de Sir Anthony Mason, ex-Président de la Cour suprême d'Australie) pour présenter à des juges chinois le droit pénal et la procédure pénale de l'Australie.

### **Pratique du droit international et du droit humanitaire**

J'ai acquis une vaste expérience du droit international et du droit humanitaire dans les contextes suivants :

En ma qualité de Présidente du Tribunal administratif d'appel, j'ai présidé à plusieurs affaires relevant de l'article 1F a) de la Convention sur les réfugiés, notamment pour déterminer si des crimes contre l'humanité avaient été commis. Il s'agissait des premières affaires entendues en Australie sur cette question. Elles m'ont imposé des recherches vastes et approfondies ainsi que des consultations avec des autorités internationales dans ce domaine. Mes décisions dans ces affaires n'ont jamais été contestées et constituent la principale source australienne de jurisprudence en la matière.

De 1999 à 2001, j'ai présidé un grand nombre d'affaires, tant en première instance qu'en appel, relatives à des demandes d'asile en vertu de la Convention sur les réfugiés. J'ai ainsi acquis une connaissance approfondie du droit et de la pratique en la matière.

En 2000, j'ai présenté le principal exposé d'un séminaire de membres du Tribunal d'examen des demandes d'asile (Refugee Review Tribunal) intitulé « Rendre de meilleures décisions en matière de demande d'asile ».

### **Droit des droits de l'homme**

Je me suis occupée très tôt et très activement des questions relevant des droits de l'homme. De 1985 à 1987, j'ai présidé le Tribunal de la Nouvelle-Galles-du-Sud chargé d'entendre les affaires de discrimination (Equal Opportunity Tribunal) qui a été créé par la loi néo-galloise relative à la lutte contre la discrimination. Depuis ma nomination à la Cour fédérale, j'ai siégé dans de nombreuses affaires impliquant l'application de normes en matière de droits de l'homme. Je suis membre de longue date de la Commission internationale des juristes, où je joue un rôle actif.

**Suzanne Mengue Zomo (Cameroun)**

Date et lieu de naissance : 7 juillet 1954 à Mckondom (Dja et Lobo) (Cameroun)

Magistrat de 4e grade

**Diplômes académiques**

Maîtrise en droit

Intégrée dans la magistrature le 16 août 1982

**Poste actuel**

Conseiller à la Cour suprême

**Fonctions occupées antérieurement**

18 août 1982	Substitut du Procureur de la République près les tribunaux de Sangmelima
24 août 1984	Substitut du Procureur de la République près les tribunaux de Douala
4 septembre 1987	Conseiller à la cour d'appel de Douala
27 juillet 1989	Juge au tribunal de grande instance de Yaoundé
24 août 1990	Président du tribunal de première instance de Yaoundé
14 avril 1991	Président de la cour d'appel du Centre à Yaoundé
1er octobre 1998	Conseiller à la Cour suprême

## **Ghulam Mujaddid Mirza (Pakistan)**

Date et lieu de naissance : 1er avril 1925, Delhi

### **Études**

Éducation secondaire à la Central Model High School de Lahore. Diplômé du Government College de Lahore (1944). Diplômé en droit, Punjab University Law College (1947/48)

### **Expérience professionnelle**

Devenu membre du barreau en 1948

Engagé comme avocat en 1950. Études complémentaires en Angleterre (1954)

Appelé à servir au barreau de Lincoln's Inn en 1959. Retour au Pakistan la même année. Engagé comme avocat à la Cour suprême en 1959

Membre du West Pakistan Election Tribunal

Engagé comme Premier avocat de la Cour suprême du Pakistan en 1966

Élu Président de la Lahore High Court Bar Association en 1972. A occupé ce poste jusqu'à sa promotion au poste de juge du tribunal de première instance de Lahore

Nommé juge du tribunal de première instance de Lahore en 1973

Nommé Président du tribunal de première instance de Lahore en 1986

Nommé juge permanent de la Cour suprême du Pakistan en 1987

Président par intérim du tribunal de première instance de Lahore en 1987-1988

A pris sa retraite en 1990

Premier commissaire pour les questions de transparence, Pakistan, 1996-1999

### **Conférences internationales**

Chef de la délégation pakistanaise à deux conférences internationales – l'une à Bangkok, l'autre à Singapour – du Comité consultatif juridique africain

Conférence internationale sur les règles d'arbitrage et de médiation relatives aux institutions, au Siège de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à Genève, le 20 janvier 1995

Programme de formation à la médiation dans les différends sur la propriété intellectuelle organisé par le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI, Genève, 28 et 29 mai 1986

Journées d'études sur l'arbitrage organisées par le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI, Genève, 15 et 16 novembre 1996

Étude d'un cas modèle traité selon le nouveau règlement d'arbitrage de l'ICC (1988), projet de l'ICC Institute of International Business Law and Practice, Paris, 27-31 octobre 1997

Formation au Système mondial d'arbitrage commercial international, Paris, 18-22 septembre 2000

## **Ahmad Aref Moallem (Liban)**

Date et lieu de naissance : 1934 à Chehim

### **Études**

Licence en droit français : faculté de droit St Joseph

Licence en droit libanais : faculté de droit St Joseph

Diplôme d'études supérieures en droit public : faculté de droit à l'Université libanaise

### **Expérience professionnelle**

1959-1961	Juge unique civil Jdaidet El-matin
1962-1971	Avocat général à la cour militaire
1972-1980	Juge unique civil à Beyrouth
1981-1990	Président de la cour d'appel de Beyrouth (chambre pénale)
1990-1995	Premier Président de la cour d'appel au Liban sud
Actuellement	Président de la cour de cassation (chambre pénale)
Depuis 1995	Membre au Conseil de la justice
Depuis 1996	Membre à la Cour suprême

## **Mphanza Patrick Mvunga (Zambie)**

Date de naissance : 1er avril 1946

### **Études**

Licence en droit (LL. B.), avec mention (Zambie); 1970, maîtrise de droit (LL. M.), Harvard, 1971; doctorat (Ph. D.), Londres, 1978

Admis au barreau comme avocat près la Haute Cour de Zambie en 1973

### **Expérience professionnelle**

Avocat, cabinet Mvunga Associates, depuis 1991

Membre du Parlement, député de Kasenengwa de 1991 à 1996

Consultant hors classe, Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI) : a participé d'avril à octobre 1987 aux activités initiales ayant abouti à la création de l'Institut et à la planification de ses activités futures

Solicitor General (Procureur général) de Zambie de 1987 à 1991; numéro deux dans la hiérarchie des conseillers juridiques du Gouvernement

Vice-Président (à temps partiel) du Tribunal des relations industrielles de 1984 à 1987. Il s'agit de la juridiction compétente pour connaître de tous les litiges industriels.

Directeur par intérim du Ministère public, d'octobre 1984 à mars 1985; responsable des poursuites pénales

Directeur de la Commission de développement du droit de Zambie, 1981; responsable à ce titre de la réforme législative et de la révision de la législation zambienne

Conseiller juridique à temps partiel de l'Université de Zambie, 1978-1981

Doyen en exercice, faculté de droit, Université de Zambie (en l'absence du doyen titulaire, de 1978 à 1980)

Professeur associé de droit, Université de Zambie, 1980

### **Participation à des commissions, comités et autres organes**

Membre de la Commission de révision de la Constitution, 1995-1996

Membre du Conseil de l'Université de Zambie, de 1992 à 1995

Président de la Commission d'enquête constitutionnelle, de novembre 1990 à avril 1991. La Commission a été créée pour transformer la Zambie, État à parti unique, en une démocratie multipartite.

Membre de la Commission d'enquête foncière de la Province du sud, 1980. Commission constituée pour statuer sur les droits fonciers des exploitants traditionnels par rapport aux exploitations commerciales

Membre du Comité de la prévention du crime et de lutte contre la délinquance (ONU), 1983-1986

Membre du Comité spécial des réformes législatives constitué en juin 1973 par K. D. Kaunda, alors Président de la Zambie

Secrétaire, Comité du développement du droit de la Law Association of Zambia, 1977-1978

Boursier de l'AFGRAD et du Centre juridique international, New York, 1970-1971

Boursier de l'Academy of American and International Law, Dallas, Texas (États-Unis d'Amérique)

Membre de l'Union internationale de sciences anthropologiques et ethnologiques, Commission du droit populaire et du pluralisme juridique (Pays-Bas)

Membre, Law Association of Zambia

Membre, Commonwealth Lawyers Association

### **Publications et travaux de recherche**

The Commercial Laws of Zambia, dans *Digest of the Commercial Laws of the World*, (Oceana Publications, États-Unis d'Amérique)

*The Colonial Foundation of Zambia's Land Tenure System*, (NECZAM, Lusaka, 1980)

*Land Law and Policy in Zambia*, (Mambo Press, Zimbabwe, 1982)

A call for Reforms in the Law of Succession, ZANGO, No 54/5, Université de Zambie, août 1978

### **Documents présentés dans le cadre de séminaires ou de journées d'études**

« Contempt of Court and Freedom of Expression : where to draw the line », document présenté lors d'un séminaire réunissant des juges et autres magistrats du Malawi et de la Zambie, tenu le 19 février 1997 à Siavonga (Zambie)

« Parliamentary Democracy: Some implications for the Emerging Nations », document présenté dans le cadre d'un atelier organisé par la South African Foundation for Public Management en juillet 1995 au Cap (Afrique du Sud)

A participé à une table ronde de chefs de gouvernement des pays africains membres du Commonwealth sur le thème « Democracy and Good Governance in Africa » tenue à Gaborone (Botswana), du 23 au 27 février 1997

« The Background to the Intestate Succession and Wills and Administration of Testate Estate Acts 1989 », document établi à l'intention d'un atelier organisé par le Ministère zambien des affaires juridiques au centre de conférence Mulungushi du 4 au 8 mai 1994 sur le thème : « Re-Examining the Laws relating to Succession »

Principal conseil dans le cadre du procès pour trahison de 1998-1999

### **Grandes affaires plaidées devant la Haute Cour ou la Cour suprême de Zambie comme avocat de la défense**

Option zéro : publications séditieuses et liberté d'expression

Black Maamba : procès pour trahison, 1996



Loi relative à l'ordre public : restrictions apportées en 1996 à la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion

Élections présidentielles : 1996/97, éligibilité de candidats à la présidence et irrégularités du processus électoral

Procès pour trahison : 1998-1999

## **Rafael Nieto-Navia (Colombie)**

Date et lieu de naissance : le 5 février 1938 à Bogota. Marié, quatre enfants.

Juge de la Chambre d'appel des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda (depuis novembre 1997).

Membre et Président du Tribunal international argentino-chilien d'arbitrage pour le tracé de la frontière entre la borne 62 et le mont Fitz-Roy (1991-1995).

Juge (1982-1994) et Président (1987-1989 et 1993-1994) de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Membre du groupe national colombien de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1988).

Membre de la Commission consultative des relations extérieures de Colombie (1982-1986).

Juge de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice de Colombie (1980-1984).

### **Formation universitaire**

Université Javeriana (Bogota) : docteur en sciences juridiques et économiques (1962).

Université des Andes (et Académie de droit international de La Haye) : droit international (1969).

Université Javeriana (Bogota) : droit des affaires (1971).

Université de Buenos Aires (et Académie de droit international de La Haye) : droit international (1972) (boursier).

Fundação Getulio Vargas (Organisation des États américains, Commission juridique interaméricaine) (Rio de Janeiro) : droit international (1974).

### **Fonctions académiques**

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Javeriana (1962-1997).

Professeur dans divers établissements : Université Santo Tomás (Bogota) (1996); Institut de droit international et de diplomatie de l'Université Jorge Tadeo Lozano (Bogota), (1974-1976); Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario (Bogota) (cours de droit international) (1975); Université Nueva Granada (Bogota) (1979-1981); Universidad Sergio Arboleda (Bogota) (1986-1990); faculté des sciences politiques de l'Université Javeriana (1985-1991).

### **Autres fonctions académiques**

Professeur de droit des affaires au Colegio de Estudios Superiores de Administración (Bogota) (1977-1997).

Orateur ou professeur invité dans diverses institutions : Centre d'études colombiennes, Institut des études internationales du Ministère des relations extérieures de Co-

lombie, École supérieure de guerre de Colombie, Université extérieure de Colombie, Aspen Institute for Humanistic Studies, Institut interaméricain des droits de l'homme (San José), cours OEA-CIJ de droit international (Rio de Janeiro), Institut international des droits de l'homme René Cassin (Strasbourg), Université nationale de Córdoba (Argentine), Université du Texas (Tyler), Université Lomas de Zamora (Buenos Aires), Conseil de l'Europe (Strasbourg), Université ibéro-américaine (Mexico), Pontifical Universidad de Salamanca (Espagne), Institute of International Public Law (Thessalonique), Instituto colombiano de Administración.

### **Autres fonctions**

Membre de la Commission du Gouvernement colombien qui a préparé le quatrième Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (1962).

Membre de la Première Sous-Commission pour l'étude des problèmes concordataires de la Conférence épiscopale de Colombie (1972-1973).

Représentant de la Colombie au deuxième Congrès latino-américain de l'épargne (Guatemala, 1966).

Directeur de la section de politique internationale (1968-1971) et Codirecteur de la section de politique (1971-1982) de la *Revista Javeriana*.

Ex-Président du Centre d'études colombiennes et Directeur de la *Revista CEC* (1982-1984).

Membre de la Commission des affaires juridiques et constitutionnelles, qui a rédigé un projet de réforme de la Constitution (1984-1985).

Membre du Conseil consultatif du Centre interaméricain d'instruction et de promotion électorales (San José, Costa Rica) depuis 1984 et de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica) de 1983 à 1995.

Vice-Président de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica) (mai 1992-juin 1994).

Représentant de la Colombie en tant qu'Ambassadeur extraordinaire à la neuvième Conférence au sommet des pays non alignés (1989).

Représentant de la Colombie en tant qu'Ambassadeur extraordinaire à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi qu'au Conseil de sécurité (1989).

Membre de la Cour interaméricaine représentant la Colombie à l'Organisation des États américains lors de ses sessions ordinaires de 1985 à 1994.

Membre du Comité d'honneur pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Institut international des droits de l'homme.

### **Publications**

*La Doctrina de Monroe, Presencia Histórica* (Tesis), Bogota, 1962

*El Pensamiento Político del Libertador* (éditeur), Bogota, 1983.

*El bien común*, publication de l'Instituto Juan Pablo II, Bogota 1989.

*Derecho Internacional Público* – Lecturas (Selección de Rafael Nieto Navia), Universidad Javeriana, Bogota (1990).

*La Corte Interamericana de Derechos Humanos : su Jurisprudencia como Mecanismo de Avance en la Protección de los Derechos humanos y sus Limitaciones*, IIDH, Serie para ONG. No 2, San José, Costa Rica 1991.

*Introducción al Sistema Interamericano de Protección a los Derechos Humanos*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Temis, éd., San José – Bogota (2e éd. – 1993).

*Estudios sobre Derecho Internacional Público*. Universidad Javeriana, Bogota, 1993.

*La Corte y el Sistema Interamericano de Derechos Humanos* (éditeur), Corte IDH (San José, 1994).

### **Autres publications**

« La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *XI Curso de Derecho Internacional* (OEA, Washington, 1984).

« La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *Revista HDH*, San José (janvier-juin 1985).

« La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos sobre la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados » dans *Derechos Humanos en las Américas, Libro Homenaje a la Memoria de Carlos A. Dunshee de Abranches* (OEA [éd.] Washington, 1985).

« La Constitución colombiana y los Tratados internacionales » dans OEA, *Anuario Jurídico Interamericano*, 1985.

« El Golfo y San Andrés » dans *Revista Credencial*, (Bogota, novembre 1987).

« Comentarios al Discurso del Papa en la Casa de Nariño » dans *Hacia la Civilización del Amor*, Instituto de Estudios Sociales Juan Pablo II y Centro de Estudios Colombianos (editores), Bogota, 1987.

« La Subjetividad internacional de la Iglesia católica a la luz del Derecho internacional vigente » en *Matrimonio, Educación y Paz en Colombia*, Secretariado Permanente del Episcopado Colombiano Sección de Universidades, Editorial Andes, Bogota (1988).

« Derechos Humanos ... pero también deberes » dans *Ciencia Política No 11*, Bogota (deuxième trimestre 1988).

« La Democracia como Marco del sistema interamericano de Derechos humanos » dans *Revista IIDH*, número spécial, San José (mai 1989).

« Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *La Convención Interamericana de Derechos Humanos, Cuadernos de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales*, segunda serie, No 9, (Montevideo 1989).

« Los intrínsecos de la Constituyente » dans *Revista Credencial*, Bogota, novembre 1990.

« La actualidad de intermediación en el Negocio de Seguros » dans *Fasecolda, Memorias de la segunda Convención Nacional de Seguros*, 3-5 octubre 1990, Cartagena (Bogota, 1989).

« Democracia y Derechos humanos » dans *Papel Político* No 11, (Bogota, décembre 1990).

« Democracia y Bien Común como Marco para los Derechos humanos » dans *Revista IIDH*, No 12, San José (juillet-novembre 1990).

« Derechos humanos en la Constitución colombiana de 1991 » dans *Constitución y libertad*, (DHIAC, Mexico 1991).

« Los Títulos Valores según el Derecho incorporado y la Ley de Circulación » dans *Bolsa de Bogotá* (ed.) Títulos Valor (juin 1991).

« Concordato y Constitución », *Revista Futuro Colombiano*, (avril-juin 1993, Bogotá).

« Los Casos contra Honduras en la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *84/86 Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional* (Brasília).

« Comentarios sobre las Libertades y algunos Derechos Humanos contemplados en la nueva Constitución Colombiana » dans Juan Carlos Castro Lorie (éditeur), *Homenaje al Profesor Eduardo Ortiz Ortiz* (Colegio Santo Tomás de Aquino, Universidad Autónoma de Centroamérica, San José, 1994).

« La Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans Rodolfo Cerdas Cruz y Rafael Nieto Loaiza (éditeurs), *Estudios Básicos de Derechos Humanos I*, IIDH-Commission de l'Union européenne (San José, 1994).

« Las Medidas Provisionales en la Corte Interamericana de Derechos Humanos: Teoría y Praxis » dans R. Nieto (éditeur) *La Corte y el Sistema Interamericanos de Derechos Humanos* (San José, 1994).

« Prólogo » dans Mario Alejandro Quintero y Federico Andrés Torres (éditeurs), *Colombia y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos*, Universidad Externado de Colombia-Cipe, Bogotá 1994.

« La Función judicial internacional » dans *Revista IDH* (San José, janvier-juin 1994).

« Aplicación por la Corte Interamericana de Derechos Humanos de las Normas de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados sobre Interpretación en Diversos Idiomas » dans *The Modern World of Human Rights, Essays in Honour of Thomas Buergenthal* (IIDH, San José, 1996).

« Un problema puntual de la Constitución colombiana: Los Derechos a la Igualdad y a la Propiedad y la Expropiación sin Indemnización » dans *Amicorum Liber Héctor Gros Espiell, Personne Humaine et droit international*, vol. I, (Bruylant, Bruxelles, 1997).

« Jurisprudencia en Materia de Delimitación Marítima », dans *Liber Amicorum In Memoriam of Judge José María Ruda*. (Kluwer, Netherlands, 2000).

#### **Monographies publiées dans *Revista Universitas* [faculté de droit de l'Université Javeriana (Bogotá)]**

Población y Territorio de Colombia en Comparación con los demás Países del Mundo No 17, décembre 1959.

Evaluación de la Alianza para el Progreso, No 22, juillet 1962.

De la socialización en la Alianza para el Progreso y otras Observaciones, No 24, juin 1963.

Observaciones sobre el Problema Chino-soviético, No 25, novembre 1963.

- El Reconocimiento de los Gobiernos de Hecho, No 27, novembre 1964.
- Del Derecho internacional aéreo al ultraaéreo, No 31, novembre 1966.
- La Concepción soviética del Derecho internacional, No 33, novembre 1967.
- Acuerdo de Integración Subregional del Grupo Andino, su Caracterización y algunos Aspectos jurídicos y estructurales, No 38, juin 1970.
- De la Nulidad de los Tratados por Violación del Derecho interno de los Estados en la Convención de Viena de 1969, No 43, novembre 1972.
- Las reservas a los Tratados multilaterales en la Convención de Viena de 1969, No 46, juin 1974.
- La Subjetividad internacional de la Iglesia católica, No 49, novembre 1975.
- El Derecho imperativo (*jus cogens*) a la Luz de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados de 1969, No 52, juin 1977.
- Apuntes para un Estudio sobre *El Libro Blanco de Nicaragua sobre el Archipiélago de San Andrés y Providencia*, No 61, décembre 1981.
- Análisis histórico, jurídico y político del Conflicto de las Malvinas, No 63, novembre 1982.
- El Sistema interamericano de Derechos humanos, No 65, novembre 1983.
- La Política internacional colombiana, No 66, mai 1984.
- La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, No 67, novembre 1984 (Repr. *Revista IIDH*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, Costa Rica, No 1, janvier-juin 1985).
- Soberanía en la órbita geoestacionaria? Una Propuesta alternativa, No 69, novembre 1985.
- La Constitución colombiana y los Tratados internacionales, No 71, novembre 1986.
- La Ley, la Justicia y la Guerra en Santo Tomás de Aquino, No 73, novembre 1987.
- Realidad de los Derechos humanos en América Latina, No 75, novembre 1988.
- Derecho Natural y de Gentes en la Escolástica tardía española, No 78, juin 1990.
- Democracia, Elecciones y Derechos humanos, No 81, novembre 1991 (Repr. dans *Constitución y Libertad* (DHIAC, Mexico, 1991) et dans *VI Boletín Electoral Latinoamericano*, IIDH-CAPEL, juillet-décembre 1991).
- Teólogos y Filósofos salmantinos y los Derechos humanos de los Naturales, No 82, juin 1992 (Repr. *Revista IIDH*, San José, No 15, janvier-juin 1992).
- Aplicación por la Corte Interamericana de Derechos Humanos de las Normas de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados relativas a la interpretación de Convenios en diversos Idiomas, No 88, juin 1995.
- Los Estados de Excepción y la Constitución colombiana de 1991, No 91, décembre 1996.

En outre, ont été publiés dans la *Revista Javeriana* (Bogota) et dans la *Revista del Centro de Estudios Colombianos* (Bogota) de nombreux exposés et monographies parus entre 1960 et 1990.

**Activités extraprofessionnelles**

Academia de Historia de Bogotá (membre de l'Académie).

American Society of International Law.

Centro de Estudios Colombianos.

Colegio de Abogados Javerianos.

International Law Association (section colombienne).

Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional.

Sociedad Colombiana de Derecho Internacional.

**Distinctions honorifiques**

Grande croix de l'ordre de San Carlos (Ministère des relations extérieures de Colombie).

Ordre Francisco de Miranda (République du Venezuela).

Commandeur de l'ordre de San Silvestre Papa (Saint-Siège).

Chevalier, ordre de l'Université Javeriana (Bogota).

## **Léopold Ntahompagaze (Burundi)**

Date et lieu de naissance : 20 juin 1959, Gishubi (Gitega, Burundi).

### **Profession**

Cadre politique à la Première Vice-Présidence de la République.

### **Études**

1967-1975	École primaire de Gishubi. Certificat national.
1975-1982	Collège Notre Dame de Gitega. Certificat des humanités générales.
1982-1987	Université du Burundi. Licence en droit.

### **Séminaires et stages internationaux**

Octobre 1995	Séminaire sur les droits de l'homme : Belgique, France, Luxembourg. Certificats.
Juillet 1996	Stage à l'Institut international des droits de l'homme : Strasbourg. Certificat.
Décembre 2000	Participation à la Conférence de signature de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenue à Palerme (Italie)
Février 2001	Séminaire sous-régional de sensibilisation et d'information sur la Cour pénale internationale, à Yaoundé.

### **Fonctions exercées**

1987-1988	Substitut du Procureur de la République en mairie de Bujumbura.
1988-1991	Procureur de la République à Muramvya.
1991-1996	Juge à la cour d'appel de Bujumbura.
1993-1996	Président de la cour d'appel de Bujumbura.
1995-1996	Président de la chambre criminelle et de la cour d'appel de Bujumbura.
1996-1998	Juge à la cour administrative de Bujumbura.
1998-1999	Conseiller politique et diplomatique à la Première Vice-Présidence de la République.
1999 à ce jour	Conseiller principal chargé des questions juridiques et administratives à la Première Vice-Présidence de la République.
Octobre-décembre 2000	Chef de Cabinet par intérim du Premier Vice-Président de la République



**Activités extraprofessionnelles**

Membre de la Commission nationale électorale pour les élections présidentielles et législatives de juin, 1993.

Professeur de droit à temps partiel à l'École nationale de police, 1992.

Membre du Conseil supérieur de la magistrature, 1993.

Membre du Conseil de discipline de la police, 1993.

Professeur de droit à temps partiel à l'Institut supérieur de commerce, de 1993 à 1996.

Formateur des candidats-magistrats des juridictions inférieures, 1992.

Délégué du Gouvernement aux négociations interburundaises de paix d'Arusha, 1999 et 2000.

## André Ntahomvukiye (Burundi)

Date de naissance : 3 juillet 1960.

### Études et stages

- |                       |  |
|-----------------------|--|
| 1977-1980             | De la troisième à la première (section Lettres modernes) au Collège Notre-Dame de Gitega.                    |
| 1980-1985             | De la première candidature à la troisième licence en droit à la faculté de droit de l'Université du Burundi. |
| Octobre-novembre 1991 | Stage à l'Institut Forhom sur le contrôle de gestion dans les entreprises de développement, Paris.           |

### Diplômes et certificats

Certificat de fin du cycle inférieur des humanités.

Diplôme des humanités complètes (section Lettres modernes).

Certificat homologué des humanités.

Diplôme de bachelier en droit.

Diplôme de licence en droit.

Certificat de fin de stage sur le contrôle de gestion dans les entreprises de développement délivré par l'Institut Forhom de Paris.

### Fonctions déjà exercées

- |                             |  |
|-----------------------------|--|
| Février 1986-octobre 1986   | Greffier au Tribunal de grande instance de Bujumbura.  |
| Octobre 1986-février 1987   | Juge au Tribunal de province de Bururi.  |
| Février 1987-décembre 1987  | Procureur de la République à Ruyigi.   |
| Décembre 1987-août 1988     | Juge-Président du tribunal de grande instance à Rutana.  |
| Août 1988-octobre 1989      | Juge-Président du tribunal de grande instance à Muramvya.  |
| Octobre 1989-octobre 1992   | Chef du Service administration et gestion au Projet cultures villageoises en haute altitude, en position de détachement. |
| Novembre 1992-août 1993     | Conseiller près la Cour administrative de Bujumbura.   |
| Août 1993-février 1996      | Juge-Président du tribunal de grande instance en mairie de Bujumbura.  |
| Février 1996-février 1997   | Substitut général près la cour d'appel de Bujumbura.   |
| Février 1997-septembre 1999 | Substitut général près la Cour suprême du Burundi.   |
| Septembre 1999 à ce jour    | Conseiller à la Cour suprême du Burundi.   |

Du 1er au 12 décembre 1999, séminaire sur la diffusion du droit positif en milieu rural tenu à Monrondava à Madagascar.

Office du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi : formation des juges des tribunaux de résidence. Cours dispensés : Administration des juridictions et Déontologie des magistrats, 1996-1997-1998.

Participation au séminaire organisé par Avocats sans frontières. Communication dispensée : « Les pouvoirs du juge dans la conduite d'audience », Bujumbura, 26 et 27 février 2001.

## **Cesar Pereira Burgos (Panama)**

Date et lieu de naissance : 23 septembre 1929, à Panama.

### **Études**

Institut national de Panama. Baccalauréat (Lettres) avec mention, 1948.

Université de Rome (Italie), doctorat en droit avec félicitations du jury, 1953.

### **Expérience professionnelle**

Professeur titulaire de la chaire de droit romain à la faculté de droit de l'Université de Panama, de 1957 à 1965.

Professeur titulaire de la chaire de droit du travail à la faculté de droit de l'Université de Panama, de 1960 à 1965.

Professeur titulaire de législation sociale à l'École du service social de l'Université de Panama, de 1959 à 1965.

Avocat de la Caisse de sécurité sociale, de 1956 à 1960.

Membre suppléant du Conseil national des relations extérieures, de 1957 à 1963.

Ambassadeur de Panama en Suisse, de 1965 à 1968.

Législateur pour la province de Herrera, de 1980 à 1984, pour le parti libéral.

Candidat aux fonctions de législateur du parti Arnulfista en 1984 pour la province de Herrera.

Ambassadeur de Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York, de 1991 à 1992.

Ministre du développement agricole, de 1992 à 1994.

Membre du Comité consultatif du parti Arnulfista, de 1994 à 1999.

Président de la Commission des affaires extérieures du parti Arnulfista, de 1994 à 1999.

Magistrat à la Cour suprême (pour un mandat allant de 2000 à 2010).

Président de la deuxième chambre pénale, 2000.

### **Missions officielles**

Délégué au Congrès ibéroaméricain de droit administratif à Buenos Aires (Argentine), 1959.

Membre de la délégation à l'investiture du Président du Venezuela, Rómulo Betancourt, 1958.

Membre de la délégation législative à l'investiture du Président du Costa Rica, Luis Alberto Monge, 1982.

Membre de la délégation panaméenne au Sommet ibéroaméricain de La Havane, 1999.

Membre de la délégation panaméenne aux négociations commerciales entre le Panama et les États-Unis depuis 1990.

Chef de la délégation panaméenne à la Conférence continentale des ministres de l'agriculture à Santiago du Chili, 1993.

Chef de la délégation panaméenne à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome, 1994.

Membre de la délégation panaméenne au Sommet ibéroaméricain-Union européenne, Athènes, 1993.

Chef de la délégation panaméenne aux négociations du Cycle d'Uruguay à Montevideo, 1994.

Représentant de la Cour suprême à la réunion sur la Cour pénale internationale, Madrid, 2000.

### **Connaissances linguistiques**

Anglais, espagnol, français, italien.

### **Publications**

*Cours de droit du travail*, 1962.

*Cours de droit romain*, 1960.

« Los accidentes de Trabajo en la Legislación Laboral » (Les accidents du travail dans la législation du travail), *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Panama*, 1960.

« La huelga bananera de 1960 » (La grève bananière de 1960), *Revue Tareas*, 1961.

« El sindicalismo en Panama » (Le syndicalisme au Panama), *Revue Combate* (Caracas, 1961).

« La responsabilidad penal de menores » (La responsabilité pénale des mineurs), *Revue de l'ordre des avocats de Caracas* (1960).

Chroniqueur permanent du journal *La Prensa* jusqu'au 31 décembre 1999.

## **Mauro Politi (Italie)**

Date et lieu de naissance : 13 septembre 1944 à Fabrica di Roma (Italie)

Langues : anglais et français parlés et écrits (couramment)

Études : diplôme de droit, Université de Florence (1966)

### **Activités universitaires**

Chargé de cours de droit à l'École des sciences politiques, Université de Cagliari (1976-1979)

Chargé de cours de droit international public, faculté de droit, Université d'Urbino (1979-1983)

Maître de conférences en droit international, faculté de droit, Université d'Urbino (1983-1986)

Maître de conférences en droit international, faculté de droit, Université de Tarente (1986-1990)

Professeur titulaire de droit international, faculté de droit, Université de Tarente (depuis 1990)

### **Activités judiciaires**

Juge (au civil et au pénal) du Tribunal d'Oristano (1972)

Substitut du Procureur devant le Tribunal pour jeunes de Milan (1972-1975)

Juge (au civil et au pénal) du Tribunal de Milan (1975-1983)

En fin de carrière de magistrat (1983), juge à la cour d'appel

### **Activités diplomatiques**

Membre de la délégation italienne à la Conférence d'élaboration de la convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et de la convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique (Vienne, 1986)

Membre de la délégation italienne aux négociations entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire sur le Protocole commun d'application de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires et de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (Vienne, 1988)

Membre de la délégation italienne aux négociations relatives à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Genève/Luxembourg/Bâle, 1988-1989)

Membre de la délégation italienne au Groupe de travail de l'AIEA sur la responsabilité nucléaire et au Comité permanent sur la responsabilité des dommages nucléaires (Vienne, 1989-1991)

Membre du groupe de juristes chargé par le Gouvernement italien de rédiger le document introductif du Forum de Sienne sur le droit international de l'environnement, organisé par le Sommet du Groupe des sept pays les plus industrialisés (1990)

Membre de la délégation italienne au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (New York, 1992)

Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (1992-2000)

Représentant de l'Italie à la Réunion de Vancouver sur le Statut du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (1993)

Vice-Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1994)

Membre de la délégation de l'Italie au Conseil de sécurité (1995-1996)

Membre de la délégation italienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 1998); à cette occasion, coordonnateur des délibérations sur le thème « Les enfants dans les conflits armés »

Président de la Sixième Commission (juridique) à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (2000-2001)

### **Recherches, contributions scientifiques à l'étranger**

Université Columbia, School of International Affairs, projet de recherche sur les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1968)

Faculté de droit de l'Université Yale, projet de recherche sur la non-prolifération nucléaire (1980-1981)

Rapporteur à « Nuclear Inter Jura 87 », organisé par l'Association internationale du droit nucléaire (Anvers, 1987)

Rapporteur aux « Travaux des XIIIes Journées d'études juridiques Jean Dabin » organisés par le Département de droit international de l'Université de Louvain (Louvain, 1988)

Rapporteur au Colloque « Science et droit » organisé par le Ministère français de la recherche et de la technologie (Paris, 1991)

Membre d'une tribune sur la réforme du Conseil de sécurité organisée par l'Université de Georgia (Athens) (Georgia, États-Unis, 1996)

Rapporteur au Séminaire annuel de droit international humanitaire organisé par le CICR et la faculté de droit de la New York University (New York, 1997)

Rapporteur à la Conférence régionale sur la Cour pénale internationale organisée par « No Peace Without Justice » et le Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay (Montevideo, 1997)

Participation au séminaire organisé par le Ministère des affaires étrangères de la France sur la question de l'accès des victimes à la Cour pénale internationale (Paris, 1999)

### **Publications principales**

« Foro della reciprocità e principii costituzionali in tema di giurisdizione ». *Rivista di diritto internazionale*, 1969, p. 258 à 288.

« L'immunità giurisdizionale dei rappresentanti degli Stati presso la FAO ». *Rivista di diritto internazionale*, 1970, p. 526 à 550.

« Responsabilità da fatto illecito nella Convenzione sullo Statuto delle forze armate della NATO ». *Rivista di diritto internazionale*, 1973, p. 45 à 85.

« Giurisdizione penale sul personale della NATO a problemi di costituzionalità ». *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1974, p. 470 à 486.

Note a commento di varie sentenze di giudici di merito e della Corte di Cassazione. *Italian Yearbook of International Law*, 1977, p. 279 à 282 et 1978 à 1979, p. 149 à 161.

« Funzioni consolari e rapporti tra ordinamenti. Diritto internazionale e legge locale nell'attività del console italiano », Milan; Gluffrè, 1978, p. 1 à 181.

« Miniere d'uranio nelle Alpi Marittime, inquinamento transfrontaliero e tutela internazionale dell'ambiente ». *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1981, p. 541 à 599.

« Esportazioni nucleari e politiche di non proliferazione ». *Legislazione economica*, 1980 à 1981, p. 806 à 821.

« La Convenzione dell'Aja del 1965 sulle notificazioni civili all'estero e le notifiche a cura dei consoli italiani ». *Rivista di diritto internazionale*, 1983, p. 375 à 383.

« Diritto internazionale e non proliferazione nucleare ». Padua: Cadam, 1984, p. 1 à 301.

« Safeguards against Nuclear Proliferation: The Need for Greater Effectiveness ». *The Italian Yearbook of International Law*, 1985, p. 85 à 95.

« Assistenza giudiziaria internazionale ». *Digesto*, IV ed., vol. I, 1987, p. 455 à 472.

« I danni da inquinamento nella normativa internazionale: realtà e prospettive ». *Diritto e pratica nell'assicurazione*. Atti del Convegno « Il danno ambientale: regolamentazione, prevenzione e sicurezza », Milan, 30 novembre 1987, p. 79 à 92.

« Incidenti nucleari e responsabilità civile: verso un simultaneo ampliamento della sfera di applicazione delle convenzioni internazionali vigenti? ». *Rivista giuridica dell'ambiente*, 1988, 2, p. 209 à 235.

« International and Civil Liability for Nuclear Damage: Some Recent Developments of State Practice ». *La réparation des dommages catastrophiques. Les risques technologiques majeurs en droit international et en droit communautaire*. Travaux des XIIIes Journées d'études juridiques Jean Dabin, Université de Louvain, Bruxelles, Bruylant, 1990, p. 319 à 337.

« Basi militari straniere e giurisdizione italiana ». *Le basi militari della NATO e di paesi esteri in Italia*, Camera dei deputati, 1990, p. 67 à 97.

« Energia nel diritto comunitario ». *Digesto*, IV ed., vol. VI, 1991, p. 3 à 23.

« The Impact of the Chernobyl Accident on the States' Perception of International Responsibility for Nuclear Damage ». Francioni-Scovazzi (ed.), *International Responsibility for Environmental Harm*, Londres: Graham & Trotman, 1991, p. 473 à 490.



« La disciplina giuridica della tutela dell'ambiente nei rapporti di vicinato tra Italia e Francia ». *I rapporti di vicinato tra Italia e Francia*, a cura di A. De Guttry e N. Ronzitti, Padua: Cedam, 1994, p. 227 à 239.

« Tutela dell'ambiente e sviluppo sostenibile: profili e prospettive di evoluzione del diritto internazionale alla luce della Conferenza di Rio de Janeiro ». *Scritti in memoria di Giuseppe Barile*, Padua: Cedam, 1995, p. 447 à 580.

« The Establishment of an International Criminal Court at a Crossroads: Issues and Prospects After the First Session of the Preparatory Committee ». *The International Criminal Court: Observations and Issues before the 1997-1998 Preparatory Committee; and Administrative and Financial Implications, Nouvelles Études Pénales*, 1997, p. 115 à 157.

« Il diritto umanitario alla svolta della Conferenza di Roma sulla istituzione di una Corte penale internazionale: un auspicio ed un impegno dell'Italia ». *Cooperazione fra Stati e giustizia penale internazionale, Società italiana di diritto internazionale III Convegno*, Sienne, 12-13 juin 1998, Naples, Editoriale Scientifica, 1999, p. 37 à 61.

« Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale: le point de vue d'un négociateur ». *Revue générale de droit international public*, 1999, 4, p. 817 à 850.

« The Rome Statute of the ICC: Rays of Light and Some Shadows », en Politi y Nesi (eds.), *The Rome Statute of the International Criminal Court, A Challenge to Impunity (Proceedings of the Trento Meeting on "The Rome Statute of the International Criminal Court: A Challenge to Impunity"*, Trento, 13-15 mai 1999), Ashgate Publishing, Aldershot, 2001, p. 7 à 16.

« Elements of crimes ». *Commentary of the Statute of the International Criminal Court* (A. Cassese, P. Gaeta eds.), 2001 (à paraître).

**Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar)**

Date et lieu de naissance : 13 novembre 1950 à Antananarivo

**Fonction actuelle**

Conseiller à la Cour suprême.

Titulaire du poste de président de chambre à la Cour suprême.

**Scolarité**

1971 Baccalauréat, Série philosophie.

1975 Licence en droit privé (cycle de quatre ans).

Diplôme de l'Institut d'études judiciaires.

**Autres certificats**

1999 Certificat en informatique bureautique.

1999 Certificat de l'United States Defense Institute of International Legal Studies, sur les opérations de maintien de la paix (Legal Aspects of Peace Operations).

2000 Certificat du Service de coopération technique international de police sur la lutte contre les drogues et toxicomanies.

2000 Certificat de participation à la formation de formateurs de magistrats.

2001 Certificat de participation sur les droits de l'homme (HCNU).

**Distinctions honorifiques**

Chevalier de l'Ordre national.

**Carrière professionnelle**

1976 Substitut du Procureur de la République de Diégo-Suarez.

1978 Juge et juge d'instruction à la section du Tribunal d'Ambositra.

1981 Juge et juge d'instruction au Tribunal de première instance d'Antsirabe.

1985 Conseiller à la cour d'appel d'Antananarivo.

1991 jusqu'à ce jour Conseiller à la Cour suprême; membre élu par l'Assemblée nationale à la formation de contrôle de la Cour suprême, magistrat inspecteur des tribunaux de première instance et des trois cours d'appel.

**Autres activités**

1985-1986 Chargée des travaux dirigés en droit civil : 1re année et 2e année à l'Université de Madagascar.

- 1992 Membre expert du Comité de rédaction de la Constitution malgache.
- 1993 à 1996 Membre du bureau du Syndicat des magistrats de Madagascar en tant que conseiller.
- 1997 Membre de l'Équipe sur l'humanisation de la détention préventive (2 497 détenus préventifs sur plus de 3 000 détenus préventifs de plus de cinq ans ont été jugés).
- 1999-2001 Membre du groupe des droits de l'homme.

### **Séminaires et colloques**

- 1995 Séminaire sur les femmes juristes.
- 1995 Atelier sur les droits de la défense, rôles des avocats.
- 1995 Stratégie de la « Valorisation de la fonction de juger ».
- 1999 Formation sur le droit et gestion :  
 – Formation sur l'inspection des juridictions.  
 – Formation sur la Chambre de cassation de la Cour suprême et la technique de cassation.
- 2000 Lutte contre la corruption (conférencière) :  
 – Les droits de l'homme et le christianisme (conférencière).  
 – Formation sur les droits des réfugiés (Haut Commissariat des Nations Unies).

### **Connaissances en langues**

Français, anglais courant.

## **Ralph Riachy (Liban)**

Date de naissance : 7 décembre 1948

Langues : anglais, français courant

### **Formation**

Diplôme de droit obtenu en 1971 à l'Université St-Joseph de Beyrouth.

Diplôme de juge obtenu en 1975 à l'Institut des hautes études juridiques de Beyrouth.

Certificat de droit comparé (1973-1974).

### **Carrière**

Avocat inscrit au barreau de Beyrouth (1971-1973).

Conseiller au Département des affaires juridiques du Ministère de la justice du Liban.

Président du Tribunal de commerce de Beyrouth.

Président de la Chambre d'appel du Mont-Liban.

Membre du Conseil de l'amnistie.

### **Fonctions actuelles**

Président de la Chambre pénale de la Cour de cassation depuis décembre 1995.

Membre du Conseil judiciaire.

Membre du Conseil supérieur de la justice.

Membre de l'Assemblée générale de la Cour suprême.

Membre de la Haute Cour.

Membre du Conseil de discipline de la magistrature.

Président de l'Association des anciens élèves de la faculté de droit de l'Université St-Joseph.

### **Activités universitaires**

Professeur à l'Institut des hautes études juridiques.

Professeur à la faculté de droit de l'Université de Kaslik.

Professeur à l'Université St-Joseph.

Participe aux congrès juridiques et internationaux.

### **Publications**

Articles parus dans plusieurs revues juridiques libanaises sur des questions de droit civil, de droit commercial et de droit pénal.

Auteur d'un ouvrage concernant le système du « Grand Jury ».

## Ingo Risch (Allemagne)

Date et lieu de naissance : 7 novembre 1946, à Elmshorn, Schleswig-Holstein (Allemagne)

### Expérience professionnelle

Depuis 1975	Juge doyen (de droit pénal).
Depuis 2000 :	Juge international, MINUK, nommé par l'ONU; a prêté serment devant le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kouchner, à Pristina (Kosovo).  Siège au Tribunal du district de Prizren et dans d'autres tribunaux ainsi qu'à la Cour suprême du Kosovo.  Remplit les fonctions de président, de juge auxiliaire ou de juge d'instruction dans différentes affaires de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de crimes contre des minorités ethniques, de criminalité organisée, etc.
1996-2000	Directeur du Landgericht de Duisbourg, Président de la Section pénale de la Cour d'appel, responsable du personnel judiciaire de huit tribunaux municipaux.
1992-1996	Juge de tutelle à Düsseldorf.
1986-1991	Juge au tribunal provincial et municipal de Duisbourg, affaires pénales, en particulier homicides.
1983-1985	Chef de département au Ministère fédéral de la justice à Bonn, responsable du ministère public de la République fédérale d'Allemagne pour les affaires de terrorisme et d'espionnage.
1978-1983	Juge à Duisbourg et Oberhausen, tribunal municipal, différentes sections.
1978-1977	Procureur à Duisbourg, chargé des poursuites engagées contre des adultes et des mineurs.
1975-1976	Juge stagiaire à Duisbourg et Duisbourg-Ruhrort, tribunal municipal et provincial.
1975	Second examen d'État en droit auprès du Ministère de la justice à Düsseldorf, Rhénanie du Nord-Westphalie.
1972-1975	Juriste stagiaire (Referendar) à Duisbourg et Opladen (conseil de comté).
1972	Premier examen d'État auprès du tribunal régional de haute instance d'Hamm.
1967-1972	Études de droit à l'Université de la Ruhr (Bochum).

**Autres activités professionnelles**

Depuis 2000	A participé à de nombreuses conférences, tables rondes et réunions organisées par l'OSCE, le Conseil de l'Europe et l'Institut judiciaire du Kosovo dans le domaine du droit international (crimes de guerre, etc.).
2000	A participé à la conférence sur les questions de droit pénal en Europe qui s'est tenue à l'Académie fédérale des juges allemands de Wustrau à Berlin et a donné des conférences à cette occasion.
1991-1992	Conseiller expert auprès du Parlement d'État (Landtag) de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Thuringe pour les questions de droit policier notamment.
1980-1990	Professeur à l'Institut d'administration publique (Fachhochschule für öffentliche Verwaltung), chargé d'enseigner le droit pénal, les procédures légales, le droit constitutionnel et international aux policiers et à d'autres fonctionnaires.

**Connaissances linguistiques**

Allemand (langue maternelle).

Anglais : courant (écrit et parlé).

Rudiments de français, d'italien et de néerlandais.

## **Robert Roth (Suisse)**

Date et lieu de naissance : 18 septembre 1952, Genève.

### **Diplômes, formation**

Licence en droit, faculté de droit, Université de Genève, 1974.

Diplôme d'études juridiques supérieures en droit public, faculté de droit, Université de Genève, 1977.

Thèse « La prison pénitentiaire de Genève (1825-1862) », présentée à la faculté de droit, Université de Genève, mars 1980, reçue avec mention très bien.

### **Expérience professionnelle**

1980-1983	Secrétaire-juriste du Conseil administratif de la ville de Genève.
1983-1987	Chef de travaux à la faculté de droit, Université de Genève.
1987	Professeur ordinaire à la faculté de droit, Université de Genève.
1992	Juge à la Cour de cassation pénale du canton de Genève.
1995	Vice-Président de la Cour de cassation pénale.

### **Activités universitaires**

#### *Enseignement*

Introduction au droit, droit pénal général et spécial, procédure pénale, droit pénal international et entraide internationale en matière pénale, droit des sanctions et philosophie du droit à la faculté de droit de Genève (enseignement semestriel de droit pénal international et entraide internationale en matière pénale) depuis 1995.

Enseignement de droit pénal international (en anglais) dans le cadre du Duke-Geneva Institute in Transnational Law, 1997 et 2000.

Enseignement sur les rapports entre droit européen et droit pénal dans le cadre du diplôme d'études approfondies (DEA) de droit européen et droit international économique des universités de Lausanne et Genève.

#### *Recherche*

Direction et rédaction de recherches sur mandat pour le Conseil de l'Europe et le Conseil fédéral ou l'Office fédéral de la justice, en particulier sur la responsabilité pénale de la personne morale (1996) et la protection de la victime dans la procédure pénale (1977).

Séjour sabbatique à Rome en 1995-1996, consacré à l'étude de la nouvelle procédure pénale italienne, en tant que point de rencontre entre tradition inquisitoire et mise en oeuvre de principes accusatoires « purs ».

#### *Activités de direction*

Directeur du Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives depuis 1988.

Président de la Section de droit public de la faculté de droit (1997 à 2001).

## **Autres activités scientifiques**

### **Principales publications**

#### *Livres*

*Pratiques pénitentiaires et théorie sociale. L'exemple de la prison de Genève (1825-1862)*, Genève-Paris, Droz, 1981 (Prix de l'Association suisse pour la réforme pénitentiaire, 1981; mention du jury du prix Gabriel-Tarde, 1981).

*Le droit pénal face au risque et à l'accident individuels*, Lausanne, Payot, Collection juridique romande, 1987.

*La grâce, institution entre tradition et changements*, en collaboration avec Claudine Lucco-Denereaz, Noëlle Languin et Christian Nils Robert, Collection juridique romande, Lausanne, Payot, 1987.

*Regards sur Bentham et l'utilitarisme*, publié par Kevin Mulligan et Robert Roth, Genève, Droz, 1993.

*Le libéralisme genevois, du Code civil aux Constitutions (1804-1842)*, publié par Alfred Dufour, Robert Roth et François Walter, collection Droit et histoire, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1994.

*La libération conditionnelle : risque ou chance?*, en collaboration avec Noëlle Languin, Miranda Liniger, Brigitte Monti, Massimo Sardi et François Strasser, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1994.

*Kommentar zum Bundesgesetz über die Börsen und den Effektenhandel*, en collaboration avec Gérard Hertig, Christian Meier-Schatz, Urs P. Roth, Dieter Zobl, Zürich, Schulthess 2000 (éditeur et auteur du commentaire sur les articles 38 et 40 à 44 de la loi sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières).

#### *Articles, contributions à des ouvrages collectifs (sélection parmi les publications récentes)*

Territorialité et extraterritorialité en droit pénal international. *Revue pénale suisse*, 1994, CXII, 1, p. 1 à 25.

Le « nouveau procès pénal italien » et son évolution : un système accusatoire à la recherche de son équilibre. *Revue pénale suisse* 1996, CIXIV, 2, p. 148 à 175.

Une Communauté sans droit pénal : éléments d'analyse dans une perspective suisse. Dans : *La justice pénale et l'Europe*, Travaux des XIVe Journées d'études juridiques Jean Dabin, Bruxelles, Bruylant, 1996, p. 231 à 238.

Nouvelle procédure pénale italienne : l'esprit de système et l'esprit du système. Dans : *Procédure pénale. Droit pénal international. Entraide pénale. Études en l'honneur de Dominique Poncet*, Genève, Georg, 1997, p. 11 à 124.

Responsabilité pénale de l'entreprise : modèles de réflexion. *Revue pénale suisse*, 1997, p. 345 à 381.

Éditorial et Rédacteur invité. Dans : *Aide aux victimes : regards pluridisciplinaires, Cahiers médico-sociaux*, 1997, 41, Nos 3 et 4.

Articles : Mesures de sûreté. Peines restrictives de droit. Prison. Sanctions pénales. Dans : *Dictionnaire suisse de politique sociale*, Lausanne, Réalités sociales, 1998.



L'entraide internationale, moteur de l'évolution du droit pénal? Dans : *Politique, police, justice au bord du futur, Mélanges Lode van Outrive*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 143 à 151 (en collaboration avec Maria Luisa Cesoni).

La participation du condamné à l'exécution de sa sanction : nouveau contrat social ou mercantilisation du droit? Dans : *Pacte, convention, contrat, Mélanges Bruno Schmidlin*, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1998, p. 359 à 378.

Protection procédurale de la victime et du témoin : enjeux et perspectives. *Revue pénale suisse*, 1998, p. 384 à 403.

La répression des violations du droit international humanitaire en Suisse. Dans : *Répression nationale des violations du droit international humanitaire (systèmes romano-germaniques)*, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1998, p. 184 à 201 (en collaboration avec Marc Henzelin).

Recherches sur le crime et la justice en Suisse; quelques thèmes dominants. Dans : *Crime justice en Europe depuis 1990* (L. van Outrive et Ph. Robert, éd.), Paris, L'Harmattan, 1999, p. 309 à 334 (avec Daniel Fink et Karl-Ludwig Kunz).

#### À paraître

Commentaire (en anglais) des articles 81 à 83 du Statut de Rome. Dans : *Commentary of the Rome Statute for the Establishment of an ICC* (A. Cassese, éd.), Oxford University Press, 2001.

Droit pénal transnational : un droit pénal sans État et sans territoire? Dans : *Le droit saisi par la mondialisation*, Bruxelles, Bruylant, 2001.

Libres propos sur la subsidiarité du droit pénal. Dans : *Mélanges Charles-Albert Morand*, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 2001.

Rapport général sur la responsabilité pénale des personnes morales. Dans : *Travaux des Journées 1999 de l'Association Henri-Capitant*, Paris 2001.

#### Autres activités

Participations régulières à des colloques et conférences. En 2001 :

Organisation du colloque « L'internationalisation du droit pénal », Genève, 16-17 mars 2001.

Exposé sur les aspects de droit pénal international lors du colloque sur la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et préjudiciaires en matière pénale, organisé par l'Université libre de Bruxelles et le Ministère belge de la justice, Bruxelles, 29-30 mars 2001.

Rapporteur sur l'Allemagne et la Suisse, dans le cadre du séminaire organisé par la Chaire internationale de recherche Blaise Pascal « Vers un droit pénal commun en matière de crimes internationaux », Paris, 2-4 juillet 2001.

Corapporteur sur le thème « Coopération en matière pénale entre la Suisse et les organes et États membres de l'Union européenne », dans le cadre de l'Assemblée constitutive de l'Association suisse pour le droit pénal international et européen, Bâle, 4-5 octobre 2001.

Rédacteur en langue française de la *Revue pénale suisse* depuis 1997.

Membre de diverses associations scientifiques, y compris de leurs comités.

**Langues**

Allemand, anglais et italien : très bonnes connaissances passives et bonne maîtrise active.

## **Zacharie Rwamaza (Burundi)**

Date et lieu de naissance : 11 avril 1959, Mugenda, Cankuzo (Burundi).

### **Études**

Juillet 1985            Obtention du diplôme de licence en droit.

De 1980 à 1984    Université du Burundi, faculté de droit.

### **Fonctions principales exercées**

Du 4 septembre 1997 à ce jour    Chef de cabinet du Ministre de la justice et Garde des sceaux.

De 1996 à 1997                      Vice-Président à la cour d'appel de Bujumbura

De 1993 à 1995                      Président de la cour d'appel de Gitega

De 1987 à 1993                      Président du tribunal de grande instance à Ruyigi

De 1986 à 1987                      Juge, puis Président du tribunal de province à Bururi

### **Activités spécifiques réalisées sur le plan judiciaire et juridique**

A successivement occupé les postes de juge, puis de président du tribunal de province, président du tribunal de grande instance, vice-président puis président de la cour d'appel (à Gitega et Bujumbura : les deux principales villes du pays), pendant environ 12 ans de janvier 1986 à septembre 1997 :

A rendu des jugements et arrêts dans des matières très variées liées notamment aux litiges fonciers, aux affaires civiles, commerciales et sociales, ainsi qu'en matière répressive;

A dirigé les travaux des chambres criminelles instituées auprès des cours d'appel de Bujumbura et de Gitega;

A participé à plusieurs séminaires et conférences sur le système judiciaire burundais;

A fait partie des commissions de réflexion chargées des réformes juridiques ou de la réorganisation de certains services judiciaires :

La réorganisation du Ministère de la justice, du Département du notariat et des titres fonciers, du Département du contentieux, etc.;

A fait partie des commissions nationales et provinciales dans des domaines très variés, dont la Commission électorale provinciale qu'il a présidée à l'occasion des élections de 1993.

### *Sur le plan strictement pénal*

De 1993 à 1997, en tant que Président de la cour d'appel de Gitega, puis de Vice-Président de la cour d'appel de Bujumbura, a dirigé les travaux des chambres criminelles pour juger les auteurs présumés des massacres interethniques commis à grande échelle depuis octobre 1993.

A pendant la même période régulièrement présidé les audiences publiques contre les membres présumés de la rébellion armée dont les actions de déstabilisation se sont renforcées surtout depuis 1995.

A dans la même période instruit et jugé au premier degré des prévenus jouissant d'un privilège de juridiction.

A participé en 1998 à l'élaboration du projet de loi portant procédures de poursuites et de mise en jugement des personnes coupables de crimes de génocide ou de crimes contre l'humanité (ce projet n'est pas encore adopté).

A, au cours de l'année 1999, participé à l'élaboration du nouveau Code de procédure pénale pour offrir aux procès répressifs toutes les garanties telles que prônées par les instruments juridiques internationaux en matière de droits de l'homme.

A participé en 1998 à l'élaboration du texte actuel régissant l'organisation et la compétence des chambres pénales spécialisées (en matière de lutte contre les malversations économiques et financières).

Depuis 1997, en ma qualité de Secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature, qui est un organe suprême présidé par le Président de la République lui-même, en matière de décisions importantes dans le domaine juridique et judiciaire, j'ai participé à l'examen des recours en grâce introduits devant ledit conseil par des condamnés à mort.

#### *Activités spécifiques en tant que Chef de cabinet*

A assumé l'intérim du Ministre de la justice et Garde des sceaux à l'occasion de ses missions à l'étranger, de ses vacances ou pour toute autre cause d'empêchement.

A assuré la coordination des activités de l'Administration centrale et celles des institutions judiciaires placées sous la tutelle du Ministère de la justice.

A contribué à la mise sur pied de certaines réformes dans l'arsenal juridique burundais, dans des matières très variées : Code de procédure pénale pour intégrer dans la législation nationale certaines normes découlant des instruments juridiques internationaux en matière de protection des droits de l'homme; loi sur l'adoption internationale; statuts des magistrats; statut des agents de l'ordre judiciaire; statut de la police judiciaire des parquets; Code de la nationalité; etc.

A analysé et réservé des avis juridiques motivés aux dossiers judiciaires soumis au Ministre de la justice dans le cadre de la procédure en révision contre les jugements et arrêts coulés en force de chose jugée.

A analysé et réservé des avis juridiques pertinents aux différends où la responsabilité de l'État du Burundi est alléguée, devant les instances judiciaires internationales, tels la Cour internationale de Justice de La Haye ainsi que le Centre international pour le règlement des différends en matière d'investissements (CIRDI), basé à Washington.

Secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature qui est un organe présidé par le Président de la République et investi des pouvoirs exorbitants en matière judiciaire.

Dans le cadre du COMESA, a participé à deux réunions du Comité juridique (mai 1999 et avril 2000) respectivement à Nairobi et à Lusaka pour tenter d'harmoniser les législations nationales des États membres sur la base de certaines questions de droit international et autres questions connexes, telles que les mécanismes de contrôle de l'immigration, la procédure requise pour l'obtention d'un permis de travail et un permis de séjour et de citoyenneté le cas échéant, les mécanismes juridiques relatifs au rapatriement ou à l'expulsion d'immigrants, etc.

Dans le cadre du stage effectué à Paris (novembre-décembre 2000) sur « Les libertés publiques et la sécurité intérieure », a approfondi certains cours tels que les différentes étapes d'évolution des législations occidentales et les différentes conventions européennes en matière de protection des droits des étrangers.

### **Activités réalisées en qualité de Chef de cabinet dans le cadre des droits de l'homme**

*Conjointement avec l'Office du Haut Commissaire pour les droits de l'homme au Burundi*

Descentes sur le terrain pour enquêter sur les cas signalés en rapport avec la violation des droits de l'homme au Burundi.

Organisation de plusieurs séminaires sur les droits de l'homme à l'intention des magistrats à tous les niveaux, des officiers de police judiciaire et du personnel pénitentiaire. D'autres séminaires seront prochainement organisés et un programme annuel sera incessamment arrêté à cet effet dans le cadre du projet du PNUD intitulé « Appui à la promotion de la bonne gouvernance ».

Organisation en marge des sessions des chambres criminelles, des ateliers de réflexion sur le programme d'assistance judiciaire et les droits de l'homme.

Élaboration du code de procédure pénale qui s'inspire largement de certains principes et normes consacrés par les instruments juridiques internationaux en matière de droits de l'homme.

Échanges réguliers d'informations avec la Mission d'observation des droits de l'homme à travers la structure dénommée « Entité de liaison ».

*En collaboration avec les ligues et autres associations qui s'occupent de la défense des droits de l'homme ou du droit humanitaire*

Ligue Iteka et Association Agir-Dufatanye : organisation du transport des témoins et parties civiles dans les dossiers liés à la crise burundaise chaque fois que les sessions des chambres criminelles sont organisées. Ceci pour permettre aux chambres criminelles de juger rapidement les prévenus poursuivis devant elles.

Association « Avocats sans frontières » : initiation d'un programme de concertation et un cadre d'échanges sur toutes les questions liées à la conduite des procès ainsi qu'à l'assistance des prévenus devant les chambres criminelles.

Comité international de la Croix-Rouge : A initié et renforcé un partenariat en matière d'amélioration des conditions de vie des prisonniers dans les différents établissements pénitentiaires du Burundi.

Sur le plan humanitaire, de 1987 à 1993, alors Président du tribunal de grande instance à Ruyigi, a fait partie de toutes les commissions ad hoc chargées de

l'accueil, de l'installation et de la réinsertion des réfugiés de retour de la République-Unie de Tanzanie, lequel retour était soit volontaire soit consécutif aux opérations de refoulement par les autorités tanzaniennes.

A pris part à des missions en République-Unie de Tanzanie, dans le district de Kibondo précisément, pour négocier avec la partie tanzanienne les conditions de traitement des réfugiés burundais.

Actuellement, Président de la Commission de concertation sur le programme d'assistance judiciaire, qui est composée des représentants des magistrats, du barreau national et de l'Office du Haut Commissaire pour les droits de l'homme au Burundi. L'objectif de ce programme consiste à promouvoir la défense de tous les prévenus devant les instances judiciaires à tous les stades de procédure.

### **Missions officielles et stages effectués à l'étranger**

Réunion des experts dans le cadre de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) pour préparer le sommet des chefs d'État à Libreville, du 20 au 25 janvier 1998.

Mission à Helsinki pour explorer les domaines de coopération avec le Burundi, du 22 mai au 4 juin 1998.

Réunions du Comité des experts et du Comité intergouvernemental dans le cadre du COMESA pour préparer le sommet des chefs d'État à Nairobi, du 13 au 25 mai 1999.

Cinquième réunion du Comité juridique du COMESA qui s'est déroulée les 4 et 5 avril 2000 à Lusaka.

Stage dans le cadre de l'IIAP sur « Les libertés publiques et la sécurité intérieure », organisé à Paris du 27 novembre au 17 décembre 1999.

Stage à Rome organisé par l'Institut international de droit du développement du 1er octobre au 8 décembre 2000 sur le « Cours pratique du droit du développement ».

### **Connaissances linguistiques**

Kirundi (langue nationale), français, anglais, swahili.

### **Sourahata Baboucarr Semega-Janneh (Gambie)**

M. Sourahata Baboucarr Semega-Janneh est né le 6 novembre 1942 à Banjul. Il a fait ses études secondaires au Methodist Boys High School. Après avoir obtenu son certificat de fin d'études secondaires, il a étudié le droit au Royaume-Uni à partir de 1961. Il est avocat auprès de l'Honorable Society of Grays Inn (Londres) et est titulaire d'un diplôme de droit décerné par l'Université Hull (Royaume-Uni).

M. Janneh a commencé sa carrière comme greffier, puis Président de la Cour suprême de Gambie au début des années 70. En 1974, il a volontairement quitté le service public pour exercer à titre privé la profession d'avocat, ce qu'il fait toujours.

M. Janneh est membre fondateur de la Commission de réforme juridique de Gambie, du Conseil médical et dentaire de Gambie et du Conseil juridique général de Gambie. Il a été Président du barreau de Gambie de 1993 à 1998. Il est également membre fondateur de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, à laquelle il a siégé pendant huit ans à partir de 1987. Il a été Vice-Président de cette commission pendant 18 mois. M. Janneh est membre de la Commission de réglementation de la Cour suprême et de la cour d'appel de Gambie.

À deux reprises, M. Janneh a fait partie d'équipes envoyées par le Commonwealth pour observer les élections, en Namibie (1989) et en Malaisie (1991). Il est membre de la section gambienne de l'Association africaine de droit international et comparé. En 1994, M. Janneh a siégé à la Commission consultative nationale et à son comité de rédaction.

M. Janneh a été Président du conseil d'administration de Kombo Beach Hotel Limited pendant 20 ans et a été membre du conseil d'administration d'autres sociétés.

En tant que juriste exerçant à titre privé, M. Janneh a représenté des banques, des compagnies d'assurance, des sociétés d'État et des sociétés commerciales privées tant nationales qu'étrangères, ainsi qu'un grand nombre de personnes privées au civil comme au pénal.

## **Tom Farquhar Shepherdson (Australie)**

Date et lieu de naissance : 11 mars 1930, Brisbane (Australie)

### **Études et qualifications professionnelles**

1948-1953	Avoué stagiaire auprès de William Hamilton Hart, Junior, Flower and Hart, Solicitors, Brisbane.
1953	Nommé Avoué près la Cour suprême du Queensland.
1957-1966	Partenaire, cabinet d'avoués Stephens and Shepherdson de Brisbane.
1958-1965	Cours du soir à l'University of Queensland.
1965	Diplôme de droit LL. B, University of Queensland.

### **Expérience professionnelle**

1966	Admis au barreau de la Cour suprême du Queensland et première expérience professionnelle.
1980	Nommé Queens Counsel.
1982	Nommé juge de la Cour suprême du Queensland. Remplit parallèlement d'autres fonctions, notamment celles de président du tribunal d'appel pour les affaires foncières et de président de la bibliothèque de la Cour suprême, chaque fois pendant plusieurs années.
10 mars 2000	Départ à la retraite en tant que juge de la Cour suprême du Queensland après avoir atteint l'âge limite.
Septembre 2000	Nommé par la Commission de justice pénale du Queensland pour enquêter sur une affaire de fraude électorale. Son rapport devrait être publié sous peu.

### **Expérience judiciaire et du droit pénal**

En tant que juge de la Cour suprême, j'ai siégé lors de toutes sortes de procès, notamment au pénal, au civil, en appel, en référé et en tournée.

En 1991, suite à la promulgation de la loi sur la Cour suprême (qui a scindé la Cour en deux, d'un côté la cour d'appel et de l'autre la division de première instance), je suis devenu membre de la division de première instance et, en cette qualité, ai eu l'occasion d'occuper les fonctions de président lors de procès au pénal et au civil, en tournée et en référé.

En tant que juge de première instance, j'ai siégé lors du procès de personnes inculpées en vertu du Code criminel du Queensland (notamment pour meurtre, homicide, tentative de meurtre et viol), du *Drugs Misuse Act* of Queensland et du *Customs Act* de 1901. J'ai souvent eu à statuer sur des demandes de mise en liberté sous caution avant et après le procès.

Au début des années 1990, j'ai pendant trois ou quatre ans rempli les fonctions de juge chargé de la liste pénale, à savoir la liste des affaires pénales qui doivent



être jugées en première instance à Brisbane. Je devais pour cela établir régulièrement la liste des audiences auxquelles devaient assister l'accusation et la défense, fixer les dates des audiences et veiller de façon générale à ce que la liste des affaires à juger soit bien gérée.

J'ai été également appelé à siéger plusieurs fois chaque année auprès de la division d'appel de la Cour suprême. Lorsque je siégeais à la cour d'appel pénale du Queensland et (après 1991, année où elle a été créée) à la cour d'appel du Queensland, j'ai rendu des jugements dans plusieurs affaires pénales entendues en appel.

En fait, j'ai plus de 18 ans d'expérience des procès en première instance au pénal et au civil et aux autres questions qui relèvent de la juridiction de la Cour suprême (notamment en appel).

### **Autres expériences**

Membre de l'Association internationale du barreau. J'ai assisté aux conférences et séminaires organisés par l'Association à Paris, Barcelone, Cannes et Hambourg.

J'ai assisté deux fois à des séminaires organisés aux États-Unis à l'intention des juges par l'American Bar Association.

J'ai assisté à des cours du Board of Judicial Studies qui relèvent du Lord Chancellor's Office au Royaume-Uni.

**Amarjeet Singh (Singapour)**

Commissaire judiciaire en retraite de la Cour suprême de Singapour

Date et lieu de naissance : 22 février 1939, Lumut, État de Perak (Malaisie)

**Éducation**

1948-1955	St. George's Institution, Taiping (Malaisie).
1955	École Tengku Besar, Tampin (Malaisie).
1956-1957	École King Edward VII, Taiping (Malaisie).
1957-1961	Université de Malaya (Singapour). Obtient son diplôme de licencié en droit en 1961 (avec mention) (droit constitutionnel, droit administratif, droit international public, droit pénal et philosophie du droit).

**Qualifications professionnelles**

1965	Admis comme avocat au barreau de Singapour.
1965	Admis comme avocat au barreau de Malaisie.
1981	Admis comme avocat au barreau de Western Australia.

**Langues**

Anglais :	Parlé et écrit.
Punjabi :	Parlé.
Malais :	Parlé.

**Carrière**

1962-1964	Assistant et administrateur adjoint au service juridique et judiciaire, Singapour.  Chargé de cours en droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université de Malaya, Singapour.
1964-1965	Magistrate et State Coroner, Magistrates' and Criminal District Courts, Singapour.
1966-1967	Juge de district, Magistrates' and Criminal District Courts, Singapour.  En tant que magistrat des tribunaux de premier ressort de 1964 à 1967, M. Singh s'est occupé exclusivement d'instances pénales et d'instances connexes, y compris en matière d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale.
1967-1978	Collaborateur puis associé du cabinet David Marshall, Advocates and Solicitors, un important cabinet de droit pénal de Singapour.

- 1978-1991 Associé du cabinet Amarjit, Rubin and Partners, cabinet d'avocats.
- En tant qu'avocat, M. Singh a défendu de nombreux clients dans des procès pénaux, y compris en appel, devant des juridictions de tous les niveaux à Singapour et en Malaisie, notamment devant les cours d'appel et les cours martiales. Il s'est occupé d'affaires d'homicide, d'infractions sexuelles, d'infractions financières complexes, de trafic des drogues, d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale.
- M. Singh a aussi exercé les fonctions de conseil dans diverses procédures de droit constitutionnel et administratif, y compris des recours contre des arrêtés de détention préventive et des procédures d'*habeas corpus*.
- 1992-2000 Commissaire judiciaire, Cour suprême, Singapour.
- Un commissaire judiciaire est un juge de la Cour suprême de Singapour dont le mandat est renouvelable. Il exerce pleinement en premier ressort et en appel la compétence conférée à un juge présidant la Cour suprême de Singapour.
- En sa qualité de commissaire judiciaire, M. Singh a jugé des affaires civiles et des affaires pénales et a connu en appel de décisions de juridictions inférieures. En matière pénale, il a connu d'affaires d'homicide, de viols et autres agressions sexuelles graves, de trafic des drogues et d'enlèvement.
- Durant les neuf ans pendant lesquels il a exercé les fonctions de commissaire judiciaire, M. Singh a rendu 137 jugements écrits. Il s'agissait notamment d'importants jugements en matière de preuve (identification et présomptions), sur le silence d'un accusé et les déductions à sa charge pouvant en découler, sur les aveux et l'admissibilité de ceux-ci, l'évaluation des preuves indirectes dans les affaires d'homicide, certaines questions touchant la responsabilité solidaire, l'intention commune et l'association de malfaiteurs, l'utilisation des preuves médico-légales et scientifiques, l'application des principes modernes d'interprétation et les peines pouvant être prononcées contre les délinquants juvéniles pour des infractions graves.

#### **Autres activités professionnelles**

- 1979-1991 Conseiller juridique honoraire, Singapore Medical Association.
- 1985-1986 Président, Comité du droit pénal, Law Society of Singapore.
- Le Comité conseille la Law Society sur la législation pénale pendante, aux fins de représentations éventuelles par la Law Society.
- 1986-1990 Membre, Comité d'enquête, Law Society of Singapore.
- Le Comité est un organe indépendant qui détermine, à des fins disciplinaires, si *prima facie* une faute professionnelle peut être reprochée à un avocat.

- 1986-1991 Membre du Comité d'aide juridique en matière pénale, Law Society of Singapore.  
Le Comité supervise le système d'aide juridique en matière pénale de la Law Society of Singapore, qui fournit une assistance judiciaire aux accusés impécunieux dans les procès pénaux.
- 1986-1991 Consultant en matière pénale, cours supérieur de pratique du droit, Conseil de l'éducation juridique, Singapour.  
Les licenciés en droit doivent suivre ce cours pour être admis au barreau de Singapour.
- 1989-1991 Membre, Comité éditorial et des publications, Académie de droit de Singapour.  
Le Comité supervise la publication du *Journal* de l'Académie de droit de Singapour.
- 1990-1991 Membre ad hoc, Comité disciplinaire, Law Society of Singapore.  
Un comité disciplinaire procède à une enquête lorsqu'une faute professionnelle est reprochée à un avocat afin de déterminer s'il convient de prendre des mesures disciplinaires.
- 1991-1993 Membre, Groupe de travail sur les peines et les directives pour le prononcé des peines, Cour suprême, Singapour.  
Le Groupe de travail a procédé à une étude en ce qui concerne notamment l'existence de disparités dans les peines prononcées pour toutes les infractions prévues par le Code pénal de Singapour et l'étendue de ces disparités. M. Singh a été chargé d'établir le rapport du Groupe de travail.
- 1993 Participant au Colloque international Colston sur le prononcé des peines, Université de Bristol (Royaume-Uni), à l'invitation de la Colston Research Society.  
Le Colloque fait partie d'une série de colloques sur les hautes études, qui réunissait des spécialistes ayant des compétences reconnues dans le domaine en question.

### **Publications/exposés**

Exposé écrit devant la Commission parlementaire saisie du projet de loi de 1969 portant modification du Code de procédure pénale (en ce qui concerne l'abolition des procès par jury), 1969.

« Abortion and Sterilisation », allocution lors d'un colloque de l'Association médicale de Singapour, 1981.

« Sexual Offences », exposé fait lors d'un séminaire sur la médecine légale organisé par l'Association médico-légale de Singapour, 1986.

« Marital Rape », document à l'intention d'une conférence sur la violence contre les femmes organisée par l'Association for Women for Action & Research (AWARE), 1987.

« Procedure in Criminal Appeals », article publié dans le *Criminal Legal Aid Scheme News Journal*, 1987.

« Legal Aspects of Substance Abuse », article publié dans le *Journal* de l'Académie de droit de Singapour, (1989) 1 S.Ac.L.J. 36.

« Use of Advanced Technology – Ethical Issues », exposé devant le séminaire organisé par l'Association médico-légale de Singapour sur le droit, la médecine et la science dans les années 90 (Progrès de la technique), 1990.

« Review of Judicial and Legal Reforms in Criminal Procedure », exposé devant le séminaire de l'Académie de droit de Singapour, 1995.

Consultant éditorial, *Butterworths' Annotated Statutes of Singapore*, volume 3, *Criminal Procedure*, 1997 (642 p.).

**Ayla Songör (Turquie)**

Date de naissance : 22 juin 1959.

**Formation universitaire**

Faculté de droit de l'Université d'Ankara.

Langues étrangères : anglais.

**Expérience professionnelle**

Depuis 2000      Procureur général à la Cour suprême d'Ankara.

1992-2000      Juge à la Cour suprême.

1988-1992      Juge au tribunal de Zile.

1984-1988      Juge à Erzincan.

## **Albertus Henricus Joannes Swart (Pays-Bas)**

Date et lieu de naissance : 9 mars 1941, Heerhugowaard (Pays-Bas).

### **Études**

1959-1964 Cours de droit, Université de Nijmegen (Pays-Bas).

1964-1965 Cours de droit, Université de Poitiers (France).

### **Langues**

Parle couramment anglais, français et allemand; possède des notions de base d'espagnol.

### **Fonctions actuelles**

Depuis 1996 Juge à la Division pénale de la Cour d'appel d'Amsterdam.

Depuis 1996 Professeur de droit international pénal (chaire Van Hamel) à l'Université d'Amsterdam.

Depuis 1994 Membre de l'Académie royale des arts et des sciences des Pays-Bas.

Depuis 1999 Membre du Conseil de direction de l'Association internationale de droit pénal.

### **Fonctions antérieures**

1965-1972 Chargé de cours de droit pénal à l'Université d'Amsterdam.

1972-1980 Professeur adjoint de droit pénal à l'Université d'Amsterdam.

1980-1996 Professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'Université d'Utrecht.

1988-1996 Juge à temps partiel à la Cour d'appel d'Arnhem.

1992-1997 Membre du Comité sur l'extradition et les droits de l'homme de l'Association de droit international.

1999 Président de la quatrième section du XVIe Congrès international de l'Association internationale de droit pénal (Budapest).

Depuis 1991 Membre de divers comités conseillant le Gouvernement néerlandais (en ce qui concerne le projet de code sur les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité établi par la CDI, le projet de statut d'une cour criminelle internationale établi par la CDI, l'élaboration du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et l'élaboration de la législation néerlandaise pour la mise en oeuvre du Statut de Rome).

1994-1995 Participant à la Conférence de Syracuse (Italie), pour l'élaboration du projet du statut de Syracuse d'une Cour criminelle internationale.

**Conférencier invité à des événements internationaux**

Aberystwyth (Royaume-Uni), Anvers (Belgique), Brême (Allemagne), Le Cap (Afrique du Sud), Fribourg-en-Brisgau (Allemagne), Gand (Belgique), Londres (Royaume-Uni) et Lodz (Pologne).

**Publications**

Quelque 60 publications en néerlandais, dont les livres et monographies ci-dessous :

*Politiek delikt en asiel (Délits politiques et droit d'asile)* (1973), 60 pages.

*De toelating en uitzetting van vreemdelingen (L'admission et l'expulsion des étrangers)* (1978), 578 pages.

*De rechten van de mens in het uitleveringsrecht (Droits de l'homme et droit d'extradition)* (1982) 62 pages.

*Nederlands uitleveringsrecht (Le droit d'extradition aux Pays-Bas)* (1986), 601 pages.

*De berechting van internationale misdrijven (La décision en matière de crimes internationaux)* (1996), 52 pages.

Une quarantaine de publications dans d'autres langues, dont les livres suivants :

*Criminal Justice in Europe; A comparative Study* (Oxford, Clarendon Press, 1995), 404 pages (en collaboration avec Phil Fennell, Christopher Harding et Nico Jörg).

*Enforcing European Community Rules: Criminal Proceedings, Administrative Procedures and Harmonization* (Aldershot, Dartmouth Publishers, 1996), 214 pages (en collaboration avec Christopher Harding).

*International Criminal Law in the Netherlands*, Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht, Fribourg-en-Brisgau (1997), 431 pages (en collaboration avec André Klip).

*Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court* (en collaboration avec Antonio Cassese, Albin Eser, Giorgio Gaja, Philippe Kirsch et Alain Pellet), (Oxford University Press, 2001) (À paraître).



## György Szénási (Hongrie)

### Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : Budapest en 1946.

Langues : anglais, français, allemand et russe.

Bonne connaissance de l'informatique.

### Éducation

Docteur en droit de la faculté de droit de l'Université Eötvös Loránd, Budapest, 1971.

### Expérience professionnelle

1971 à ce jour	Ministère des affaires étrangères de la République de Hongrie.
1971-1974	Juriste au Département du droit international du Ministère des affaires étrangères.
1973-1974	En l'absence du chef du Département du droit international, chef par intérim de ce département.
1975-1979	Secrétaire à la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, membre et conseiller juridique de la délégation hongroise lors de diverses conférences diplomatiques et internationales en matière juridique (conférences générales de l'Organisation internationale du Travail, conférences sur le renforcement et le développement du droit humanitaire (Protocoles de Genève), troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer), etc.
1979-1985	Juriste principal puis chef adjoint du Département du droit international du Ministère des affaires étrangères, représentant de la Hongrie et chef de délégation lors de diverses conférences et négociations bilatérales et multilatérales (Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales et entre organisations internationales tenue à Vienne en 1986, réunions d'experts de la CSCE sur le règlement pacifique des différends tenues à Athènes, réunions sur les droits de l'homme tenues à Ottawa).
1986-1990	Conseiller de la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, ainsi que de la délégation hongroise à la Conférence du désarmement à Genève (spécialiste de la Convention sur les armes chimiques), Secrétaire général adjoint de la Conférence « Open Skies » tenue à Budapest en 1990.
1990-2000	Chef du Département du droit international au Ministère des affaires étrangères : Représentant de la Hongrie à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies, chef de délégation et représentant de la Hongrie à diverses réunions de la CSCE sur le règlement pacifique des dif-

férends (La Vallette, Helsinki, Genève), coagent puis agent du Gouvernement hongrois devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire concernant le *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)*, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), membre du groupe sur l'arbitrage et la conciliation de la CSCE.

1994

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire : Vice-Président (1996-1997) puis Président (1998-1999) du Comité d'experts en droit international public du Conseil de l'Europe (CAHDI), représentant de la Hongrie à la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour pénale internationale, tenue à Rome en 1998, chef de la délégation hongroise lors de la négociation de divers traités politiques fondamentaux avec la Roumanie et la Slovaquie. Chargé de renégocier les relations conventionnelles bilatérales de la Hongrie avec les ex-pays socialistes comme la Fédération de Russie, l'Ukraine, la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, etc. Principal négociateur des traités bilatéraux entre la Hongrie et la Suisse puis entre la Hongrie et la Croatie sur le règlement pacifique des différends (conciliation et arbitrage).

### Activités législatives

A contribué à l'élaboration des textes législatifs internes ci-après :

Décret-loi No 7 de 1973 sur la procédure à suivre en matière de privilèges et d'immunités diplomatiques et assimilés;

Décret-loi No 27 de 1982 sur la procédure concernant la conclusion des traités internationaux;

Projet de loi sur la procédure concernant la conclusion des traités internationaux et les amendements de la Constitution y relatifs.

### Publications récentes

« Le rôle de la Cour internationale de Justice dans le développement du droit international de l'environnement » présenté lors du colloque CIJ/UNITAR organisé pour célébrer le cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice.

Présentation de l'affaire concernant le projet Gabčíkovo-Nagymaros devant la Cour internationale de Justice à La Haye : Aspects divers de la gestion d'une affaire et expérience de la Hongrie (Recueil d'essais de conseillers juridiques des États, conseillers juridiques d'organisations internationales et praticiens du droit international établi par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1999).

## Ahmad Takieddine (Liban)

Date et lieu de naissance : 2 février 1937, à Jbaa (Liban).

### Éducation

Licence de droit de la faculté de droit de l'Université du Liban en 1965.

### Expérience professionnelle

- |            |  |
|------------|--|
| 1967       | Inscrit à l'ordre des avocats-stagiaires en droit à l'Institut d'études juridiques pendant trois ans, où il obtient un diplôme de l'Institut d'études juridiques. Inscrit à l'ordre des magistrats en tant que juge du seizième niveau.  |
| 1971       | Affecté au Ministère de la justice. Affecté à la Commission de la législation et des conseils juridiques.<br>Affecté au tribunal de première instance à Jebal Loubnan (Liban).   |
| 1973       | Détaché en vue d'assumer ses fonctions de membre devant la troisième chambre du tribunal de première instance à Beyrouth.  |
| Avril 1977 | Nommé Directeur de la Commission d'arbitrage prévue dans le décret législatif No 7 du 8 février 1977 à Al-Janoub.  |
| Mai 1977   | Nommé Directeur de la Commission d'indemnisation des bâtiments qu'occupe l'administration publique.  |
| Août 1977  | Nommé membre du Conseil d'administration de la Fondation nationale de garantie des investissements. Nommé membre de la Commission d'étude des demandes de nomination d'experts (à plusieurs reprises).   |
| 1980       | Nommé membre du Tribunal spécial chargé de la question des banques saisies.  |
| 1987       | Détaché comme Procureur général auprès de la cour d'appel du Sud-Liban.  |
| 1990       | Nommé Procureur général en titre dans la Mohafaza du Sud-Liban.  |
| 1992       | Nommé Procureur général financier auprès du Ministère public financier de la Cour de cassation. A participé au symposium sur la lutte contre les escroqueries et les contrefaçons économiques qui, organisé par les services secrets de sécurité américains, s'est tenu à Chypre en mars 1997. |
| Juin 1999  | Attaché au Ministère de la justice.  |
| Août 1999  | Nommé Avocat général auprès de la Cour de cassation. Exerce toujours ces fonctions.  |

## **Chikako Taya (Japon)**

Date de naissance : Née en 1946.

### **Études**

Université de Tokyo, 1969 (relations internationales).

Université de Tokyo, 1970 (droit).

Institut judiciaire attaché aux cours suprêmes, 1974 (formation judiciaire).

Université de Paris II, 1976.

### **Fonctions exercées**

#### **Au plan international**

Depuis 1998	Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (ONU).
1995	Membre de la mission de l'OSCE dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.
1993-1996 1987-1990	Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (ONU).
1992	Membre de la délégation japonaise à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.
Depuis 1988	Administrateur principal du navire pour la jeunesse de l'ANASE.
1983-1986	Chef de la délégation japonaise à la Conférence internationale en vue de l'élaboration d'une convention sur la protection de la couche d'ozone.
Depuis 1985	Membre de la délégation japonaise aux Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

#### **Au plan national**

Depuis 2000	Procureur au parquet de Tokyo. Chargée de l'extradition des criminels étrangers qui se sont enfuis au Japon.
1998-2000	Procureur au parquet d'Osaka. Chargée de la formation de procureurs originaires de pays d'Asie, en particulier le Cambodge et l'Indonésie.
1996-1998	Procureur au parquet de Tokyo. Chargée de planifier la restructuration des activités du parquet et de superviser tous les programmes de formation à l'intention des fonctionnaires du parquet du point de vue d'une administration efficace.

Depuis 1993	<p>Professeur à la faculté de coopération internationale (Kobe).</p> <p>Donne des conférences sur la coopération internationale au service de la promotion des droits de l'homme et de la protection de l'environnement mondial à l'Institut de hautes études en coopération internationale de l'Université de Kobe.</p>
1993-1996	<p>Procureur au parquet du district de Tokyo</p> <p>Chargée d'enquêter sur les infractions à la législation sur l'environnement, en particulier celles commises par de grandes entreprises.</p> <p>Également chargée de former les spécialistes du Ministère de la justice qui oeuvrent dans le domaine de la protection de l'air, de la mer, de la forêt, etc. contre la pollution et la dégradation.</p>
1992-1993	<p>Chef du Service de recherche de l'Institut attaché au Ministère de la justice.</p> <p>Chargée de diriger la publication du livre blanc sur la répression de la criminalité, reposant en particulier sur la coopération internationale, notamment sur l'adoption d'instruments internationaux, la conclusion d'un traité d'extradition et le fait d'ériger en infraction pénale le blanchiment des capitaux, etc.</p>
1988-1991	<p>Conseillère au Cabinet du Premier Ministre.</p> <p>Chargée de la Conférence internationale sur l'évolution de l'opinion publique dans différents pays. Elle a dirigé et supervisé la recherche sur l'opinion publique réalisée pour différents pays du monde. Elle s'est rendue dans les pays de l'ANASE comme directrice du programme de promotion de la compréhension et de l'amitié entre les jeunes des pays de l'ANASE et du Japon.</p>
1986-1988	<p>Juriste près le Bureau des affaires criminelles. Dirige et supervise les activités d'élaboration de lois sous la tutelle du Bureau des affaires pénales.</p>
1983-1986	<p>Attachée juridique auprès du Bureau pour les Nations Unies au Ministère des affaires étrangères.</p> <p>Assiste à des conférences internationales visant à élaborer une Convention sur la protection de la couche d'ozone comme chef de la délégation japonaise. Supervise les mesures d'ajustement intérieures concernant la ratification de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.</p>

**Publications**

- |      |  |
|------|--|
| 2000 | <i>Official Development Aid and Human Security</i>   |
| 1996 | <i>Macademia on an active fault</i> (Tokyo : Toshi Shuppan)  |
| 1996 | <i>Comment enquêter sur les crimes commis contre l'environnement</i> (Tachibanashobo)                                  |
| 1995 | <i>Perspectives de l'aide publique au développement au Japon</i> (Tokyo : Yuhikaku)                                    |
| 1995 | <i>L'histoire de l'aide publique au développement au Japon</i> (Tokyo : Kokusaimondai Kenkyusha)                       |
| 1995 | <i>Coopération internationale pour la diminution de la pollution</i> (Tokyo : Nihon-Hyoronsha)                         |
| 1994 | <i>Aide publique au développement pour la promotion des droits de l'homme et de l'environnement</i> (Tokyo : Yuhikaku) |
| 1989 | <i>Les aspects juridiques de la coopération internationale</i> (Tokyo : Yuhikaku)                                      |
| 1986 | <i>Observations sur la Convention sur la protection de la couche d'ozone</i> (Tokyo : Yuhikaku)                        |

## **Krister Thelin (Suède)**

Date de naissance : 8 décembre 1947.

### **Études**

Université de Lund, Suède, Juris Kandidat.

Harvard Law School, Cambridge, MA, États-Unis d'Amérique. Diplôme obtenu : Master of Laws (LL.M.) : droit des Nations Unies, droit constitutionnel comparé et procédure internationale.

### **Connaissances linguistiques**

Suédois, anglais (excellentes). Allemand, français (bonnes).

### **Associations professionnelles**

Association des juges suédois, Association suédoise pour la recherche juridique (Président de 1992 à 1998), Comité d'Helsinki (Suède), Commission internationale des juristes et Amnesty International.

### **Autres qualifications**

Carrière de juge et de fonctionnaire, y compris à des postes de haut niveau, depuis 1972. Conseiller en matière de droit humanitaire auprès du commandement militaire de la Suède méridionale (1986-1991).

### **Fonction actuelle**

Président de la cour d'appel de Scania, Malmö (en détachement), Directeur général de la Commission indépendante des médias en Bosnie-Herzégovine (voir <[www.imcbih.org](http://www.imcbih.org)>), Président de la Table ronde II (Pacte de stabilité dans les Balkans).

### **Principales qualifications**

Juge de la Haute Cour (procédure internationale), droit humanitaire et droit constitutionnel. Expérience dans les Balkans, essentiellement en Bosnie-Herzégovine, depuis 1997.

### **Expérience professionnelle**

Depuis juillet 1998	<p>Sarajevo, Commission indépendante des médias, Organe suprême de réglementation des médias en Bosnie-Herzégovine.</p> <p>Directeur général, administrateur responsable de la mise en place et du bon fonctionnement d'un organisme de réglementation des médias en Bosnie-Herzégovine à la suite des Accords de Dayton.</p>
---------------------	---

	Sarajevo, Commission indépendante des médias, organe de contrôle, Président. Règlement des différends en lieu et place des tribunaux de première instance de Bosnie-Herzégovine.
D'octobre 1991 à 1997	Suède, Ministère de la justice, Vice-Ministre de la justice (1991-1994), Président de la Commission du droit (1995-1997).
Depuis 1984	Juge d'appel associé (1984-1989), juge d'appel (1990-1997), Président de la cour d'appel depuis 1998.

**Publications**

*Code de procédure judiciaire* (coéditeur), projet relatif au droit pénal comparé, New York University School of Law, 1976. Nombreux articles et rapports sur le droit international, le droit humanitaire et le droit constitutionnel dans des revues juridiques suédoises et d'autres publications. Monographie (en cours de publication) : *Sverige som rättsstat* (La Suède et l'état de droit).



## Stefan Trechsel (Suisse)

Date et lieu de naissance : 25 juin 1937, Berne.

### Études

1956-1963	Université de Berne, faculté de droit; admis au barreau.
1964-1965	Georgetown University, Washington (DC), Institute for International and Foreign Trade Law.
1966	Docteur en droit ( <i>magna cum laude</i> ).
1972	Privatdozent.

### Expérience en matière d'administration de la justice

1968	Remplacement temporaire d'un juge d'instruction à Berne.
1971-1975	Procureur du district de Berne, remplacement du Procureur général.
1968-1977	A plaidé de 50 à 100 affaires en tant que conseil de la défense – pour la plupart dans le cadre de l'aide judiciaire – devant des tribunaux militaires; à l'occasion, juge ad hoc de tribunaux militaires.
1975-1999	Membre de la Commission européenne des droits de l'homme.
1987-1994	Vice-Président.
1995-1999	Président.
2000	Conseil dans des instances devant la Cour pénale fédérale suisse et la Cour internationale de Justice.  Auteur de nombreux avis juridiques.

### Expérience en matière législative

Zurich	Comité d'experts pour la réforme des infractions fiscales  Groupe de travail chargé de préparer la réforme du Code de procédure pénale.
Saint-Gall	Comité d'experts chargé d'élaborer des principes directeurs en vue de la réforme du Code de procédure pénale.
Suisse	Comité d'experts chargé de préparer une réforme en profondeur de la partie générale du Code pénal.  Comité d'experts chargé de préparer une réforme de la loi relative aux étrangers.
International	Expert pour la réforme de la procédure pénale en Bulgarie, en Fédération de Russie, au Kosovo et au Tadjikistan.  Expert chargé de la réforme de la loi irlandaise intitulée <i>Offences Against the State Act</i> .

**Expérience universitaire**

- 1964-1966 Chargé de recherche et chargé de recherche principal auprès du professeur Hans Schultz.
- 1967-1971 Professeur invité de droit pénal et de procédure pénale, Université de Fribourg (Suisse).
- 1975-1977
- 1977-1979 Conférencier invité aux universités de Berne, Zurich et Saint-Gall.
- 1979-1999 Professeur titulaire de droit pénal et de procédure pénale, Université de Saint-Gall.
- Depuis 1999 Professeur titulaire de droit pénal et de procédure pénale, Université de Zurich.
- 1981 Séminaire extérieur de l'Académie de La Haye tenu à Dakar.
- 1997 Institut de l'Université européenne, Florence (Italie), cours général sur les droits de l'homme.
- 1999 Professeur invité à UCLA.
- 2000 Professeur invité à l'Université de St. Louis.
- Nombreuses conférences.

**Autre expérience professionnelle**

- 1966/67 Administration du Swiss Peace Corps.
- 1975 Chargé par le Gouvernement suisse d'une enquête sur des paiements suspects au profit de la société Northrop alors que la Suisse était sur le point d'acheter des avions de combat.

**Publications**

- 1967 *Der Strafgrund der Teilnahme.*
- 1974 *Die Europäische Menschenrechtskonvention, ihr Schutz der persönlichen Freiheit und die schweizerischen Strafprozessrechte.*
- 1997 *Schweizerisches Strafgesetzbuch, Kurzkommentar*, 2e éd.
- 1998 */Noll, Schweizerisches Strafrecht, Allgemeiner Teil I*, 5e éd.
- 2000 *Inflation in the Field of Human Rights* (Nijmegen).
- En préparation *Human Rights in Criminal Proceedings* (Oxford University Press).

*Quelque 85 articles, et notamment :*

« L'établissement des preuves devant la Commission européenne des droits de l'homme » in *La présentation de la preuve et la sauvegarde des libertés individuelles*, Bruxelles, 1977

« Jurisprudência do Tribunal Europeu dos Direitos do Homem », *Revista Portuguesa de Ciência Criminal*, 4/1991 587, 2/1992 113, 249, 479.

« The Role of International Organs Controlling Human Rights in the Field of International Co-operation », in Albin Eser/Otto Lagodny (éd.), *Principles and*

*Procedures for a New Transnational Criminal Law, Documentation of an International Workshop 1991*, Fribourg 1992, p. 633.

« Liberty and Security of Person » in R. St. J. MacDonald/F. Matscher/H. Petzold (éd.), *The European System for the Protection of Human Rights*, Deventer 1993, p. 277 à 344.

« International Implementation of Human Rights in the 21st Century », *Keio Law Review* (Keio University Tokyo, Japan) 1993, p. 121 à 142 (also in Japanese).

Rapport sur « Les droits des détenus » in *Droits des personnes privées de leur liberté; égalité et non-discrimination*, septième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme, Strasbourg/Arlington (Va) 1994, p. 33 à 60.

« Preconditions for police apprehension », in *Proceedings of the I.P.P.F. Workshop at Macau, Police Apprehension and Remand Detention in the Light of Guarantees of Fundamental Rights*, Macao 1995, p. 37 à 59; également in *Palestra, Pismo Adwokatury Polskiej*, 11-12/1996, S. 81-101, « Warunki zatrzymania przez policje ».

Articles 27, 28 § 1a, 29, 30 & 31, in Petiti/Décaux/Imbert (éd.), *La Convention européenne des droits de l'homme*, p. 627 à 659/p. 681 à 698.

« La Convenzione Europea dei Diritti dell'Uomo e il Sistema Penale » in *Rivista internazionale dei diritti dell'uomo*, Estratto 2, Anno X, mai-août 1997, p. 231-245.

« Why must trials be fair? » in *Israel Law Review*, Hebrew University Faculty of Law, vol. 31, Nos 1 à 3, 1997, p. 94 à 119.

« Protection Against "Proceedings à la Kafka"? – more or less? » in *Mainly Human Rights Studies in Honour of J. J. Cremona*, Salvino Busuttil (éd.), La Valette, 1999, p. 266 à 278.

« The scope of Application of Article 6 ECHR in Criminal Matters », *Bulletin des droits de l'homme* (Luxembourg), No 8 (1998), p. 1 à 16.

« Spotlights on Article 2 ECHR, The Right to Life », in Benedek/Isak/Kicker (éd.), *Development and Developing International and European Law*, Essays in Honour of Konrad Ginther on the Occasion of his 65th Birthday, Francfort, 1999, p. 671 à 686.

« Gerechtigkeit im Fehlurteil », *ZStrR* 118 (2000) 1 ff.

« Human Rights in Russia, Minutes and findings with regard to Articles 3, 5 and 6 of the European Convention on Human Rights », *Human Rights Law Journal*, 1994, vol. 15, No 7, p. 266; et *Revue universelle des droits de l'homme*, 1994, vol. 6, Nos 9 et 10, p. 343.

## Langues

Allemand :	langue maternelle.
Français :	parlé et écrit.
Anglais :	parlé et écrit.
Italien :	parlé et écrit.
Espagnol :	parlé et écrit.
Néerlandais :	parlé et lu.
Portugais :	parlé et lu.
Russe et suédois :	connaissances très rudimentaires.

## **Christine Van den Wyngaert**

Date de naissance : 1952

Nationalité : belge

### **Degrés universitaires**

Licenciée en droit, Université de Bruxelles (1974); licenciée en criminologie, Université de Bruxelles (1975)

Docteur en droit (avec thèse), Université de Bruxelles (*maxima cum laude* – 1979)  
– thèse couronnée du prix Henri Rolin 1980

*Doctor honoris causa*, Université d'Uppsala, Suède (juin 2001)

### **Activités professionnelles**

#### **Universitaires**

Chercheur Fonds national de recherche scientifique (1974-1984). Recherche : droit pénal international

Professeur de droit à l'Université d'Anvers. Matières enseignées : droit pénal et procédure pénale belges, droit pénal international et droit pénal comparé (depuis 1985)

« Visiting Fellow » à l'Université de Cambridge (Centre for European Legal Studies (1994-1996), Research Centre for International Law (1996-1997); professeure invitée à la faculté de droit de l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud) (2001)

#### **Autres**

Juge ad hoc, Cour internationale de Justice (affaire *Congo/Belgique*) (2000)

### **Missions d'expert auprès de différents organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, notamment**

Observatrice de la Ligue des droits de l'homme au procès d'Helen Passtoors à Johannesburg en 1986

Vice-Présidente de la Commission belge de réforme de la procédure pénale (Commission Franchimont) (1991-1998)

Experte auprès de l'Association de droit international (Rapporteuse du Comité sur l'extradition et les droits de l'homme)

Experte auprès de l'Association internationale de droit pénal (Rapporteuse générale pour le quatrième thème (coopération internationale) du Congrès international sur le crime organisé, Budapest, 1999)

Experte auprès de la Direction générale XX de la Commission européenne et de l'UCLAF-OLAF, a participé à divers projets d'étude sur la fraude dans l'Union européenne (notamment la rédaction d'un Corpus Juris pour la répression de la fraude transnationale en Europe, 1993-2000)

Rapporteuse générale de l'étude « Protection pénale des intérêts financiers dans les États candidats à l'adhésion (2000-2002) » (Commission de l'Union européenne et Académie de droit européen de Trèves)

## Publications

### A. *Livres*

- The Political Offence Exception to Extradition. The Delicate Problem of Balancing the Rights of the Individual and the International Public Order, Kluwer, Deventer, 1980, 270 pages
- Strafrecht en het strafprocesrecht in hoofdlijnen, Maklu, Anvers/Apeldoorn, 1999, 1124 pages, 4e éd.
- La protection juridique des intérêts financiers des Communautés européennes (dir. de publ. avec F. Tulkens et Y. Verougstraete), Maklu 1992
- Comparative Criminal Procedure Systems in the European Community (dir. de publ. avec Gane et al.), Butterworth, 1993, 408 pages
- EG-fraudebestrijding in de praktijk (dir. de publ. avec C. Fijnaut et L. Huybrechts), Maklu 1994
- International Criminal Law and Procedure (dir. de publ. avec J. Dugard), Dartmouth, 1996, 550 pages
- Corpus juris : houdende strafbepalingen ter bescherming van de financiële belangen van de Europese Unie : portant dispositions pénales pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne (dir. de publ.), Anvers : Intersentia, 1998, 189 pages
- International Criminal Law. A Collection of International and European instruments (dir. de publ. avec Guy Stessens, Kluwer International, 2000, 1 100 pages)

### B. *Articles*

- « La Belgique et l'exception pour délits politiques en matière d'extradition: analyse critique de la pratique judiciaire et administrative », Rev. D. pén., 1979, p. 833 à 863
- « Les infractions graves aux Conventions de Genève et à leurs protocoles additionnels eu égard aux règles internationales concernant la prescription des crimes de guerre et l'extradition », Rev. D. pén. militaire D. de la guerre, 1982, p. 451 à 462
- « Coping with non-international armed conflicts: the borderline between national and international law » (con B. De Schutter), The Georgia Journal of Int. & Comp. Law, 1983, p. 279 à 290
- « Criminal law and the European Communities: defining the issues », Mich. Yb. Int. Legal Studies, 1983, p. 247 à 270
- « Guerilla and international humanitarian law; aspects of criminal law and human rights » in Guerilla and humanitarian law (Henri Dunant Series, No 7), p. 87 à 103, 1984
- « Structure et méthodes de la coopération internationale et régionale en matière pénale. Rapport belge au XIIIe Congrès de l'Association internationale de

- droit pénal, le partie », *Rev. D. pén.*, 1984, p. 517 à 546 en *Rev. int. D. pén.*, 1984, p. 97 à 118
- « The political offence exception, Defining the issues and searching for a feasible alternative », *R.B.D.I.*, 1985, p. 741 à 753
  - « The State v. H. Passtoors, The observer's report. A European perspective », *South African Journal of Human Rights*, 1986, p. 278 à 296
  - « War crimes, extradition and statutory limitations », in Bassiouni, M.C. (éd.), *International Criminal Law*, 1986, III
  - « Aviation Terrorism, Jurisdiction and its Implications », dans *Proceedings of the International Conference on Aviation Security*, La Haye, 1987, p. 136 à 153
  - « The death penalty. Military offences and international crimes », *Rev. int. D. pén.*, 1987, p. 737 à 748 et *Revue de droit pénal militaire et de droit pénal militaire et de droit de la guerre*, 1988
  - « Le droit pénal belge et la répression des délits internationaux : problèmes légaux surgissant de la mise en oeuvre des délits internationaux », *Rev. D. pén.*, 1988, p. 603 à 617
  - « The political offence exception to extradition: how to plug the terrorist's loophole », *Israel Yearbook on Human Rights*, 1989, p. 297 à 316 en *Rev. int. D. pén.*, 1991, p. 291 à 310
  - « Belgian criminal law and the suppression of international crimes: legal problems emerging from the implementation of international crimes », *Rev. int. D. pén.*, 1989
  - « Applying the European Convention on Human rights to extradition: opening Pandora's box? », *Int. & Comp. L. Q.*, 1990, p. 757 à 779
  - « Double criminality as a condition to jurisdiction » en: Jareborg, N., (éd.), *Double criminality. Studies in international criminal law*, publications de la Faculté de droit de Upsala, Iustus Förlag, 1989, p. 43 à 56
  - « Extradition et asile politique », in Chiavario, M. Gauthier, J., Stanoiu, R. en Van den Wyngaert C., *L'extradition et l'asile politique*, Bruselas, Bruylant, 1990
  - « The suppression of war crimes under Protocol I », in *Liber amicorum F. Kaishoven*, Leiden, 1991, p. 197 à 206
  - « Rethinking the law of international criminal cooperation: the restrictive function of international human rights by establishing individual-oriented bars », en *Principles and procedures for a transnational criminal law*, Max-Planck Institute for foreign and international criminal law, Eser, A. en Lagodny, O (éds), Friburgo, 1992, p. 489 à 503
  - « The structure of the draft code and the general part », en *Commentaries concerning the International Law Commission's Draft articles on the code of crimes against the peace and security of mankind*, *Nuevos estudios penales*, 1993, p. 53 à 61

- « Commentaire de la loi du 16 juin 1993 relative à la repression des infractions graves au droit international humanitaire », Rev. D. pén., 1994 (A. Andries, E. David y J. Verhaegen)
- « Mutual Legal Assistance in Criminal Matters in the European Union », en *Changes in Society, Crime and Criminal Justice in Europe*, publié sous la direction de Fijnaut et Klower, 1995, p. 137 à 179 (en collaboration avec G. Stessens)
- « The Compensation of Victims of Violent Crimes in Belgium », en *The Compensation of Victims of Violent Crime*, sous la direction de D. Greer, Institut Max Planck, Friburgo de Brisgovia, 1996, p. 67 à 96
- « Extradition and Human Rights (part II) », Association de droit international, Comité sur l'extradition des droits de l'homme, Helsinki, 1996 (en collaboration avec J. Dugard)
- « The Criminal Justice System Facing the Challenge of Organised Crime (Section IV — International Cooperation) », *Revue internationale de droit pénal*, 1997, p. 624 à 636
- « Organised Crime, Proactive Policing and International Cooperation in Criminal Matters: Who Polices the Police in a Transnational Context? » en *Undercover Policing and Accountability from an International Perspective*, Institut européen d'administration publique, 1997
- « War Crimes, Genocide and Crimes Against Humanity: Are States Taking National Prosecutions Seriously? (jurisdiction, statutory limitations and the legality principle) » en *International Criminal Law*, vol. 3, publié sous la direction de Bassiouni, M. C., Transnational publishers, 1999
- « Les modifications quant à l'information » dans la loi du 12 mars 1998 réformant la procédure pénale, Franchimont Michel (dir. de publ.), Lieja, Éditions de la Collection scientifique de la Faculté de droit de Liège, 1998, ps. 29 à 56
- « Une perspective 'eurocentrique' sur la répression de la délinquance transnationale européenne: le projet espace judiciaire européen et le corpus juris » dans « Les systèmes comparés de justice pénale : de la diversité au rapprochement » – *Comparative Criminal Justice Systems: From Diversity to Rapprochement*, Tolosa, Erès, 1998, p. 443 à 446
- « Strafklageverbrauch durch Belgische 'transactie' », *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 1998, p. 153 (note : Bundesgerichtshof, 13 mai 1997)
- « Reconciling Extradition with Human Rights », *American Journal of International Law*, 1998, p. 187 à 212 (en collaboration avec J. Dugard)
- « Lignes de force pour une réforme du droit d'extradition », en X<sup>e</sup> Colloque sur la réforme du droit de la procédure pénale (8-9 octobre 1998), Maklu, 1998, p. 171 à 231
- « Les transformations du droit international pénal en réponse au défi de la criminalité organisée », rapport général de la IV<sup>e</sup> Section du XVI<sup>e</sup> Congrès international de droit pénal, Budapest, 1999, « The Transformations of International Criminal Law as a Response to the Challenge of Organised Crime », *Revue Internationale de droit pénal*, 1999

- « The International non bis in idem Principle: Resolving some of the Unanswered Questions », *International and Comparative Law Quarterly*, 1999 (en collaboration avec G. Stessens)
- « Corpus Juris, parquet européen et juge national. Vers une chambre préliminaire européenne? » *Agon*, août 1999 et « “Corpus Juris, European Public Prosecution and National Trials for Eurocrimes: Is there a Need for a European Pre-Trial Chamber? » *Agon*, novembre 1999
- « Protection ‘PIF’ et espace judiciaire européen: bilan et perspectives à l’aube du troisième millénaire », *Agon*, décembre 1999
- « Corpus Juris, Ministerio Fiscal Europeo y juicios nacionales para eurocrimenes: ¿es necesaria una ala de Justicia Europea para la fase previa? », *Revista del Poder judicial*, 1999, p. 239 à 240
- « Non bis in idem-principle, Including the Principle of Amnesty » dans *The Rome Statute and the International Criminal Court*, publié sous la direction de Cassese (à paraître et en collaboration avec Tom Ongena)
- « Statutory limitations in the Rome Statute », dans *The Rome Statute and the International Criminal Court*, publié sous la direction de Cassese (à paraître et en collaboration avec John Dugard)



## Volodymyr Vassylenko (Ukraine)

Date et lieu de naissance : 16 janvier 1937, Kiev

### Études, qualifications universitaires et autres

1954-1959	Faculté de droit, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev
1957-1959	Section de langue anglaise, cours de langue étrangère du Ministère ukrainien de l'éducation, Kiev
1959-1961	Section de langue française, cours de langue étrangère du Ministère ukrainien de l'éducation, Kiev
1961-1964	Études universitaires supérieures et thèse de droit international public, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev. Obtention du doctorat d'université
1961-1964	Études et thèse de droit international public, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev. Obtention du doctorat d'État LL. D.
1978	Professeur, <i>doctor juris</i>
1992	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine
1995	Reçoit la distinction de « grand avocat d'Ukraine »
1997	Ordre du mérite (3e classe), décerné par le Président de l'Ukraine

### Activités professionnelles

#### *Dans le domaine du droit*

1958-1959	Formation professionnelle auprès des tribunaux des districts de Shevchenko et de Radianskiy, Kiev
-----------	---

#### *Dans d'autres domaines*

1964-1993	Chargé de cours de droit international public et de droit des organisations internationales à la faculté de droit et à l'Institut des relations internationales et du droit international de l'Université nationale Taras Shevchenko, Kiev
1972-1993	Conseiller juridique auprès du Ministère ukrainien des affaires étrangères
1991-1993	Conseiller juridique principal auprès du Parlement ukrainien (Verkhovna Rada)

#### *Autres activités professionnelles*

1972	Membre de la délégation ukrainienne à la session du Comité du fond des mers (ONU)
1986	Chef de la délégation ukrainienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales

- 1987 Représentant de l'Ukraine à la Conférence internationale pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Vice-Président de la Conférence)
- 1993-1995 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès du Royaume de Belgique, du Royaume des Pays-Bas et du Grand-Duché du Luxembourg
- Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Union européenne et du Conseil de coopération nord-atlantique
- 1995-1998 Ambassadeur chargé de mission au Ministère ukrainien des affaires étrangères
- 1998 à ce jour Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (depuis le 2 mars 1998)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès de l'Irlande (depuis le 24 septembre 1998, non résident)
- Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation maritime internationale (depuis le 29 juin 1999)

#### **Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

- 1964-1993 Chargé de cours de droit relatif aux droits de l'homme et de droit international humanitaire à la faculté de droit et à l'Institut des relations internationales et du droit international de l'Université nationale Taras Shevchenko, Kiev
- 1989 Membre du Comité de rédaction du premier congrès du Mouvement populaire démocratique d'Ukraine (Roukh) chargé de la préparation du volet droits de l'homme du programme du Roukh
- 1989-1991 Représentant de l'Ukraine auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- Chef de la délégation ukrainienne aux quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- 1990-1991 Président du Groupe des Trois créé conformément à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid
- 1991-1993 Membre de la Commission constitutionnelle du Parlement ukrainien (Verkhovna Rada), Coprésident du Groupe de travail de la Commission constitutionnelle chargée de l'élaboration du chapitre de la Constitution ukrainienne portant sur les droits et libertés des personnes et des citoyens
- 1996-1998 Représentant de l'Ukraine auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- Chef de la délégation ukrainienne aux cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission

- 1991 et 1996 Vice-Président lors des quarante-septième et cinquante-deuxième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- 1964 à ce jour Participation à de nombreux séminaires, colloques et ateliers nationaux et internationaux portant sur les droits de l'homme en particulier sur les questions relatives à l'application des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la Convention européenne sur les droits de l'homme ainsi qu'à la mise en conformité de la législation ukrainienne avec les normes du Conseil européen

#### **Activités à caractère public**

- 1989-1991 Membre du grand Conseil du Mouvement populaire démocratique d'Ukraine (Roukh)

#### **Autres activités**

- 1972-1992 Membre du Conseil universitaire de l'Institut des relations internationales et du droit international, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev
- 1985-1989 Membre du Conseil de rédaction de l'Annuaire de droit international de l'Union soviétique
- 1989-1993 Membre du Conseil de contrôle Ukrainian-American Renaissance Foundation (Fondation George Soros), Kiev
- 1995-1998 Membre du Conseil d'administration de l'Association des avocats ukrainiens
- 1994 à ce jour Membre du Congrès mondial des avocats ukrainiens
- 1998 à ce jour Membre de la British-Ukrainian Law Foundation

#### **Publications et autres travaux**

- 1971 Manuel de droit international, Codirecteur de publication et coauteur, maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev
- 1976 La responsabilité des États du fait d'infractions internationales (monographie), maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev
- 1982 Les sanctions en droit international (monographie), maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev
- 1985 Aspects juridiques de la participation de la République socialiste soviétique d'Ukraine aux relations internationales (monographie), maison d'édition Politydav, Kiev
- 1986 Mécanismes de protection de l'ordre public international (monographie), coauteur, Presses de l'Université de Brno
- 1988 Principes de base du droit international (monographie), Kiev, maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev

A publié plus de 70 articles sur le droit international public et la protection constitutionnelle des droits de l'homme.

**Connaissances linguistiques**

Langue maternelle : ukrainien

Autres langues : anglais, français, polonais, russe

## **Lal Chand Vohrah (Malaisie)**

Lieu et date de naissance : Melaka (Malaisie), 3 juin 1934

### **Diplômes universitaires et qualifications professionnelles**

Bachelor of Laws (Bristol)

Barrister-at-Law (Lincoln's Inn)

Avocat auprès la Haute Cour de Malaya

Maîtrise de droit (Cantab.)

Diplôme de droit international (Cantab.)

Docteur en droit (avec mention) (Bristol)

### **Expérience professionnelle**

Devenu magistrat en 1961, a occupé les fonctions de Magistrate, Premier greffier adjoint de la Haute Cour, Président de la Sessions Court, Conseil fédéral et Procureur général adjoint, Chef de la Division du droit international et du cabinet de l'Attorney-General, Chef de la Division consultative et du droit international du cabinet de l'Attorney-General, Avocat général de Malaisie par intérim, Président des commissaires spéciaux de l'impôt sur le revenu.

Nommé juge à la Haute Cour de Malaya le 1er janvier 1978.

Le 17 novembre 1993, nommé juge au Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et réélu en 1997 pour un nouveau mandat.

Actuellement juge à la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pénal pour le Rwanda.

### **Réunions internationales**

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, tenue à Vienne (1969).

Sessions du Comité juridique consultatif afro-asiatique tenues à Accra (1970), Colombo (1971), Lagos (1972), New Delhi (1973), Tokyo (1974), Téhéran (1975) et Kuala Lumpur (1976).

Réunion ministérielle de l'ASEAN tenue à Cameron Highlands (Malaisie) en 1969.

Négociations entre la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande sur la délimitation des frontières maritimes et du plateau continental aux fins de la pêche.

Vingt-cinquième session (commémorative) de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue à New York (1970).

Réunions du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, tenues à Genève et à New York (1971 à 1973).

Session d'organisation de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à New York (1973).

Réunion d'experts du droit de la mer des pays de l'ASEAN, tenue à Manille (1974).

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Caracas (1974).

Réunion des ministres du Commonwealth, tenue à Lagos (1975).

Réunion du Groupe des 77 concernant la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève (1975) et réunion du Secrétariat du Commonwealth sur des questions touchant le droit de la mer, tenue à Genève (1975).

Troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève (1975).

Quatrième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à New York (1976).

Cinquième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à New York (1976).

### **Distinctions**

Johan Setia Mahkota (J. S. M.)

Darjah Cemerlang Seri Mahkota (D. C. S. M.)

Docteur en droit (*honoris causa*) (D. L. D.), Université de Bristol

Panglima Setia Mahkota (P. S. M.)

## **Sharon A. Williams (Canada)**

Date et lieu de naissance : 14 mars 1951, Cardiff, (Royaume-Uni)

### **Diplômes et qualifications professionnelles**

Licence en droit (avec mention), Université d'Exeter, Royaume-Uni, 1973.

Maîtrise en droit, Osgoode Hall Law School, Canada, 1974.

Doctorat en droit, Osgoode Hall Law School, Canada, 1976.

Inscrite au barreau de l'Ontario, 1979.

### **Activité professionnelle**

Membre de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye, 1991-1997.

### **Distinctions honorifiques**

Admise comme membre de la Royal Society of Canada, 1993.

Élue membre associé de l'Académie internationale de droit comparé, 1997.

A obtenu la médaille David W. Mundell, attribuée en récompense d'une contribution au droit et aux lettres par le Cabinet de l'Attorney-General, Ontario, 1991.

Bénéficiaire d'une bourse attribuée par le Social Sciences & Research Council of Canada Leave Fellowship, 1983-1984.

Lauréate de la Ontario Law Foundation, 1983-1984.

### **Carrière universitaire**

De 1977 à ce jour	Professeur de droit public international et de droit pénal international, Osgoode Hall Law School, York University, Toronto.
1989-1991	Vice-Doyenne, Osgoode Hall Law School, York University, Toronto.
2000	Professeur invité, Université de Stockholm et Institut de la défense nationale, Suède.
1979-1980 1985-1986	Professeur invité, Université de Toronto.
1976-1977	Professeur assistant, Université McGill, Montréal.

### **Contributions professionnelles**

Présidente du Canadian Council International, 1998-1999.

Consultante auprès du Canada Department of Justice et consultante indépendante en matière de droit pénal international, y compris les crimes contre l'humanité et la constitution d'un tribunal pénal international, l'extradition et autres formes d'assistance judiciaire réciproque en matière pénale.

Consultante auprès de la Deschênes Commission of Inquiry on War Criminals in Canada, 1985.

Conseillère spéciale auprès de la délégation canadienne aux quarante et unième (1986), quarante-troisième (1988) et quarante-sixième (1991) sessions de l'Assemblée générale (Sixième Commission) des Nations Unies.

Membre du Conseil de l'International Criminal Law Association, Londres, 2000 à ce jour.

Membre de l'International Law Association Committee on Extradition and Human Rights, 1993-1999.

Membre de l'Extradition Working Group, Canadian Department of Justice, 1989-1999.

Membre du Conseil d'administration du Nathanson Centre for the Study of Organized Crime and Corruption, Osgoode Hall Law School, Toronto, 1997 à ce jour.

Membre de l'Institut de droit humanitaire, San Remo, Italie, 1986-1990.

Membre du Conseil de la section canadienne de la Commission internationale de juristes, 1987 à ce jour.

Coordonnatrice du Réseau mondial de facultés de droit créé à l'appel du Secrétaire général adjoint et Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir l'enseignement et la diffusion du droit international, 2000 à ce jour.

### **Publications de droit international pénal**

#### *Ouvrages*

*International Criminal Law*, 9e éd. (Toronto: Osgoode Hall Law School, 2000).

*International Criminal Law*, en collaboration (avec J. Paust, M. C. Bassiouni, M. Scharf, B. Zagiris, J. Gurule et L. Sadat) (Durham NC: Carolina Academic Press, 1re éd., 1997, 2e éd., 2000).

*The International Legal System*, en collaboration (avec C. Oliver, C. Blakesley, E. Firmage et R. Scott) (New York: Foundation Press, 4e éd., 1995, 5e éd. à venir en 2001).

*International Law*, en collaboration (avec H. Kindred, J. G. Castel, W. C. Graham, D. Fleming, A. de Mestral, L. Reif et I. Vlasic) (Toronto: Emond Montgomery Press, 4e éd., 1987, 5e éd., 1993, 6e éd., 2000).

*Canadian Criminal Law: International and Transnational Aspects*, en collaboration (avec J. G. Castel) (Toronto: Butterworths, 1981).

*An Introduction to International Law, Chiefly as Interpreted and Applied in Canada*, en collaboration (avec A. de Mestral) (Toronto: Butterworths, 1re éd., 1979, 2e éd., 1987).

*Introduction au droit international public, tel qu'il est interprété et appliqué au Canada*, en collaboration (avec A. de Mestral) (Toronto: Butterworths, 1982).

*The International and National Protection of Moveable Cultural Property: A Comparative Analysis* (New York: Oceana Publications Inc., 1978).



*Contributions à des ouvrages*

« The Rome Statute on the International Criminal Court – Universal Jurisdiction or State Consent – To Make or Break the Package Deal », dans M. Schmitt (éd.), *Essays in Honor of L. C. Green* (Newport: US Naval College, 2001).

« Commentaries on Articles 11, 12, 13 and 17 of the 1998 Rome Statute of the International Criminal Court », dans O. Triffterer (éd.), *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court: Observers Notes, Article by Article* (Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 1999), p. 323 à 351, 383 à 394.

« International Criminal Cooperation in Fighting the Drug War », dans Y. Le Bouthillier, D. McRae et D. Pharand (éd.), *Selected Papers in International Law: Contribution of the Canadian Council on International Law 1972-1997* (La Haye: Kluwer Law International, 1999), p. 223 à 244.

« Laudable Principles Lacking Application: The Prosecution of War Criminals in Canada », dans T. McCormack et G. Simpson (éd.), *The Law of War Crimes in Canada* (La Haye: Kluwer Law International, 1997), p. 152 à 170.

« Extradition Since the Charter of Rights », dans J. Cameron (éd.), *The Charter's Impact on the Criminal Justice System* (Toronto: Carswell, 1996), chap. 22.

« The Establishment of an International Criminal Tribunal: Is the Time Ripe? », dans *United Nations Reform: Looking Ahead After Fifty Years* (Toronto: Science for Peace, 1995), p. 287 à 299.

« Human Rights Safeguards and International Cooperation in Extradition – striking the Balance », dans A. Eser et O. Lagodny (éd.), *Principles and Procedures for a New International Criminal Law* (Freiburg I Br.: Max Planck Institut, 1991).

« The Draft Code of Offences Against the Peace and Security of Mankind », dans M. C. Bassiouni (éd.) *International Criminal Law*, vol. 1 (New York: Transnational Publishers Inc., 1986), p. 109 à 122.

*Communications*

« The Rome Statute on the International Criminal Court: From 1947-2000 and Beyond » (2000), 38 *Osgoode Hall Law Journal*, p. 298 à 330.

« Recent International Initiatives to Combat Terrorism » dans *Proceedings of the 1999 Annual Conference of the Canadian Council on International Law* (Deventer: Kluwer, 2000), p. 96 à 105.

« Light Out of Darkness – The New International Criminal Court », dans *Proceedings of the 1998 Annual Conference of the Canadian Council on International Law* (Deventer: Kluwer, 1999), p. 23 à 29.

« The Draft Code of Crimes Against the Peace and Security of Mankind », dans *Contemporary International Issues: Opportunities at a Time of Momentous Change, Proceedings of the 1993 Joint Conference of the American Society of International Law and the Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht* (Deventer: Kluwer, 1993), p. 244 à 247.

« Interstate Co-operation and Individual Rights in Extradition Law: Can the Two Exist? » (1993), 6 *Hague Yearbook of International Law*, p. 95 à 105.

« The Regionalization of International Criminal Law and the Protection of Human Rights in International Cooperation in Criminal Matters » (1994), 65 *Revue internationale de droit pénal*, p. 205 à 223.

« The Double Criminality Rule Revisited » (1993), 27 *Israel Law Review*, p. 1.

« Human Rights Safeguards and International Cooperation in Extradition: Striking the Balance » (1992), 3 *Criminal Law Forum*, p. 191.

« The Post-Gulf War Situation: Humanitarian Assistance and Prosecution of War Criminals and Criminals Against Humanity » (1991), *Proceedings of the 85th Annual Meeting of the American Society of International Law*, p. 16 à 18.

« Extradition and the Death Penalty Exception in Canada: Resolving the *Ng* and *Kindler* Cases » (1991), 13 *Loyola of Los Angeles International & Comparative Law Journal*, p. 799 à 839.

« The Double Criminality Rule and Extradition: A Comparative Analysis » (1990), 15 *Nova Law Review*, p. 581 à 623.

« Extradition to a State that Imposes the Death Penalty » (1990), 28 *Canadian Yearbook of International Law*, p. 117 à 168.

« Nationality, Double Jeopardy, Prescription and the Death Sentence as Bases for Refusing Extradition » (1991), 62 *Revue internationale de droit pénal*, p. 259 à 280.

« The Interface Between Protection of Human Rights and Combating International Terrorism: A Canadian Perspective » (1988), *Proceedings of the Annual Conference of the Canadian Council on International Law*, p. 187.

« International Law and Terrorism: Age Old Problems, Different Targets » (1988), 26 *Canadian Yearbook of International Law*, p. 87 à 117.

« The Extradition of Canadian Citizens and Sections 1 and 6 (1) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms », en collaboration (avec J. G. Castel) (1987), 25 *Canadian Yearbook of International Law*, p. 263 à 299.

« The Draft Code of Offences Against the Peace and Security of Mankind » (1986), *Proceedings of the 80th Annual Meeting of the American Society of International Law*, p. 124.

« Civil Liberties and the Combating of International Commercial Crime: Striking the Balance », en collaboration (avec J. D. McCamus), *Proceedings of the 8th Commonwealth Law Conference*, Ocho Rios, Jamaïque (1986), Document 9A2 c), p. 23.

« The Criminal Law Amendment Act 1985 – Implications for International Criminal Law » (1985), 23 *Canadian yearbook of International Law*, p. 226 à 245.

« The Role of the Individual in International Criminal Law » (1986), *Queen's Law Journal, Special Edition*, p. 511 à 525.

#### *Rapports et documents officiels*

« Canadian Criminal Law: Extraterritorial Aspects », document établi pour la Law Reform Commission of Canada (1980).

« Denaturalization and Deportation of War Criminals in Canada », document établi en qualité de consultante auprès de la Deschênes Commission of Inquiry on War Criminals in Canada (1985).

« Crimes Against Humanity and Universal Jurisdiction », document établi pour la Criminal Policy and Planning Section du Canadian Department of Justice (1990).

« The Composition of the International Criminal Court », document établi pour la Criminal Law Policy and Planning Section du Canadian Department of Justice, en préparation de la Vancouver Conference on the Establishment of a Permanent International Criminal Court (1993).

**Membre des associations suivantes**

Royal Society of Canada

Académie internationale de droit comparé

Association internationale de droit pénal

International Criminal Law Association

Canadian Council on International Law

American Society of International Law

Association de droit international

Commission internationale de juristes

---